

55 د.ع. من الاموال

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★ ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14350 - 6 F

SAMEDI 16 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Coup de froid soviéto-allemand

Le transfert clandestin en URSS d'Erich Honecker dans un avion militaire soviétique constitue d'évidence une violation du droit international. Depuis le 3 octobre 1990, date de l'unité allemande, l'ancien chef de l'Etat et du parti communiste de la RDA était devenu un simple citoyen de la République fédérale sur lequel pèse un mandat d'arrêt de la justice de son pays. En agissant de la sorte, les dirigeants de Moscou - dont la main a peut-être été forcée par les militaires, maîtres d'œuvre de l'opération - se rendent coupables de complicité d'évasion et de violation flagrante de la toute jeune souveraineté allemande.

Les unités de l'armée rouge stationnées en Allemagne n'ont plus, depuis le traité de septembre 1990, le statut de troupes d'occupation et sont, jusqu'à leur retrait total prévu pour la fin de l'année 1994, considérées comme « invitées » par le gouvernement de l'Allemagne unifiée. Rien ne les autorise, en théorie, à refuser de livrer Honecker à la justice, encore moins à le soustraire à cette dernière.

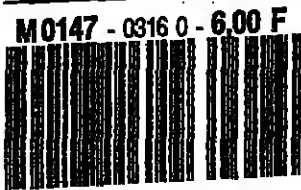
MAIS le cas d'Erich Honecker ne peut être considéré comme un dossier pénal ordinaire. Ce dernier incarne quarante ans de domination communiste sur une partie de l'Allemagne. Son nom reste attaché à la construction du mur de Berlin et aux victimes du dispositif inhumain installé à la frontière interallemande. Pour les dirigeants soviétiques, et en particulier ceux de la vieille garde qui semblent relever la tête à Moscou, l'ancien chef de la RDA reste celui qui fut pendant soixante ans un ami inconditionnel du Kremlin.

Derrière les raisons « humanitaires » avancées pour justifier ce transfert transparaît la mauvaise conscience d'une partie de la direction soviétique d'avoir abandonné à l'ennemi de classe un fidèle compagnon de route, par ailleurs opposé résolu à une perestroïka gorbatchévienne en pleine déconfiture. En dépit des protestations indignées de Bonn, où l'on réclame le retour immédiat du fugitif, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl a quelques raisons de ne pas prendre cette affaire trop au tragique.

La procédure entamée contre M. Honecker, accusé de complicité de meurtre pour avoir donné l'ordre de tir aux gardes-frontières est-allemands, menaçait de s'enliser avant même d'avoir commencé. Tout comme le procès fait à Sofia à Todor Jivkov, l'ancien numéro un bulgare, dont les juges eurent du mal à appréhender la dimension politique des méfaits qu'on lui reproche.

Il n'empêche que ce brusque « coup de froid » dans les relations germano-soviétiques va compliquer la tâche d'une Allemagne qui s'inspire chaque jour un peu plus de la dégradation du pouvoir de M. Gorbatchev. Un soupçon de soulèvement a bien accueilli la récente ratification par le Soviet suprême du traité « 2 + 4 » rétablissant la souveraineté allemande, mais il sera difficile pour Bonn d'obtenir le retour d'Erich Honecker. Les moyens de pression sur un pays qui dispose encore de 350 000 soldats stationnés sur la territoire allemand restent forcément limités.

Lire page 6 l'article de LUC ROSENZWEIG



M0147 - 0316 0 - 6.00 F

Les suites de la guerre du Golfe et l'indemnisation du Koweït par l'Irak

M. Mitterrand soutient M. Bush mais s'interroge sur sa méthode

MM. François Mitterrand et George Bush ont évoqué jeudi 14 mars à la Martinique la situation dans le Golfe et au Proche-Orient, ainsi que la construction européenne et l'avenir de l'OTAN, lors de conversations que le président américain a qualifiées de « très fructueuses ». Le chef de l'Etat français a confirmé son soutien aux démarches actuellement entreprises par Washington pour assurer la

paix au Proche-Orient, même s'il a pris acte de ses divergences avec M. Bush sur la représentativité de l'OLP et de M. Yassar Arafat.

Au terme de ses entretiens en Syrie, dernier étape de sa tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker - arrivé jeudi à Moscou - s'est dit optimiste sur l'avenir de la région, tout en soulignant qu'« il est trop tôt pour parler d'une percée ».

FORT-DE-FRANCE

de notre envoyée spéciale

La rencontre de MM. Bush et Mitterrand jeudi 14 mars à la Martinique, n'a fait que confirmer ce qui avait déjà été annoncé avec insistance ces derniers jours à Paris : la France apporte son soutien politique aux efforts déployés par les Etats-Unis dans la recherche d'une paix durable au Proche-Orient.

Cette solidarité, cependant, n'implique pas une totale identité de vues : le chef de l'Etat français ne s'est pas privé de la faire comprendre dans la conférence de presse conjointe par laquelle s'acheva la rencontre, tandis que le président américain, dans le rôle de celui qui

recueille consciencieusement les avis des autres, ne se montrait pas avare d'éloges pour les nombreuses « idées » de M. Mitterrand et se félicitait de la densité de leurs trois heures d'entretiens. Les deux hommes à l'évidence s'apprécient et se parlent très directement. Ils ne se font pas pour autant plus de concessions qu'il s'en faut.

Sur ce qui fut le premier sujet de ces conversations, les conflits israélo-palestiniens et israélo-arabes, le moment n'est pas aux querelles de méthode. Pragmatisme et ouverture sont les deux mots d'ordre des Américains qui affirment d'avoir pas de « plan » préconçu. La France aurait, dès lors, bien mauvaise grâce à ne pas leur faire crédit et à leur mettre des bâtons dans les

roues. Elle ne dira ni ne fera rien qui puisse être utilisé contre les Etats-Unis pour compromettre leurs efforts. « Quelle que soit la méthode », disait M. Mitterrand jeudi, l'essentiel c'est que la paix triomphe ».

Cela étant, le président français n'en continue pas moins de penser que c'est lui qui a raison. Il a rappelé qu'il avait été « l'un des rares responsables politiques français à approuver Camp David » et qu'il avait longtemps cru aux vertus du dialogue bilatéral, mais que les faits l'avaient amené à ne plus y croire et donc à prendre parti pour la tenue d'une conférence internationale.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 4

Ryad propose de saisir 10 % du pétrole irakien

L'Arabie saoudite a proposé un plan, qui fait actuellement l'objet de négociations entre les pays alliés, pour obliger l'Irak à payer au Koweït des dommages de guerre. L'idée consiste à prélever systématiquement 10 % des exportations irakiennes de pétrole. Ce mécanisme suppose que l'embargo soit levé et que l'Irak puisse reprendre ses exportations. Une partie de ses champs pétrolifères a été gravement touchée par les bombardements.



Lire page 3 l'article de VÉRONIQUE MAURUS

La colère des « six de Birmingham »

Le système judiciaire britannique est ébranlé par le cauchemar vécu par des sympathisants de l'IRA

LONDRES

de notre correspondant

« La justice ? Je ne crois pas que les gens qui sont dans ce bâtiment savent honnêtement écrire le mot et encore moins la rendre. Ils sont pourris. » Patrick Hill pointe, jeudi 14 mars, un doigt vengeur vers le tribunal londonien de l'Old Bailey. Le Lord Chief Justice, le plus haut magistrat du pays, vient de le remettre en liberté lui et ses cinq camarades, après plus de seize années injustement passées en prison. Le propos est de quoi choquer les Britanniques. Et ceux-ci essaient de comprendre comment leur système judiciaire a pu produire un tel cauchemar. Tout commence le 21 novembre 1974. Six Irlandais s'apprêtent à prendre le bateau pour Belfast afin d'assister aux célébrations d'une militante de l'Armée de libération irlandaise. Ce sont des sympathisants de la cause républicaine, mais ils n'appartiennent nullement à l'IRA. Quelques heures plus tôt,

des bombes explosent dans deux pubs de Birmingham, tuent 21 personnes et en blessent 162 autres. C'est l'attentat le plus meurtrier jamais commis par l'IRA en Angleterre même. Les six hommes ont le tort d'avoir un fort accent irlandais et d'avoir quitté Birmingham peu avant les explosions. Ils sont arrêtés, roués de coups et signent des aveux.

Patrick Hill, Hugh Callaghan, Richard Melkeony, William Power, Gerard Hunter et John Walker sont sortis enfin libres.

Le gouvernement a immédiatement décidé la création d'une Commission royale pour étudier ce qui doit être réformé dans le système pénal. Si cette libération était attendue (le Monde du 6 mars), le spectacle des « six de Birmingham » conspuant la justice britannique, crient leur joie et leur innocence en milieu de leurs familles et de leurs amis, en plein centre de Londres, n'en était pas moins extraordinaire.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 7

Régions : le jeu du PS

La réforme du scrutin régional a deux buts : piéger la droite et renforcer les Assemblées

par Thierry Bréhier

M. Michel Rocard a accepté de reprendre en compte du gouvernement la volonté du Parti socialiste de modifier les conditions d'élection des conseillers régionaux (le Monde du 15 mars). Un projet de loi sera soumis au Parlement au cours de la session ordinaire du printemps.

A la place de l'actuelle proportionnelle intégrale à un tour dans le cadre départemental, le projet de loi prévoit, sur le modèle du scrutin municipal, un scrutin proportionnel à deux tours, toujours dans le cadre départemental, avec une forte « prime » (probablement 25 % des sièges à pourvoir) à la liste arrivée en tête.

« En réalité, chaque parti voit les réformes électorales uniquement sous l'angle de son intérêt particulier. » L'amer constat fait par le général de Gaulle, en 1950, n'est en rien démenti par le débat sur

l'éventuelle modification du mode de scrutin pour les élections régionales, regroupées, en mars 1992, avec les cantonales. Pourtant, la nécessité d'un changement n'est sérieusement contestée par personne.

La mode, chez les socialistes au pouvoir, en 1985, était à la proportionnelle. Celui qui était alors le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a toujours été un fervent partisan de ce type de scrutin. Le premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, voulait, avant tout, limiter les conséquences de la défaite attendue du PS aux élections législatives du 16 mars 1986.

L'un et l'autre pensaient qu'une proportionnelle intégrale dans le cadre départemental permettrait à leur parti de détenir une forte minorité à l'Assemblée nationale et que la pression de l'extrême droite pourrait empêcher le RPR et l'UDF d'y obtenir la majorité absolue, ce qui avait bien failli se vérifier.

Lire la suite page 8



PHILIPPE

SOLLERS

LA FÊTE À VENISE

roman

edf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 3,75 £ ; Espagne, 180 PTA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,90 SF ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak

L'opposition fait état de nouveaux succès contre le régime de M. Saddam Hussein

La plus grande confusion continue à régner en Irak, où, près de trois semaines après la fin des hostilités entre l'armée irakienne et les forces coalisées, l'opposition et le régime du président Saddam Hussein se livrent à d'âpres échanges de bulletins de victoire et de démentis.

Pour sa part, Washington a indiqué, jeudi 14 mars, que la lutte pour le contrôle du sud de l'Irak entre les forces gouvernementales et les insurgés chiites était indécise, tandis que de durs combats continuaient dans les régions kurdes du nord du pays.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a cependant affirmé qu'il n'était pas en mesure de confirmer des informations selon lesquelles les insurgés contrôlaient de grands secteurs des régions kurdes. « Ce que je peux vous dire est que les informations dont nous disposons montrent que de violents combats continuent dans plusieurs villes et autour d'elles dans le nord depuis hier », a-t-il dit. « La situation dans le Sud continue d'être confuse, alors que nous recevons des informations disjointes d'un régime de combats dans des villes où le gouvernement semblait auparavant avoir réprimé l'agitation », a-t-il ajouté. Interrogé sur la réunion à Beyrouth, ces jours-ci, de groupes d'opposants irakiens, M. Boucher a déclaré que les Etats-Unis n'envisageaient pas de prendre officiellement contact avec eux.

Cependant, l'agence officielle irakienne INA a démenti les informations selon lesquelles l'agitation aurait gagné Bagdad, où des affrontements ont opposé ces derniers jours des manifestants aux forces de l'ordre (le Monde du 15 mars).

De son côté, l'opposition irakienne a annoncé jeudi avoir pris le contrôle de la capitale de la province de Babylone, dans le centre du pays, dont le gouverneur ainsi que d'autres responsables auraient été exécutés. Avec Hilla, la capitale provinciale située à une centaine de kilomètres au sud de Bagdad, sept autres villes seraient tombées aux mains des insurgés qui ont fait état de la destruction de nombreux soldats gouvernementaux, a affirmé l'Assemblée suprême de la

révolution islamique d'Irak (ASRI) dans un communiqué repris par la radio du Hezbollah pro-iranien au Liban. Plus au sud, à Bassorah, la « Voix de l'Irak révolutionnaire » a annoncé que les insurgés avaient détruit vingt chars et véhicules blindés en repoussant une offensive de la garde républicaine contre leurs positions.

Défection d'officiers de la garde

Seize officiers supérieurs de la 10^e brigade blindée de la garde ont rejoint les rangs de l'insurrection, a ajouté la radio. L'un d'entre eux, le colonel Taher Ali Hamoudi Saei, a déclaré que les rebelles contrôlaient maintenant 70 % de la province de Bassorah, où les troubles ont débuté il y a près de deux semaines. En outre, Radio Téhéran a fait état d'un bombardement par l'armée de zones résidentielles qui a fait de nombreuses victimes à Amara, à 170 km au nord-ouest de Bassorah.

Toujours dans le Sud, les lieux saints de Kerbala et Nadjaf auraient été touchés jeudi par des tirs de l'artillerie gouvernementale, selon le chef de l'ASRI, Faystolab Mohamed Bagher Hakim. Ce dernier, lors d'une conférence de presse à Téhéran - où il vit en exil depuis plus de dix ans -, a d'autre part réclamé pour l'Irak de démolir « un gouvernement qui respecte l'islam, la culture et la pensée islamiques ainsi que les musulmans ».

An Kurdistan, les rebelles ont fait état de nouveaux succès. A Londres, le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a affirmé que la quasi-totalité de la région autonome du Kurdistan irakien était aujourd'hui sous le contrôle du Front du Kurdistan. La grande majorité de la milice kurde formée par Bagdad, qui compte environ 100 000 hommes, est passée à l'insurrection, a-t-il encore assuré. Les villes d'Amadiyah, près de la frontière turque, et de Chaykha, près de Mossoul, ont été prises au cours des derniers vingt-quatre heures.

D'autre part, près de la frontière turque, les rebelles ont détruit des chars d'artillerie avec les forces gouvernementales près de la ville

de Zakho, qui commande la principale route d'accès à la Turquie, a rapporté l'agence irakienne de presse. Selon l'agence irakienne IRNA, citant un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les rebelles kurdes ont pris le contrôle de dix nouvelles villes dans la province de Dahouk, dans le nord du pays. De même, source, oo affirme que les troupes irakiennes ont tué un grand nombre de personnes dans la ville de Kirkouk et en ont chassé de nombreux habitants. - (AFP, AP, Reuters)

Reprise des libérations des prisonniers irakiens

Les libérations de prisonniers de guerre irakiens, interrompues depuis plus d'une semaine, devaient reprendre vendredi 15 mars, avec le rapatriement, pour la première fois par la route, d'un groupe de 500 militaires irakiens, a annoncé jeudi un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Deux autres groupes de 500 militaires seront libérés dimanche et mardi prochains. La prochaine réunion militaire conjointe entre les alliés et l'Irak est prévue pour le 21 mars.

Par ailleurs, les médecins légistes ont identifié les dépouilles mortelles de militaires remises mercredi par l'Irak aux alliés comme étant celles de cinq Américains et de huit Britanniques, a-t-on appris de source militaire à Dhahran. Les treize militaires avaient tous été portés « disparus ».

A Washington, une véritable polémique s'est ouverte sur les estimations faites avant la guerre du potentiel de l'armée irakienne. L'offensive terrestre alliée a rencontré bien moins que les 540 000 soldats irakiens initialement annoncés par Washington, mais cela parce que les rangs de l'armée irakienne avaient été décimés par cinq semaines de bombardements aériens, a affirmé jeudi Pete Williams, porte-parole du Pentagone. Jovité du National Press Club, Pete Williams a contesté un récent état de presse faisant état de 250 000 soldats irakiens au Koweït et dans le sud de l'Irak au moment du déclenchement de l'offensive terrestre, soit la moitié des estimations du Pentagone. Enfin, Washington n'a fourni aucune indication sur le nombre d'Irakiens tués, mais certaines estimations font état de 100 000 morts. - (AFP, Reuters AP)

Moyennant un prélèvement de 10 % sur les exportations de pétrole

Ryad propose un plan pour obliger Bagdad à payer des dommages de guerre au Koweït

L'Arabie saoudite a proposé un plan pour obliger l'Irak à payer au Koweït des dommages de guerre, a-t-on appris dans la capitale koweïtienne, de plusieurs sources diplomatiques. Le mécanisme est simple : il consiste à prélever systématiquement 10 % des exportations de pétrole irakiennes des qu'elles reprendront. Le produit de la vente serait versé à un fonds spécial destiné à l'indemnisation de l'émirat.

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

S'il est adopté, le plan proposé par Ryad sera relativement aisé à appliquer puisque Bagdad, quasiment dépourvue d'accès direct à la mer, exporte tout son pétrole par des oléoducs débouchant l'un en Arabie saoudite, sur la mer Rouge, l'autre en Turquie, sur la Méditerranée.

Ce mécanisme suppose, bien entendu, que l'Irak puisse reprendre ses exportations, donc que l'embargo soit levé. Avant la guerre, l'Irak exportait 3,2 millions de barils par jour environ, moitié via le royaume saoudien, moitié via la Turquie. On se sait toutefois quelles pourront être les capacités de production du pays à l'issue du conflit, une partie de ses champs pétroliers, situés dans le sud, ayant été apparemment gravement touchée par les bombardements.

« Nous ne les laisserons pas s'en tirer comme ça »

Ce plan fait actuellement l'objet de négociations entre les pays alliés. La Turquie, pièce maîtresse du dispositif, avec l'Arabie saoudite, s'a pas encore donné sa réponse, mais elle serait prête à se laisser convaincre, assure-t-on de même source. « La seule façon d'obtenir des réparations de l'Irak consiste à prélever une partie de ses ventes de pétrole », a déclaré récemment un diplomate américain de premier rang. Il n'a pas caché toutefois que la rigueur des sanctions appliquées à l'Irak dépendrait de la présence ou non de Saddam Hussein à la tête du pays. « La façon de traiter l'Irak sera très différente selon que Saddam Hussein est là ou non, a-t-il ajouté. S'il reste au pouvoir, nous allons maintenir les contrôles et

nous ne participerons pas à un quelconque plan de reconstruction. S'il n'est pas là, nous pourrions essayer de trouver un mécanisme afin que les pays riches aident l'Irak à se reconstruire. »

Le Koweït, quant à lui, est vraiment décidé à obtenir des réparations quel que soit le pouvoir en place à Bagdad. « Nous ne les laisserons pas s'en tirer comme ça », assure le ministre koweïtien des finances.

Reste à savoir quel sera le montant des réparations exigées. Pour l'heure, il n'a pas encore été fixé avec précision. Le chiffre de 100 milliards de dollars avancé par le représentant du Koweït à l'ONU recouvre en fait plusieurs choses : d'une part, le montant du pillage effectué par les troupes irakiennes, d'autre part, le coût des destructions proprement dites, et enfin le manque à gagner subi par l'émirat. Si l'ensemble est, à l'évidence, considérable, il n'en reste pas moins très délicat à calculer.

Pour l'heure, l'émirat n'a pas encore terminé l'état des lieux. Pour le pillage, on mesure à peu près exactement le montant des biens publics dérobés par l'Irak : devises, or, avions, matériel pétrolier, etc. Par contre, les vols commis auprès de la population ne sont pas encore connus et ils sont à l'évidence considérables, toutes les boutiques, tous les dépôts, et bon nombre de maisons particulières ayant été « visités ». « Pour ma part, estime M. Michel Chalhouh, commerçant français installé de longue date à Koweït, qui représente toutes les grandes marques de luxe françaises, l'estime mes pertes à 30 millions de francs, soit un tiers de mes avoirs et cinq années de bénéfices. » Quatre de ses cinq librairies ont été totalement détruites, sept boutiques de luxe ont été pillées et trois dépôts visités. « J'estime que je m'en tire bien... », dit-il.

Rares sont cependant les entrepreneurs qui, comme M. Chalhouh, sont restés sur place. La plupart restent encore bloqués en dehors du pays : il faudra donc plusieurs mois avant que le bilan global des pillages puisse être clairement établi.

Les destructions proprement dites et surtout le coût de la reconstruction restent aussi à évaluer. Le travail de déminage n'est pas encore achevé et de nombreuses installations n'ont

pas pu être expertisées. Selon les premières constatations, effectuées notamment par le corps du génie de l'armée américaine et les quelques spécialistes étrangers appelés à la rescousse, il apparaît que les chiffres énormes cités avant la libération - on a parlé de 60 à 100 milliards de dollars de travaux - ont été très exagérés. Mis à part le secteur pétrolier, où 80 % des puits ont été détruits (le Monde du 15 mars), le coût de la reconstruction devrait être beaucoup plus limité.

Le secteur industriel, par exemple - raffinage, pétrochimie pour l'essentiel - n'a pas été gravement détruit, et les réparations ne seront pas très coûteuses. Dans les raffineries, estime le ministre des finances, le remplacement des salles de contrôle ne devrait pas dépasser 500 millions de dollars. A quelques exceptions près - l'aéroport, les centrales électriques, les irakiens n'ont apparemment pas eu le temps d'achever leur travail de destruction et se sont contentés de mettre hors d'usage les centres vitaux de contrôle.

Reste, enfin, le manque à gagner. Il est à l'évidence considérable, mais c'est pas non plus aisé à calculer tant qu'on ignore l'ampleur et surtout la durée de la reconstruction. Dans le secteur pétrolier, par exemple, la destruction des puits privera le Koweït d'un revenu annuel de 9 à 10 milliards de dollars. Mais pour combien de temps ? Tout dépendra de la durée nécessaire pour retrouver les capacités d'avant-guerre : cinq ans, six ans, sept ans ? Nul, pour l'heure, ne peut répondre.

VÉRONIQUE MAURUS

Le Parlement européen se propose pour une force de l'ONU dans le Golfe. - Le Parlement européen a adopté jeudi 14 mars une résolution demandant que les troupes alliées déployées dans le Golfe soient remplacées par une force de maintien de la paix des Nations unies. Les Etats du Golfe devraient procéder à un désarmement mutuellement contrôlé, et toute la région, y compris Israël, devrait devenir une zone dépourvue de toute arme nucléaire, chimique ou biologique, selon les parlementaires européens. - (Reuters)

Le récit des pilotes américains capturés Les images d'un conflit qui garde bien des mystères

Dans une conférence de presse à l'hôpital de la marine de Bethesda (banlieue de Washington), jeudi 14 mars, d'anciens prisonniers de guerre américains ont affirmé avoir été battus et contraints de faire des déclarations hostiles à la politique de leur pays sous la menace. Mais ces témoignages laissent de nombreuses questions sans réponse sur le comportement des Irakiens.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'était en janvier, quelques jours après le début de la guerre. Un visage boursoufflé, tailladé - celui d'un homme battu, au regard prostré - s'étalait sur la couverture de l'hebdomadaire Newsweek : le sort du lieutenant Jeffrey Zau, l'un des pilotes américains tombés aux mains des Irakiens, faisait trembler l'Amérique. On l'avait vu, filmé par ses geôliers, en train de dire, d'une voix éteinte, tout le mal qu'il pensait de « l'attaque lancée contre le pacifique peuple irakien ». Il y avait eu d'autres visages, de pilotes américains, anglais, italiens, couverts de bleus, tenant des propos de même genre, mais c'était le sien, surtout, qui avait ému, bouleversé. A nouveau, comme au temps de la guerre du Vietnam, de jeunes Américains étaient aux mains d'un ennemi cruel et capable de tout.

Jeudi 14 mars, le lieutenant Zau, accompagné de quelques autres pilotes américains libérés, donnait une conférence de presse dans la banlieue de Washington, devant un immense drapeau américain. Rien, sur son visage redevenu lisse, sur ce visage de jeune homme paraissant parfaitement à l'aise, ne rappelait les souffrances passées. D'ailleurs, expliquait-il, « 90 % de ses blessures faciales étaient dues aux contusions subies lorsqu'il s'était éjecté de son appareil ». Par ailleurs, il s'était lui-même donné un coup de poing sur le nez, dans l'espoir de dissuader

les Irakiens de l'exhiber devant une caméra de télévision, et pour le reste, son visage portait « peut-être un peu » les traces de quelques coups. Quant à ses déclarations, elles étaient « tellement ridicules » qu'il n'avait jamais envisagé que le public américain puisse y attacher la moindre importance.

L'un de ses collègues a cependant subi un traitement beaucoup plus dur, au début de sa détention, quand on a essayé de le convaincre d'exprimer lui aussi un respect télévisé. Il a perdu « quelques morceaux de dents », et reçu des chocs électriques au niveau de la tête, même s'il a eu rapidement l'impression que ces chocs n'étaient pas de nature à mettre sa vie en danger. Plusieurs d'entre eux ont eu les tympans endommagés par des coups reçus pendant leur captivité à Bagdad, alors qu'ils avaient été bien traités par les soldats qui les avaient faits prisonniers.

Quelques pilotes ont raconté les circonstances de leur capture, et se sont surtout plaints de « l'ennui », de la « solitude », et bien sûr de la peur, et d'une nourriture médiocre et insuffisante. Certains de leurs collègues blessés avaient auparavant indiqué avoir été correctement soignés par les Irakiens - même si ces soins ont parfois été apportés avec retard.

Aucun d'entre eux n'a pourtant livré la clef de l'un des nombreux mystères de cette guerre, qui tient ses motivations des responsables irakiens : pourquoi avoir tout fait pour paraître odieux, au-delà même de la réalité ? Pourquoi avoir renforcé la détermination des coalisés à en finir avec cet ennemi barbare (le président Bush avait été particulièrement choqué par le spectacle offert par les pilotes prisonniers) ? et pourquoi avoir fait dire, par le biais de Radio-Bagdad, que ces prisonniers allaient être placés « sur des objectifs stratégiques », ce qui n'a apparemment jamais été le cas ?

JAN KRAUZE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION



Gueule
de parrain

Perlis
Kedah
Penang
Malacca
Johore

MALAYSIA

Plus de cinq cents personnes, des centaines portées dans des brancards, des centaines de brancards, cent cinquante mille personnes, sans abri, tel est le bilan, encore provisoire, des glissements de terrain provoqués par les pluies torréfiantes qui se sont abattues, dans la soirée du dimanche 10 mars, sur le sud-ouest du pays, à l'exception, bien sûr, de l'agence officielle MAMA.

Le président Kamura, accompagné de membres du gouvernement, s'est rendu sur les lieux du drame, dans le district de Matsuyama.

L'armée dispose une manifestation

L'armée a violemment dispersé, le jeudi 14 mars, une manifestation de plusieurs centaines de lycéens et d'élèves, qui tentaient de défiler dans les rues de Lomé. L'agitation, qui avait gagné, mardi, le campus universitaire *le Monde* de Lomé, le 5 mars, s'est étendue à la plupart des lycées et collèges de la capitale.

Le numéro 170 (mars 1991) de
FRANCE
REVUE ADAPTEE

**GOLFE : LA VOIE
DE LA PAIX**

**Sud-Liban :
l'épreuve**

Israélien

Des articles de Pierre Randol, Stelio Farandjiz, Lucien Bittencourt, Claude Delanoy, Elisabeth Marthe, Jean Rabinovici, Yves Thorval et Aïka Ould Tida.

Les rubriques politiques, culturelle, économique, la chronologie et le dossier Eurabia.

40 pages - 15 F. En vente dans les kiosques et librairies.

Spécimen sur demande.

FPA - 14, rue Audrain - 75017 Paris

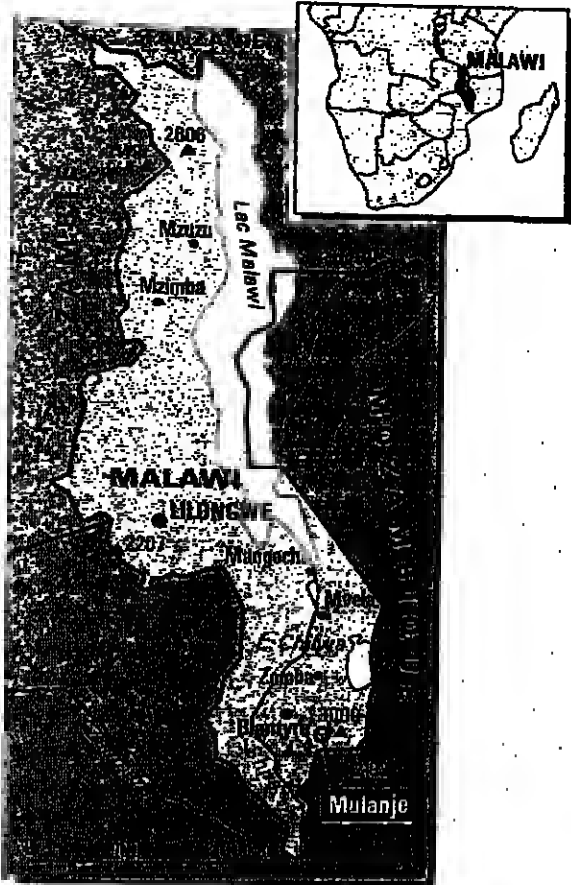
PUBLICATI
TRIBUNAL CORRE
Contrefaçons de réanqu
Par jugement du 26 février 1990, le tri
M. Claude MOREAU, coupable de
conséquence :
- l'a condamné : à deux mois d'ar
à payer à la société
et intérêts - sans
- a ordonné : la confiscation de
la société CARTU

Côté français, on trouve la

AFRIQUE

MALAWI

Les inondations auraient fait plus de 500 morts et 150 000 sans-abri



Plus de cinq cents personnes tuées, des centaines portées disparues, cent cinquante mille autres sans abri : tel est le bilan, encore provisoire, des glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles qui se sont abattues, dans la soirée du dimanche 10 mars, sur le sud-ouest du pays, a annoncé, jeudi, l'agence officielle MANA. Le président Kamuzu Banda, accompagné de membres du gouvernement, s'est rendu sur les lieux du drame, dans le district de Mulanje, tandis que la Croix-Rouge internationale faisait acheminer des vivres par hélicoptère et que des équipes de secours continuaient à rechercher d'éventuels survivants. Les inondations et glissements de terrain ont touché une zone de près de 500 kilomètres carrés et isolé une population d'environ 21 000 habitants - dont les réfugiés mozambicains du camp de Chiranga (nos dernières éditions du 15 février). Cette catastrophe est la plus importante du genre au monde, depuis celles qui avaient frappé la Colombie, en juillet 1987, et le Brésil, en février 1988. - (AFP)

TOGO

L'armée disperse violemment une manifestation de lycéens à Lomé

L'armée a violemment dispersé, jeudi 14 mars, une manifestation de plusieurs centaines de lycéens et d'élèves, qui tentaient de défilé dans les rues de Lomé. L'agitation, qui avait gagné, mardi, le campus universitaire (le Monde du 15 mars), s'est étendue à la plupart des lycées et collèges de la capitale. Vêtus de leurs uniformes beige, certains élèves criaient « Solidarité ! » et « A bas le dictateur ! ». Les soldats se sont acharnés à coups de matraque sur les jeunes manifestants, avant de les embarquer dans des camions militaires. De nombreuses interpellations ont eu lieu dans le quartier populaire du Tokoin, encerclé et quadrillé par l'armée.

Selon un bilan provisoire, établi jeudi après-midi par la Ligue togolaise des droits de l'homme, les affrontements auraient fait six blessés parmi les manifestants. Une quinzaine d'autres seraient en garde à vue. Selon des témoins, des mouvements de grève et des affrontements sporadiques entre élèves et forces de l'ordre auraient éclaté dans plusieurs autres collèges, comme à Kodjoviakopé et à Ablogbé. - (AFP)

■ ZAIRE : démission du gouvernement de transition. - Le premier ministre, M. Lunda Bululu, a annoncé, jeudi 14 mars, la démission de son gouvernement de transition. Cette décision, acceptée par le président Mobutu, devrait permettre à ce dernier de former un nouveau cabinet élargi. La démission de M. Bululu, nommé premier ministre en avril, survient alors que des pressions croissantes en faveur d'une démocratisation du régime avaient conduit le chef de l'Etat à accepter le principe du multipartisme. Le nouveau gouvernement pourrait s'ouvrir à des représentants des partis de l'opposition. - (Reuters)

Le numéro 170 (mars 1991) de

FRANCE PAYS ARABES

vient de paraître :

GOLFE : LA VOIE DE LA PAIX

Sud-Liban : l'épreuve israélienne

Des articles de Pierre Rando, Sello Paradis, Lucien Bittard, Jean-Claude Delaunay, Elisabeth Marbini, Jean Rabinovitch, Yves Thoreval et Aïda Ould Tia.

Les rubriques politique, culturelle, économique, la chronologie et le dossier Euzabie. 40 pages - 15 F. En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande. FPA - 14, rue Augereau, 75007 Paris. Tél. : 45-55-27-52.

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CRÉTEIL

Contrefaçon de marques de la société CARTIER

Par jugement du 26 février 1990, le tribunal correctionnel de Créteil a reconnu M. Claude MOREAU coupable de délit de contrefaçon de marques et en conséquence :

- l'a condamné : à deux mois d'emprisonnement avec sursis, à payer à la société CARTIER 5 000 F de dommages et intérêts - aux dépens de l'action civile, et la confiscation et la remise des objets saisis à la société CARTIER, la présente publication aux frais de M. MOREAU à concurrence de 10 000 F.
- a ordonné :

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le président Aristide s'attaque aux responsables des abus du régime militaire

La justice haïtienne a lancé, mercredi 13 mars, un mandat d'arrêt contre l'ancien général Williams Régala, cinquante-trois ans, ex-número deux du régime militaire du général Henri Namphy. M. Régala est présenté comme « un des auteurs du massacre du 29 novembre 1987 » au cours duquel vingt-quatre personnes avaient été tuées à coups de machette et d'arme à feu et soixante-quatorze autres blessées dans un bureau de vote à Port-au-Prince par des bandes armées néo-duvaliéristes, avec la complicité des responsables militaires de l'époque. Ce massacre, avait provoqué l'interruption des élections générales. Le juge, qui a lancé ce mandat contre l'ex-officier, mis à la retraite en 1988, a également annoncé que l'ancien ministre de l'Intérieur et de la défense nationale (1986-1988) était aussi recherché pour le massacre de Carrefour-Feuille (du nom d'un quartier populaire de la capitale). Près d'une quarantaine de jeunes auraient été exécutés au fort Dimanche après leur arrestation par l'armée, fin novembre 1987. Il s'agit de la première décision spectaculaire de justice, concernant un ancien haut gradé de l'armée, compromis sous le régime civil-militaire du Conseil national de gouvernement (CNG), présidé par l'ex-général Henri Namphy, actuellement réfugié en République dominicaine. Le président Jean-Bertrand Aristide, qui a fait rechercher plusieurs propriétaires terriens responsables de massacres de paysans, avait demandé, mardi, sur les ondes de Radio-Haïti, que la justice recherche Williams Régala, soulignant que, « en attendant du pain pour le ventre, nous pouvons partager le pain de la justice ». - (AFP)

Le passage à tabac à Los Angeles, d'un automobiliste noir par quatre policiers blancs (le Monde du 7 mars), qui avaient été filmés à leur insu, a pris jeudi 14 mars une ampleur nationale.

Le gouvernement américain, contraint de réagir après que la vidéo de cette « bavure » eut été largement montrée à la télévision, est intervenu en annonçant par la bouche de l'attorney général (ministre de la justice), Dick Thornburgh, l'ouverture d'une enquête nationale sur les méthodes policières. Ses services vont examiner les quelque 15 000 plaintes pour brutalités policières déposées ces six dernières années dans tout le pays pour voir si de tels agissements sont une pratique répandue. Dans un premier temps, les quatre policiers de Los Angeles ont été inculpés.

Selon le résultat de l'enquête, annoncée sous la pression des groupes de défense des droits des minorités, la formation des poli-

ciers pourrait être revue et les sanctions contre les fautes plus sévères. « Nous nous félicitons de la décision du ministre de la justice. C'était ce qu'il fallait faire. L'administration n'avait plus le choix, elle devait prendre position. Nous aurions seulement aimé qu'elle le fasse plus tôt », a déclaré à l'AFP M. Phil Gutis, porte-parole de l'ACLU (American Civil Liberties Union), la plus importante organisation de défense des droits des citoyens. - (AFP, UPI)

EN BREF

■ BRÉSIL : six morts dans la mutinerie d'une prison. - Au moins six détenus sont morts et vingt autres ont été blessés jeudi 14 mars, pendant une mutinerie dans une prison de Porto Alegre, dans le sud du Brésil. Selon leur témoignage, des gardes ont tué les prisonniers après qu'ils eurent mis le feu à des matelas et tenté de s'évader de la principale prison de la ville. - (Reuters)

■ CHINE : prêt 1 milliard de francs suisses à l'URSS. - Le montant du prêt que la Chine s'approprie à accorder à l'Union soviétique (le Monde du 14 mars) sera de 1 milliard de francs suisses, a annoncé jeudi 14 mars l'agence Chine nouvelle. Cette somme servira à l'achat de produits alimentaires, de textiles et de tabac. - (AFP)

■ PAKISTAN : victoire gouvernementale aux élections au Sénat. - L'Alliance démocratique islamique au pouvoir a remporté jeudi 14 mars les élections sénatoriales partielles en obtenant trente des quarante-deux sièges à pourvoir. Le parti de M. Beazir Bhutto, qui a obtenu que cinq sièges, a accusé le gouvernement de fraude électorale et d'intimidation. - (Reuters, UPI)

■ SRI-LANKA : sanglants affrontements avec la guérilla tamoule. - L'armée sri-lankaise a lancé une nouvelle offensive contre la guérilla séparatiste tamoule dans le nord du pays, a annoncé jeudi 14 mars un porte-parole militaire à Colombo. Les affrontements ont fait une quarantaine de morts dans les deux camps, ce qui porte le bilan officiel des violences à plus de 5 500 morts depuis juin dernier. - (AFP, Reuters, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

DIPLOMATIE

Le Quai d'Orsay annonce la fermeture des ambassades de France à Monrovia, Mogadiscio et Port-Moresby

Le ministère des affaires étrangères a décidé de fermer des ambassades à Monrovia, Mogadiscio et Port-Moresby « en raison des restrictions budgétaires qui lui ont été imposées », a annoncé jeudi 14 mars le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Les relations diplomatiques avec le Libéria, la Somalie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ne seront évidemment pas pour autant rompues.

Un ambassadeur de France dans un pays voisin y représentera les intérêts français. Du fait de la guerre civile au Libéria, et en Somalie, l'ambassade de Monrovia est fermée depuis le mois d'août 1990 et celle de Mogadiscio l'est depuis environ trois mois. Le départ du personnel diplomatique en poste à Port-Moresby devrait intervenir très rapidement, a précisé le ministère.

Dans le cadre des restrictions budgétaires exceptionnelles imposées à tous les ministères pour financer la guerre du Golfe, le Quai d'Orsay s'est vu supprimer dimanche 400 millions de francs en crédits de paiements. Cette fermeture d'ambassades pour raisons économiques est tout à fait exceptionnelle. Depuis 1945, cela ne s'est produit que deux fois, avec la fermeture des représentations diplomatiques à Oulan-Bator (Mongolie), en 1984, et à Belmopan (Belize), en 1985. Les autres fermetures d'ambassades étaient toutes liées soit à la disparition du pays où se trouvait la mission - comme pour la RDA et le Yémen du Sud en 1990, ou le Vietnam du Sud en 1975 - soit à une rupture des relations diplomatiques comme cela s'est passé en février dernier avec l'Irak.

Avant ces nouvelles restrictions, le Quai d'Orsay avait déjà décidé à la même date la fermeture de huit consulats. Avec désormais 135 ambassades, 11 représentations permanentes auprès d'organisations internationales et près de 130 consulats, la France dispose toujours d'un des réseaux diplomatiques les plus denses du monde, souligne-t-on au Quai d'Orsay.

Les responsables concernés, à l'administration centrale comme à l'Élysée, n'ont pris connaissance de cette mesure imprévue qu'après qu'elle eut été annoncée lors du point de presse quotidien du ministère et reprise par les agences de presse. Si la fermeture des missions à Monrovia et à Mogadiscio

ne fait qu'entériner une situation de fait, celle de Port-Moresby apparaît pour le moins mal choisie. En effet, une visite ministérielle était prévue prochainement dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont le chef de la diplomatie était venu à la fin de l'an dernier à Paris. Ce pays devrait présider, à l'automne prochain, l'Assemblée générale des Nations unies et joue un rôle important dans le Pacifique sud, où se trouvent les TOM de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie et où la France entend mener une diplomatie active.

■ M. Roland Dumas en tournée en Amérique latine. - Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a entrepris vendredi 15 mars, à Mexico, une brève tournée en Amérique latine. Après une visite d'une journée au Mexique, où il devait notamment rencontrer le président Salinas et son homologue mexicain Fernando Solanas, M. Dumas doit se rendre, samedi, au Venezuela, et dimanche et lundi au Nicaragua où il assistera à la septième rencontre ministérielle entre la CEE et les pays d'Amérique centrale.



Drôle de gueule

La colère des « six de Birmingham »

Suite de la première page

Les images de ces Irlandais plus tout jeunes, se tenant par la main devant une foule enthousiaste, ont en effet un air de déjà-vu. Il y avait eu les quatre de Guildford en octobre 1989, injustement emprisonnés pendant quatorze ans pour des attentats contre deux pubs fréquentés par des soldats à Guildford et Woolwich, deux petites villes proches de Londres, et une famille irlandaise au complet, les Maguire, réhabilitée en mai 1990, après que six des membres de cette famille eurent été condamnés en 1976 pour avoir fabriqué des explosifs. Trois erreurs judiciaires admises en moins de deux ans, et portant toutes sur des prétendus « terroristes » irlandais, cela fait beaucoup pour un système judiciaire qui se targue d'être un des meilleurs, sinon le meilleur, du monde.

Les oublis de M. Skuse

« Les policiers nous ont dit d'oublier qu'ils savaient que nous n'avions rien fait. Ils nous ont dit aussi qu'ils se moquaient de savoir qui avait réellement commis les attentats. Ils nous ont dit qu'ils nous avaient choisis, et qu'ils allaient nous faire porter le chapeau », a raconté Patrick Hill à la foule rassemblée devant l'Old Bailey. « Rétrospectivement, nous dirions tellement naïfs », a confié Hugh Callaghan à The Independent. Jeunes, peu ou pas fait des années judiciaires, les six hommes ont été battus, privés de sommeil et de nourriture, et invités à signer des aveux. « J'aurais signé n'importe quoi pour avoir la paix », dit ce dernier.

Les brutalités policières, visibles

sur les photos des suspects prises peu après leur arrestation, confirmées par des médecins, ont fait plus tard l'objet d'un procès distinct de la procédure principale et quelque peu surréaliste. Le juge a convenu que les six hommes avaient reçu des coups mais n'en a tiré aucune conséquence. Les policiers n'ont même pas été sanctionnés.

L'essentiel de l'accusation reposait, lors du premier procès, en 1975, sur ces aveux extorqués et sur les « preuves scientifiques » fournies par un expert du ministère de l'Intérieur, M. Frank Skuse. Ce dernier avait procédé à des frottements sur les mains des six hommes, et avait affirmé que, pour deux d'entre eux au moins, ces prélèvements contenaient des traces de nitroglycérine. M. Skuse s'était bien gardé de dire au tribunal que des tests analogues effectués sur d'autres voyageurs qui se trouvaient sur le même bateau que les « six » s'étaient révélés positifs. Ces passagers, totalement étrangers à l'affaire, avaient été rapidement mis hors de cause mais le jury avait tout ignoré de ce fait troublant.

Le test lui-même a été abandonné par la police, et M. Skuse a été mis à la retraite d'office il y a quelques années pour incompétence notoire. Il n'avait pas davantage révélé au tribunal que les bois dans lesquels il avait déposé les prélèvements contiennent à présent une réaction positive alors qu'il les avait soigneusement lavés au savon. Cela ne cadrait pas avec ses premiers résultats. Il est apparu depuis que certains savons pouvaient avoir le même effet que la nitroglycérine sur le test. M. Skuse avait donc peut-être provoqué lui-même, en net-

toyant préalablement ses bois, l'effet qu'il avait présenté au tribunal comme une preuve scientifique irréfutable.

Il y a eu pire. Des procédés nouveaux ont été utilisés pour scruter les notes prises par les policiers pendant les interrogatoires qui ont abouti aux fameux aveux. Il est apparu que des phrases avaient été rajoutées après coup. Le principal responsable de l'enquête a donné cinq versions successives et contradictoires de certains énoncés. Il a falsifié des documents pour essayer de donner une cohérence à l'ensemble. Le résultat était quelque peu chaotique puisque l'il était supposé se trouver à deux endroits totalement différents au même moment.

Grâce à la presse

La brigade criminelle qui a procédé à l'enquête a été accusée, bien des années plus tard, d'avoir concocté de la même manière des preuves dans d'autres affaires. Elle a été dissoute. La question est maintenant de savoir si des poursuites vont être engagées contre les policiers eux-mêmes. Ils risquent des peines graves s'il est prouvé qu'ils ont menti devant le tribunal.

L'affaire est d'autant plus gênante qu'à la demande de M. Douglas Hurd, alors ministre de l'Intérieur, un premier appel avait eu lieu en 1987. Les « oublis » de M. Skuse, ainsi que les manipulations des comptes rendus d'interrogatoires, étaient restés enfouis dans les armoires de la police, et l'appel avait été rejeté. L'attitude du juge, lord Lane, est sévèrement critiquée. Ce dernier n'avait pas alors envisagé sérieusement que des officiers de police assermentés aient pu se livrer à un parjure.

S'il n'y avait pas eu la presse, en particulier les journalistes qui ont réalisé un documentaire sur les « six » pour la chaîne de télévision ITV avec l'aide d'un parlementaire travailliste, M. Chris Mullin, il est peu probable que la révision du procès ait pu enfin aboutir. Le gouvernement a donc décidé la création d'une Commission royale chargée d'étudier les failles de la procédure pénale. Elle sera dirigée par lord Runciman, un sociologue de l'université de Cambridge. C'est la première fois depuis 1978 qu'une Commission royale est instituée. M. Thatcher, arrivée au pouvoir en 1979, n'y avait jamais eu recours, estimant que le gouvernement et le Parlement n'avaient pas besoin de faire appel à des autorités extérieures.

La question de l'indemnisation des six hommes condamnés à tort à la détention perpétuelle se pose également. Les chiffres avancés sont considérables. Chacun d'entre eux pourrait recevoir une somme comprise entre 150 000 et 250 000 livres (de 1,5 à 2,5 millions de francs). Une nouvelle enquête va d'autre part être ouverte pour trouver les véritables coupables des attentats de Birmingham.

DOMINIQUE DHOMBRES

Vedette de l'opposition démocratique en Serbie

M. Vuk Draskovic estime que « la Yougoslavie doit survivre »

Le calme est revenu à Belgrade où le leader de l'opposition, M. Vuk Draskovic, a déclaré qu'il continuerait de lutter pour la démocratie. La présidence fédérale, convoquée jeudi 13 mars, a ramis à vendredi la poursuite de ses travaux. Aucune information n'a été donnée sur le contenu des débats auxquels assistaient les plus hauts représentants de l'armée. Cependant, un représentant du ministère de la Défense, le général Milan Ruzinovski, a confirmé que des unités de l'armée avaient été déployées, samedi 9 mars, lors des violents incidents qui ont coûté la vie à deux personnes. D'autre part, une personne a été tuée et deux policiers blessés lors d'une fusillade, jeudi 14 mars, sur une route du Kosovo lorsque deux inconnus ont ouvert le feu sur une patrouille.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

« Nous continuerons à lutter pour la démocratie, au Parlement ou par des manifestations de rue pacifiques, si nécessaire, afin que la Serbie puisse rejoindre le concert de l'Europe démocratique. Le 9 mars fut une journée tragique et sanglante mais personne ne pourra stopper la Serbie et les Serbes. » M. Vuk Draskovic, le leader du Mouvement du renouveau serbe, est indéniablement la vedette de la vague de contestation du pouvoir socialiste (ex-communiste) qui se développe ces derniers jours à Belgrade. Les dirigeants des autres partis de l'opposition, tout aussi actifs pourtant, font pâle figure à côté de cet écrivain d'une quarantaine d'années, ancien journaliste à l'agence de presse officielle Tanjug.

« Vuca », comme on l'appelle ici, est ovationné dans tous les meetings et, apparemment, il aime ça. Un regard vif, une chevelure longue et bouclée, une barbe abondante lui donnent, selon les avis, un air de Jésus, de séducteur ou d'hystérique.

Jeudi 14 mars, dans une institution universitaire de Belgrade, qui est devenue le quartier général de l'opposition, il a demandé à son tour la démission du ministre de l'Intérieur et de l'ensemble du gouvernement serbe. Il y aura même

de nouvelles élections « si le peuple le veut ». Pas un mot, en revanche, sur le départ du numéro un de cette République, M. Slobodan Milosevic, l'homme qui avait réveillé, il y a plus de trois ans, le nationalisme serbe en permettant, notamment, la reconquête du Kosovo, cette province « autonome » mais sous tutelle de Belgrade, qui est le berceau culturel médiéval de la Serbie. « Reconquête », parce qu'elle est à présent peuplée à plus de 80 % d'Albanais de souche qui revendiquent leurs droits et le statut de République au sein de la fédération, certains allant même jusqu'à demander le rattachement à l'Albanie voisine. La région a été maintenant sévèrement reprise en main par les Serbes.

Partout où il y a des cimetières serbes

Sur ce point, pas une feuille de papier à cigarette ne sépare l'opposition du pouvoir en place. Le « démocratique » Vuk Draskovic est aussi ferme que le « socialiste » Slobodan Milosevic. « Le Kosovo, dit l'écrivain, appartient au peuple et à l'histoire serbes ». Et il ajoute : « Ce n'est pas parce qu'en Floride il y a 90 % de Cubains que les Cubains ont un Parlement ou les États-Unis ».

Chaud partisan de la réhabilitation de la nation et de l'État serbes, il affirme que 1,5 million de ses compatriotes ont été massacrés par les voisins croates pendant la seconde guerre mondiale et que ce « génocide » (terme employé dans toutes les batailles intérieures yougoslaves) ne doit jamais être oublié. Comme M. Milosevic, il défend, carte historique à l'appui, l'idée de la « Grande Serbie » qui engloberait automatiquement les territoires voisins. Il avait déclaré, voici quelques années, « qu'il fallait se battre pour toutes les terres de Yougoslavie où il y a un élément serbe ».

L'aveoir de la Yougoslavie n'était pas, durant ces journées agitées, la préoccupation majeure des Serbes. C'était même le cadet de leurs soucis. Le pays peut-il survivre à ses conflits internes entre Républiques, peuples, nations et minorités ? « Qui sait ? » répond M. Draskovic. J'espère que la Yougoslavie survivra. Mais regardez : plusieurs régions, telles que la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, ressemblent à des peaux de léopards. Il y a des musulmans, des Serbes, des Croates, des Albanais, des Juifs, des orthodoxes, des catholiques et aucun être humain n'est capable de

tracer des frontières sur cette peau de léopard. C'est la raison pour laquelle, à mon avis, la Yougoslavie doit survivre. »

Une confédération « formalisée »

Il est résolument favorable à une négociation, « pour sauver le pays et la paix », que ce soit dans le cadre d'une fédération, d'une confédération ou sous toute autre forme de coexistence. Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, « nous avons deux possibilités : vivre ensemble ou nous battre les uns contre les autres, ce qui peut conduire à la guerre civile. Dans ce cas, nous savons qui est le plus fort, c'est la Serbie. Mais, après la guerre, je veux le promettre, la Yougoslavie survivra ». De telles phrases en public lui valent automatiquement des tonnerres d'applaudissements.

A ses yeux, une sorte de confédération « formalisée » - car elle existe déjà dans les faits depuis bien des années, chaque République menant son petit bonhomme de chemin sans se soucier des directives du pouvoir fédéral - semble acceptable. En revanche, si une ou plusieurs des six Républiques venaient à faire définitivement sécession, les choses se présenteraient immédiatement sous un autre angle. Il pense à la Slovaquie et surtout à la Croatie où il y a une minorité serbe d'environ 600 000 personnes.

« Dans ce cas, dit-il, nous déclarerons naturellement que ces enclaves serbes appartiennent à la Serbie. » Ce qui équivaut à réclamer, comme M. Milosevic (qu'il se défend d'avoir soutenu dans sa frénésie nationaliste car, à l'époque, dit-il, « je ne m'occupais pas de politique »), un redécoupage des frontières au sein de la Yougoslavie. Les Croates et les Bosniaques, sans doute, ne partageront pas cet avis. Pour ce qui est des questions économiques, essentielles dans une Serbie en plein marasme, M. Draskovic n'a aucun plan. « Je suis un écrivain, dit-il, et je laisse à d'autres le soin de s'occuper des choses que je ne connais pas. » Pour être populaire aujourd'hui en Yougoslavie, et cela dans toutes les Républiques, il faut être d'abord nationaliste. « Vuca » incarne en Serbie le nationalisme démocratique qui s'oppose au nationalisme néocommuniste de Slobodan Milosevic car, sur le fond de la « question nationale », il n'y a pas de différence.

ALAIN DEBOVE

NORBERT ELIAS chasseur de mythes



Un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare vigueur.

Georges Bolandier, Le Monde

L'œuvre d'Elias est un coffre à trésors, qui contient bien des clés pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Elle distille au fil des pages mille et un aperçus sur la question du racisme et de l'intégration, sur la structure des états nationaux, ou encore sur la revendication des droits de l'homme. À une époque où semble renaître la vieille philosophie des professeurs qu'il a tant combattue, dans laquelle le ressassement éternel des textes de Kant remplace la réflexion créatrice, chacun verra au prisme de ces deux joyaux qui paraissent aujourd'hui ce que penser veut dire.

Didier Étienné, Le Nouvel Observateur

FAYARD



Gueule de poète

POLITIQUE

La crise de Socialisme et République

M. Chevènement officialise l'éclatement de son courant

La communiqué signé Socialisme et République, qui a été envoyé, jeudi 14 mars, le vote émis la veille au bureau exécutif du Parti socialiste par les représentants de ce courant (*le Monde* du 15 mars), a provoqué une réplique, signée notamment par six députés, qui dénonce la « logique de rupture » adoptée par l'ancien ministre de la défense. Ce dernier a décidé d'adresser aux élus et responsables de son courant des télégrammes confirmant les termes du communiqué de jeudi. La casu de l'ancien CERES est, désormais, patente.

« Le vote émis au bureau exécutif le 13 mars 1991 n'engage pas Socialisme et République. Il est contraire à la décision prise par le conseil politique, réuni dimanche 10 mars 1991, comme à tous les textes antérieurs de Socialisme et République. Ce vote manifeste que la reconstitution des courants à l'intérieur du Parti socialiste est devenue nécessaire. » Ces quelques lignes, signées Socialisme et République, ont été rendues publiques, jeudi matin, au lendemain de l'adoption à l'unanimité, par le bureau exécutif du PS, d'un texte préparatoire à la convention nationale des 6 et 7 avril, affirmant, notamment, au sujet des positions contradictoires qui s'étaient exprimées pendant la crise du Golfe, que « les faits sont là » — autrement dit, que les événements ont fait justice des craintes exprimées par certains, au premier rang desquels M. Chevènement, qui s'était démis de son poste de ministre de la défense le 29 janvier.

Sous la signature Socialisme et République, le désaveu infligé aux responsables de ce courant dans les instances dirigeantes du PS émane, ce fait, de M. Chevènement lui-même.

Même, mercredi soir, aussitôt après le vote du bureau exécutif, l'ancien ministre de la défense, entouré de MM. Didier Motchane, ancien député européen, et Jean-Yves Autexier, secrétaire général de Socialisme et République et député de Paris (suppléant de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports), a rédigé ce communiqué, qui crée une situation inédite au Parti socialiste. Organisé selon la règle de la proportionnelle des courants, ce parti ne connaît, statutairement, d'autre autorité politique que celle des membres de sa direction et, dans le cas où il existe une majorité et une minorité, celle des représentants de cette dernière au bureau exécutif. Le congrès de Rennes ayant été conclu par une « synthèse » générale des courants, MM. Pierre Guidon et Michel Charzat, membres du secrétariat national du PS, sont, avec M. Marie-Arlette Carlotti, membre du bureau exécutif, les « responsables » officiels de Socialisme et République.

A ce titre, le vote qu'ils avaient émis mercredi soir ne pouvait — et ne peut toujours — qu'engager Socialisme et République en tant que courant du PS. Sans doute M. Guidon, qui, chargé des relations internationales, a quitté la France jeudi pour Alger, s'attendait-il à être contredit, d'une manière ou d'une autre, par M. Chevènement, puisqu'il avait indiqué au bureau exécutif qu'il entendait « assumer » pleinement le vote qu'avait M. Charzat et M. Cadot. Il n'avait décidé d'émettre. Toujours est-il qu'il existe, aujourd'hui, un courant du PS associé à la « synthèse », soutenant la démarche de la direction du parti en vue de la convention d'avril, et un groupe, au statut indéfini, qui conteste cette position, mais dont l'expression politique est incertaine. Il paraît difficile que M. Chevènement dépose, pour la convention, un « contre-texte » qui obligerait les députés du courant, lors des réunions fédérales, à choisir entre la « ligne Guidon » et

celle de l'ancien ministre, puisque le conseil politique du courant, auquel se réfère le communiqué de jeudi, avait décidé, le 10 mars, de ne pas opposer une motion à celle de la direction.

Pas de « délibération collective »

Au surplus, les chances de succès d'une telle initiative sont sérieusement hypothéquées par la position qu'ont adoptée, jeudi, plusieurs députés et responsables de Socialisme et République, représentant une part importante des mandats recueillis par ce courant au congrès de Rennes. Figurent dans ce groupe MM. Jean-Marie Bockel et Jean-Pierre Beaumier (Haut-Rhin), Michel Coffinesco (Val-d'Oise), Marius Masse (Basses-Pyrénées), Jean Castel (Vaucluse) et Jean-Paul Planchon (Seine-et-Marne), tous députés, auxquels s'ajoutent M. François Geindre, maire d'Héronville-Saint-Clair (Calvados), M. Ghislaine Tinn-

tain, ancien député, et Nicole Bricq, conseiller régional d'Ile-de-France, MM. Patrick Bloche et Roger Tropéano, députés nationaux du PS.

Pour ces élus et responsables, « la déclaration rendue publique [jeudi] au nom de Socialisme et République ne peut être acceptée », car elle exprime « une opinion différente de celle qui avait prévalu (...) lors de la réunion du conseil politique » et « ne résulte pas d'une délibération collective ». « Il y a mieux à faire, estiment-ils, que d'enfermer Socialisme et République dans une logique de rupture. C'est en affirmant sa capacité à éclairer l'avenir que Socialisme et République restera fidèle à sa vocation. » En se référant ainsi à la préparation du « projet » du PS, dont M. Charzat a la responsabilité en tant que secrétaire national, les signataires se veulent fidèles à la décision annoncée par le conseil politique de contribuer à cette élaboration (*le Monde* du 13 mars). Ils se déclarent, par conséquent, « soli-

daire » du vote émis au bureau exécutif.

La réaction de M. Chevènement à ce vote apparaît, donc, comme une rupture de l'ancien ministre, non seulement avec une partie des responsables de Socialisme et République, mais, aussi, avec la logique même du fonctionnement d'un courant au sein du PS. Jeudi soir, lors de la réunion de la commission exécutive fédérale parisienne du PS, M. Roger Madec, proche de M. Sarre, a fait, en présence de M. Lionel Jospin, une déclaration qui semble indiquer que le secrétaire d'Etat aux transports n'entend pas, quant à lui, rompre avec M. Chevènement. En revanche, M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, ne dissimule plus les distances qu'elle a prises avec l'ancien ministre de la défense. Ce dernier n'est pas assuré de rallier à sa position la majorité de ce qui, de son propre aveu, a cessé d'être « son » courant.

PATRICK JARREAU

Régions : le jeu du PS

Suite de la première page

Ce qui était bon pour les législatives l'était aussi, à leurs yeux, pour les régionales. Les socialistes, avant de quitter le pouvoir, avaient leur « grande œuvre », la décentralisation, ils tenaient à mettre enfin en application leur promesse de 1981 : l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. Ils avaient donc décidé que cette « première » aurait lieu le même jour que le renouvellement de l'Assemblée nationale. Ayant déjà suffisamment de mal à imposer une réforme du mode de scrutin,

révolutionnaire pour la V^e République, ils étaient contraints d'adopter le même pour les deux consultations simultanées. Le résultat a confirmé les craintes de ceux qui ont toujours expliqué que la proportionnelle crée des assemblées ingouvernables. Sur les vingt et une régions de France métropolitaine (la Corse non comprise, en raison de son statut spécial), neuf se sont retrouvées avec des conseils où aucune force politique ne disposait de la majorité absolue. Dans quatre d'entre elles (Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Midi-Pyrénées,

Provence-Alpes-Côte-d'Azur), la droite « parlementaire », ayant plus d'élus que les socialistes et les communistes réunis, disposait d'une majorité relative, mais elle était à la merci d'une conjonction des refus de la gauche et du Front national. Plus grave : dans cinq régions (Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie), le RPR et l'UDF avaient moins d'élus que le PS et le PCF, mais ils entendaient quand même exercer le pouvoir, et ils y sont parvenus grâce à l'appui du Front national.

L'Élysée et le département

En cinq ans de tractations de couloirs, les choses n'ont pas sensiblement changé. Les présidents de ces neuf régions devant naviguer entre leur extrême droite et leur gauche, les déperditions qu'a connues, depuis 1986, le Front national n'ont pas modifié ce rapport de forces, sauf en Midi-Pyrénées, où le passage au CNI de trois des quatre élus d'extrême droite a permis à la droite classique de franchir le seuil de la majorité absolue, et, moins nettement, en Picardie, où, grâce à deux transfuges du Front national, le président, M. Charles Baur (UDF-PSD), dispose maintenant d'une majorité relative.

La stratégie des présidents, pour tenter de gouverner dans cette situation délicate, a varié d'une région à une autre, même après que le PS ait décidé, en 1987, de ne pas chercher systématiquement à compiler la tâche de ceux qui ne tentent pas à négocier avec le Front national ; il s'est ainsi abstenu, lors du vote des budgets de Champagne-Ardenne et d'Ile-de-France. En Languedoc-Roussillon, M. Jacques Blanc (PR) a passé un accord de gestion avec l'extrême droite. En Haute-Normandie, M. Roger Fossé (RPR) obtient, en général, l'abstention du PS. En Aquitaine, M. Jean Tavernier (RPR) est « souvent sauvé » par le PCF. En revanche, en Franche-Comté, la conjonction des oppositions de gauche et d'extrême droite a entraîné le rejet du dernier budget.

Une situation aussi inconfortable ne peut durer longtemps. La droite en est parfaitement consciente, elle qui en a longtemps rendu responsables les socialistes, « inventeurs » de la proportionnelle. M. Michel Giraud, député (RPR) et ancien président du conseil régional d'Ile-de-France, souhaitait la transposition à la région du mode de scrutin municipal, à propos d'une proposition de loi en ce sens, déposée, le 22 novembre 1988, une proposition de loi en ce sens, cosignée, notamment, par MM. Jacques Chaban-Delmas et Jean-Claude Gaudin.

La solution mise en avant par les socialistes n'est pas fondamentalement différente. D'un côté d'entre eux auraient volontiers retenu aussi une circonscription régionale ; c'était le souhait du comité Ile-de-France du PS, et de son équivalent breton, comme celui de M. Michel Rocard. Cependant, M. François Mitterrand veillait. Depuis la mise en œuvre de la décentralisation, il a toujours tenu à privilégier le département sur la région. Cette fois encore, il a été fidèle à sa conviction, confirmant son choix d'une circonscription départementale lors d'une rencontre des dirigeants socialistes, le 13 février à l'Élysée. Cette formule risque de mettre à mal le but officiellement visé par cette réforme — faire émerger des majorités stables dans les conseils régionaux — car la « prime » obtenue par une force politique dans un département pourrait être annulée par celle gagnée par ses adversaires dans un autre.

Le chef de l'Etat avait deux raisons d'arbitrer ainsi : une circonscription régionale priverait probablement le PCF d'élus, sauf à être contraint à une alliance avec le PS dès le premier tour — alors que, dans certains départements, il peut espérer franchir seul la barre des 10 % — et il aurait probablement fait « payer » ; surtout, M. Mitterrand redoutait l'autorité de présidents de région qui, ayant mené une liste régionale, seraient pratiquement élus au suffrage universel direct et personnel. Le président de la République n'a aucune envie de se retrouver face à un « duc d'Ile-de-France » qui, s'appuyant sur une majorité de barons de province, pourrait contester l'autorité du sursin. Les fabuleux assurent, d'ailleurs, aujourd'hui, que leurs réserves s'expliquent par leurs craintes de voir le PS se laisser aller sur la voie régionale.

Curieusement, M. Jacques Chirac paraît partager l'analyse du président de la République. Lors d'un voyage dans la Nièvre, le 26 février, il a convenu que le système actuel est « pervers », s'est déclaré, « a priori, plutôt favorable à la circonscription départementale », et a reconnu qu'une transposition du scrutin municipal est « une voie raisonnable, qui doit être explorée ». Un accord pourrait-il, alors, être facilement trouvé entre les principales forces politiques ? Non, car les arrière-pensées de chacun sont vite apparues au grand jour. L'UDF a clamé un refus brutal dès que ses grands rivaux, MM. Jacques Blanc et Jean-Claude Gaudin, lui ont fait comprendre le piège qui leur est tendu : pour garder des régions où la droite et la gauche font sensiblement jeu égal, non seulement ils devront s'allier avec le Front national, mais, ne pouvant plus le faire lors de la première réunion du conseil régional, celle qui élit son président, ils devront passer accord avec les électeurs entre les deux tours de scrutin, avec le risque de perdre au centre les voix qu'ils gagneraient à l'extrême droite.

Les pères du projet ne cachent pas que cette « clarification » est bien un des objectifs de leur recherche. C'est pourquoi ils n'entendent pas renoncer à un scrutin à deux tours. Un des experts électoraux des socialistes, M. Gérard Le Gall, explique que le PS en a besoin pour recueillir les voix communistes, écologistes et « diverses gauches » qui se dispersent au premier tour. Cependant, un autre des spécialistes socialistes ne partage pas cette analyse : « Le piège pour la droite, dit-il, ne peut marcher que si le Front national fait plus de 10 %, et nous ne pouvons y échapper que si le Parti communiste fait moins de 10 %... » Il

se demande aussi comment il sera possible de réunir sur une liste, au deuxième tour, des communistes, des écologistes et des « centristes » de France unie. Le premier ministre ayant décidé de reprendre à son compte le projet préparé par le bureau exécutif du PS, il est sûr que le Parlement en sera saisi. Les socialistes auront le plus grand mal à le faire voter. Ils se heurteront à l'opposition des communistes, qui ne peuvent que défendre leur position de toujours, la proportionnelle intégrale, puisqu'ils seraient, avec les Verts et le Front national, les grandes victimes de l'instauration d'une prime majoritaire. Or, la droite est bien décidée, elle aussi, à combattre cette réforme. Elle paraît faire sienne la position défendue par M. Olivier Guichard (RPR), président du conseil régional des Pays-de-la-Loire, dans *le Figaro* du 12 mars : plutôt le maintien de la loi actuelle que la non-acceptation du cadre régional. Ce à quoi M. Charles Millon (UDF), président du conseil régional Rhône-Alpes, ajoute qu'un scrutin à deux tours est inacceptable.

Le risque de la dispersion

Les centristes peuvent-ils, cette fois encore, donner un coup de main au gouvernement ? Probablement non. Le piège tendu à ceux de leurs amis tentés par une alliance avec le Front national ne leur fait pas peur, bien au contraire, mais il leur paraît impossible de rompre la solidarité de l'opposition sur une affaire électorale.

Une réforme est pourtant indispensable. La proportionnelle facilite la dispersion, surtout dans un cadre départemental. En 1986, elle avait été limitée, car les élections régionales étaient jumelées avec des législatives très politisées. En 1992, il n'en sera rien, puisque, au contraire, elles auront lieu avec des cantonniers qui privilégient la défense d'intérêts locaux. Or, les européennes de 1989 ont montré que, dans ces conditions, des listes socio-professionnelles, comme celle des « chausseurs », peuvent remporter un succès certain.

Si, l'an prochain, le même mode de scrutin est en vigueur, si l'enjeu de politique nationale ne s'impose pas, alors, dans nombre de départements, des « petites » listes pourront facilement franchir la barre des 10 % des suffrages exprimés et, donc, avoir des élus. Les conseils régionaux risquent d'être encore plus ingouvernables qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. Et c'est l'instabilité régionale qui serait en péril.

THIERRY BRÉHIER

Dans l'opposition

Le RPR souhaite un accord rapide sur les « primaires » présidentielles

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a donné son « approbation » et son « encouragement » à la création, par MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin, de l'Association Demain la France (*le Monde* du 13 mars). Au cours d'un point de presse, jeudi 14 mars, M. Juppé a ajouté : « Je ne critique pas ceux qui appartiennent à la même formation politique que moi. Cela demande, parfois, beaucoup de volonté, mais, cette fois-ci, moins que d'habitude. » Le secrétaire général a tenu à rappeler, toutefois, que « personne d'autre que les partis politiques ne gagne les élections ».

M. Juppé souhaite, par ailleurs, que soit rapidement trouvé un

accord avec ses partenaires de l'opposition pour régler la question des « primaires » présidentielles en cas de scrutin anticipé. Cela permettrait de préparer, alors, sans autre souci, les élections régionales et cantonales de 1992, et les législatives de 1993. A cet effet, a précisé M. Juppé, « il faut relancer les débats généraux de l'opposition, préparer une plateforme de gouvernement et un contrat de législature », et, enfin, « mettre en place les instances chargées des infrastructures électorales ».

Le 13 avril se réunira un conseil national du RPR, au cours duquel, a dit M. Juppé, « il s'agira d'un vote de confiance à l'égard du secrétaire général ».

Le Crédit du Nord confirme sa place de banque la plus télécommunicante de France

En mai 1990, en association avec l'E.D.F., le Crédit du Nord lançait à Douai une expérience de télépaiement par minitel, en s'appuyant sur la Société de Services Informatiques Segin, devenue aujourd'hui Axime.

Le Crédit du Nord se réjouit de voir cette expérience se poursuivre et s'élargir avec la naissance de la Société TELEFACT. Créée par l'E.D.F., France Télécom, la Banque Nationale de Paris, le Crédit Mutuel et le Crédit du Nord, TELEFACT assurera la promotion du paiement de facture par minitel.

Ainsi le Crédit du Nord confirme-t-il sa place de « première banque télécommunicante de France ».



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

POLITIQUE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Proches de M. Giscard d'Estaing

Les Clubs Perspectives et Réalités proposent un référendum européen sur l'union monétaire et sur l'union politique

Afin de nourrir l'intense débat sur l'Europe qui occupera beaucoup l'opposition ces prochaines semaines, les Clubs Perspectives et Réalités de l'UDF ont rendu publics, jeudi 14 mars, douze propositions touchant, à la fois, aux institutions, à la défense et au domaine économique. Ces clubs, avant tout, giscardiens, cette liste de propositions peut être considérée comme la trame de la pensée de M. Valéry Giscard d'Estaing sur les questions européennes.

M. Alain Lamassoure, membre de l'Assemblée européenne et député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques, a dirigé le travail des Clubs Perspectives et Réalités sur la construction européenne. Proche de M. Giscard d'Estaing, M. Lamassoure a mis en forme des propositions qui émanent de la pensée de l'ancien chef de l'Etat. Résumant l'entreprise, M. Hervé de Charette, député général de ces clubs, a déclaré que « l'année 1991 sera pour l'Europe une année de vérité » et que celle-ci « doit éviter d'avoir peur de faire un bond en avant ».

Voici les douze propositions présentées par les Clubs Perspectives et Réalités :

- élection des députés européens au scrutin proportionnel dans chaque région pour constituer un Parlement européen « plus démocratique et plus proche des citoyens » ;
- remplacement du conseil des ministres actuel par une « Chambre des Etats », élargie à soixante-dix membres, « pour lui confier un comité plus parlementaire », et dirigé par un président élu par elle pour une période de deux ou trois ans ;
- définition d'un fédéralisme décentralisé, fondé sur le principe de subsidiarité, proposé par M. Giscard d'Estaing, c'est-à-dire partage des pouvoirs entre les Etats, l'Union européenne et les citoyens européens ;
- institution de trois sortes de garanties : la limitation du centralisme européen ; la garantie budgétaire, par la limitation de la croissance du budget communautaire ; la garantie juridique,

par la transformation de la Cour européenne de justice en Cour suprême ; la garantie politique, par la réunion, tous les trois ou quatre ans, des assemblées des Parlements nationaux et du Parlement européen ;

- ratification des deux traités en préparation - l'un sur l'union économique et monétaire, l'autre sur l'union politique - par un référendum permettant aux citoyens des douze pays européens de « participer directement et spectaculairement » au processus de construction de l'Europe ;

- constitution, pour la défense de l'Europe, d'une force d'action rapide européenne, « qui assure une capacité d'intervention outre-mer et qui permette une véritable coopération en matière de défense », car « aucun de nos Etats, en particulier, ne dispose des moyens de constituer, à lui seul, un corps expéditionnaire complet » et « que la brigade franco-allemande, déjà politiquement démodée, se serait un premier pas considérable vers une véritable politique commune de défense » ;

- création d'une Agence européenne des armements, ayant le monopole des commandes d'armement des Etats membres et coordonnant directement les politiques d'exportation d'armes dans le cadre des accords nationaux existants et à venir ;

- émission, dès le 10 janvier 1993, de billets de banque libellés en écu, « pour en permettre une utilisation populaire et favoriser le mouvement hélicoptère vers la monnaie européenne unifiée » ;

- exécution en écus de l'ensemble du budget communautaire dès le 10 janvier 1993 ;

- abaissement de la TVA, en France, à 16 %, dans un mouvement coordonné avec les Allemands, afin de supprimer en 1993 les contrôles fiscaux aux frontières ;

- élaboration, sans délai, d'un statut d'autonomie pour le Banquet de France et mise en place, dès le 10 juillet 1993, d'un vrai système européen de banques centrales, « autonome et responsable » ;

- mention claire, sur les feuilles d'impôt sur le revenu, de ce qui est dû à l'Etat et de ce qui est dû en application des décisions européennes.

D. C.

L'élection municipale de Biarritz

MM. Juppé et Longuet sont venus prêter main-forte à M. Marie (RPR)

MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Gérard Longuet, président du PR, ont participé, jeudi 14 mars, à une réunion de soutien au maire sortant, M. Bernard Marie (RPR), qui affronte, au second tour de l'élection municipale partielle de Biarritz, dimanche 17 mars, son premier adjoint, M. Didier Borotra (UDF-CDS).

Les jeux seront faits, dimanche 17 mars à 18 heures, dans les bureaux de vote de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). La cité balnéaire signera un nouveau bail avec le maire sortant, M. Bernard Marie (RPR), ou elle changera de cap avec le premier adjoint sortant, M. Didier Borotra (UDF-CDS). Les deux hommes s'affronteront au second tour de cette élection municipale partielle sur fond de béton, de petits marchandages et de Grand-Goinol, d'alliances hors normes et d'hypothétiques violences.

M. Marie a constitué une liste bien ancrée à droite, en faisant in extremis équipe avec M. Guy Cadillon (divers droite), un chirurgien-dentiste quinquagénaire. Cette liste a reçu le soutien du CNI de M. Yvon Briant, de l'Union des indépendants du UDFI (Union des indépendants) du général Jeannou Lasserre et des radicaux valaisiens de M. Yves Galland. M. Borotra s'est allié avec M. Jacques Abeberry, un cadre de banque à la retraite, qui a le tort, aux yeux de ses adversaires, d'être un abertzale (nationaliste basque) partageant « les mêmes valeurs et les mêmes finalités que les poseurs de bombes ». Cette liste de trente-cinq candidats est constituée de militants CDS, PR et radicaux de l'UDF, d'anciens socialistes, de Verts, de régionalistes... et de trois abertzales.

« Nous avons en commun le souci de faire barrage aux tentatives d'expansion du séparatisme et du terrorisme basque », ont déclaré MM. Marie et Cadillon, présentant M. Borotra, comme l'homme de la « violence », a répliqué M. Borotra en dénonçant « l'exploitation de la peur » faite, selon lui, par les amis du maire

sortant, tandis que son allié encombrant, mais reconnu dans le milieu associatif local, se refusait à entrer dans « une politique étrangère à la stricte campagne qui intéresse la vie des électeurs de Biarritz ».

A deux jours d'un scrutin dont le résultat tiendra probablement dans un mouchoir, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Gérard Longuet, président du PR, ont participé, sur place, à une réunion de soutien à M. Marie au cours de laquelle a été lu un message de M. Jacques Chirac. Le président du RPR y stigmatisait « le comportement irresponsable de certains hommes politiques locaux », en faisant allusion à M. Borotra. Evoquant la liste iconoclaste, M. Juppé l'a décrite comme « la caricature de l'immoralité avec la complicité des socialistes ». « Comment peut-on avoir l'indécence, s'est interrogé M. Juppé, de s'allier avec des hommes qui portent atteinte à l'intégrité de la France ? Après le peuple corse, pourquoi pas le peuple basque ? » M. Longuet, dont la venue a été modérément appréciée chez les amis de M. Borotra, a déclaré : « Nous n'avons pas le droit de laisser à ceux qui ne sont pas de la famille le soin d'arbitrer les conflits qui sont les nôtres. (...) L'UDF n'est pas une roue de secours d'une force socialiste défilante ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé, le même jour à Paris, que M. Borotra était « un excellent candidat » et que cette élection était « une affaire locale à régler localement ».

Les associations de défense de l'environnement ou de la protection du littoral ont pris position en faveur de M. Borotra. Une candidate de la liste des écologistes-surfeurs de M. François Charret (4,48 %), M^{me} Simone Levasseur (soixante-neuf ans), a été appelée à voter pour M. Marie alors que cette liste s'était prononcée, à une écrasante majorité, en faveur de M. Borotra. Enfin, quinze colistiers de M. Cadillon ont fait savoir qu'ils s'appelaient pas à voter pour M. Marie.

OLIVIER BIFFAUD

S'il en est un qui n'a pas tardé à entendre le cessez-le-feu qui sonne sur la péninsule arabique, c'est M. Charles Pasqua. Mais pour mieux déclencher d'autres hostilités qui, pour n'être pas guerrières, pour n'être pas internationales mais plus platement hexagonales, ne préfigurent pas moins des combats sans merci, et pas seulement pour affronter la gauche. La paix revenue au Proche-Orient (ou ce que l'on est convenu de tenir pour telle), caduque la nécessité, tout électorelle, de faire bloc derrière le chef de l'Etat, pas un instant n'a été perdu par l'ancien ministre de l'Intérieur pour se rappeler au souvenir des Français et laisser voir une ambition qui se traduit par une date : 1995 : un horizon : l'élection présidentielle.

Certes, M. Pasqua n'est pas seul à s'offrir qu'il faut y penser tout le temps et n'en parler jamais. Il faudrait plus d'un paragraphe pour énumérer les prénoms et les noms de ceux qui estiment avoir une vocation, si ce n'est un droit, à être le premier des Français, mais se défendent d'un pareil appât. Il y en a même pour croire que c'est pour eux une obligation.

Est-il besoin d'excuser un rêve si puissant par tant d'hypocrisie ? Cela ne trompe personne, et il n'y a d'ailleurs aucun mal à viser de telles fonctions. La mal ne tient qu'à les conquérir. M. Pasqua est sans doute désormais convaincu que, pour être un dirigeant de deuxième rang, il est cependant le mieux placé pour sauver la France. Sur ce point, c'est difficile à dire ; pour l'emporter le moment venu, il n'est pas déraisonnable qu'il s'y voie.

Il y a un peuple de gauche, et M. François Mitterrand a su le rassembler et même l'étendre au-delà de ses frontières sinon naturelles du moins probables, et cela sur ses deux marges. Il n'y a pas moins un peuple de droite que l'on pourrait semblablement faire marcher à la victoire, ranter ! Meilleureusement pour eux, aucun de ces deux peuples ne peut l'emporter à lui seul. Il lui faut un allié, dût-il, celui-là, être d'un maniement si délicat qu'il est une arme pour l'adversaire sans que le camp qui se l'attache soit sûr de sa loyauté.

La vie politique, en France et ailleurs quand il en existe une, se compose, d'une part, des forces électorales, de l'autre, des opinions, ces deux notions ne se recouvrent que partiellement. Les premières sont momentanées parce que tranchées, tranchées parce qu'elles ne s'expriment que par « oui » ou par « non », « pour » ou « contre ». Le scrutin exerce la nuance, il est une expression politique par laquelle il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Les seconds, au contraire, permettent toutes les variations, tous les repentirs, tous les revirements. L'opinion est chose plurielle, décision. Elle n'est pas irrévocable et ne lie pas celui qui l'exprime. C'est parce que cette partie de la vie politique, importante en effet puisqu'elle est une esquisse de l'autre, paraît-

seit inévitables (encore qu'on ne s'en fût pas si mal arrangé pendant des siècles), qu'ont été inventés les sondages.

Réussir une élection, c'est-à-dire l'emporter, c'est concilier, et se concilier, le sondage et le vote, le volé et le certain. La rater, c'est confondre l'un et l'autre, mélanger la faveur et la choix, l'engouement et la conviction. M. Pasqua, homme de sens et de bon sens, plus fin que ses éclats de voix, masquant ses ruses derrière ses rires, sait tout cela.

Voilà dix ans, M. François Mitterrand, quoi qu'il en ait, ne pouvait l'emporter sans le secours du Parti communiste ou, à tout le moins, de ses électeurs (1). C'est aujourd'hui, la situation de la droite, qui ne peut espérer reconquérir l'Elysée sans la complicité du Front national, notamment grâce aux électeurs qui, autour de ce mouvement, sont des déçus de la droite plutôt que d'un autre camp et qu'il faut ramener.

Pasqua

Entre ceux qui, contraints et forcés comme M. Valéry Giscard d'Estaing, forcés mais pas contraints comme M. Jacques Chirac, ni forcés ni contraints comme M. François Léotard, ont refusé toute alliance avec le Front national et ceux qui, libres parce que sans influence, prônent un tel rapprochement, à l'exemple de M. Michel Ponietowski, M. Pasqua se situe dans l'entre-deux.

L n'est pas mal avec des gens dont il ne dit pas de bien. Il condamne le fascisme, mais le Front national ne voit pas en lui une tête de Turc. Il croit à la démocratie puisqu'il ne sait que trop où elle doit s'arrêter, là où commence la raison d'Etat, ce qui laisse à penser qu'il croit en l'Etat. Enfin, il n'est pas avare de simplicité, et cet homme sans doute plus dissimulé que tous les autres réunis e su se faire une réputation de franc-parler.

Alors que tous ses pairs en ambition sont incapables de masquer que leurs pensées sont équivoques, parce qu'elles sont fonction de leur tactique, M. Pasqua paraît aller tout droit et n'être empêché de rien, ni de ses promesses, ainsi qu'il l'a fort joliment fait comprendre naguère, pas davantage de son passé.

D'ici que l'ancien vice-président du Service d'action civique se retrouve au second tour de l'élection présidentielle comme champion de la droite et de l'extrême droite, il va passer de l'eau sous les ponts. Entre M. Giscard d'Estaing qui rêve tant de ramper qu'il va en perdre la sommeil et M. Chirac qui n'entend pas faire liquider ses droits à la retraite (de candidat), sans oublier tous leurs camarades qui n'imaginent pas qu'on leur vole leur avenir, les obstacles ne vont pas manquer. Ce n'est pas de gauche que partiront les premières salves.

Mais si, pour la deuxième fois (le première il

y a un an), M. Pasqua lance un coup de semonce en direction du président du RPR avec ce « Demain, la France » qui sonne « Demain, Pasqua », il paraît de moins en moins sûr que ce soit pour des motifs élitistes, ce sentiment bien connu des hommes politiques. Si, tout en protestant de la pureté de ses intentions, il s'expose à recevoir plus de horions que de remerciements émanant d'un parti qu'il prétend « renforcer », ce n'est pas pour le plaisir d'encalsser des coups, plaisir qui n'est pas dans sa manière. Ce serait même plutôt l'inverse. Encore que les coups ne soient pas pour le gêner, en quoi son entreprise bénéficie déjà d'un stout sérieux.

P. S. 1. - Merquée per un raccourci que l'on peut juger excessif, mais qui n'était pas le produit d'une inadvertance, la phrase figurant dans l'« Amateur » de la semaine dernière (« Propulseur ») : « Israël n'entend pas céder un pouce des territoires dont il s'est emparé de la même manière que M. Saddam Hussein l'a tenté au détriment du Koweït », a provoqué quelques haut-le-cœur, parmi lesquels celui de M. Maurice Pothès, demeurant à Paris, qui remarque notamment ceci : « Contrairement à l'invasion du Koweït, la Cisjordanie n'a été occupée qu'en conséquence de l'ouverture des hostilités contre Israël par les forces du roi Hussein dans la matinée du 5 juin 1967 (...) Israël n'a jamais « annexé » ces territoires (à l'exception de Jérusalem-Est) bien que - et le fait mérite d'être souligné - ils n'appartenaient littéralement à aucune puissance souveraine. Ils étaient censés constituer le territoire de l'Etat arabe qui devait être créé aux côtés d'un Etat juif en Palestine, conformément à la résolution adoptée par les Nations unies en novembre 1947. »

P. S. 2. - En ce milieu de semaine, les télévisions françaises ont montré M. George Bush conversant successivement avec deux petits garçons. Le premier, dans une salle de classe, méfiant, interrogateur, était un enfant noir américain qui ne voulait pas croire que son interlocuteur était le président des Etats-Unis. Le second (ainsi que l'a montré le Cinq au journal de 20 heures, mercredi), assis en sa compagnie devant une confortable cheminée, se tortillant les mains de timidité, grimaçant des sourires qui voulaient le voiler, ne pouvait cacher qu'il n'y croyait que trop ; c'était le premier ministre de la France, en visite officielle à Washington.

P. S. 3. - Il y aura probablement relâche la semaine prochaine. Aussi, pour ne pas risquer d'être encore plus en retard en remettant ces vœux à celle d'après, c'est dès maintenant, pour prendre sa date le mardi 19 mars, qu'est adressé à Henri Guillemin un bon, un joyeux, un affectueux anniversaire.

(1) Il s'agit, bien sûr, de 1981. A l'élection de 1988, du moins rétrospectivement, il était dans la situation de ne pas pouvoir perdre.



Gueule d'amour

POLITIQUE

La réforme des finances communales

M. Méhaignerie estime que le projet de M. Delebarre favorise les « villes socialistes »

Le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), versée par l'État aux communes, continue de provoquer de nombreuses réactions au sein de l'opposition. Après le RPR, qui estime le projet inconstitutionnel (*le Monde* du 15 mars), M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a-t-il donné une semaine pour tenter de « corriger les injustices d'un projet de loi », dont il estime, néanmoins, qu'il tend à instaurer une « solidarité nécessaire ».

« L'action pour la ville doit être consensuelle et non politicienne », a déclaré M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, jeudi 14 mars, lors d'une conférence de presse sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) préparée par le ministre de la ville, M. Michel Delebarre. Si l'UDC est favorable à une plus grande solidarité financière entre communes riches et communes pauvres, elle considère que, dans sa forme actuelle, le projet de loi « crée de nouvelles injustices au profit des villes administrées par le Parti socialiste ».

M. Méhaignerie conteste, notamment, l'un des critères retenus par le gouvernement pour aider les villes les plus défavorisées, à savoir la proportion de logements HLM, plutôt que l'importance de l'ensemble du parc de logements ayant une vocation sociale. De ce fait, a observé le président du CDS, « Chantilly serait bénéficiaire, mais non Montfermeil ». Le député de l'Ille-et-Vilaine regrette, aussi, que les zones rurales ne soient pas prises en considération par le projet, parce que, estime-t-il, celles-ci ne sont « pas électoralement payantes pour le PS ».

M. Santini (UDF) : « Relents de jacobinisme »

Le groupe centriste déposera deux amendements principaux. Le premier vise à créer un fonds interdépartemental de solidarité, alimenté par un prélèvement sur la taxe professionnelle. Les départements les plus riches (Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Maritime, le Rhône, les Yvelines, selon les simulations établies par l'UDC) pourraient ainsi procurer un supplément de ressources aux départements les plus pauvres (Pas-de-Calais, Finistère, Var, la Réunion, Hérault, etc.). Le contre-projet de l'UDC propose de substituer au critère du logement social celui du revenu et du potentiel fiscal par habitant. Cent dix-sept communes (au lieu de quatre cent quarante dans le projet du gouvernement) seraient bénéficiaires, parmi lesquelles Roubaix, Tourcoing, Ajaccio, Bastia, Lisieux et Briançon. La liste, établie selon les simulations de l'UDC, ne fait apparaître, en revanche, que deux communes de la banlieue parisienne : Chanteloup-les-Vignes et Garges-lès-Gonesse.

Ces deux amendements étaient retenus lors de la discussion du projet de loi, prévue les 20 et 21 mars prochain à l'Assemblée nationale. Le groupe UDC pourrait adopter la réforme de la DGF, y compris la partie du texte qui concerne l'« Ile-de-France, jugée « la moins mauvaise » par M. Méhaignerie. Le prélèvement direct sur les ressources fiscales des communes les plus riches de la région parisienne, dans la limite de 5 % de leurs dépenses de fonctionnement, constitue, pourtant, le prin-

cipal motif de mécontentement des élus RPR et UDF de l'Ile-de-France. Au conseil régional de l'Ile-de-France, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, a affirmé, jeudi 14 mars, que la redistribution d'une partie de la DGF aux communes en difficulté revient à « pénaliser les communes les mieux gérées ». « Nous sommes d'accord s'il s'agit d'aider des communes qui ont des charges particulières, mais nous divergeons sur le mode de financement choisi par le gouvernement », a précisé M. Fourcade.

Porte-parole du groupe UDF de l'Assemblée nationale pour ce projet de loi, M. André Santini, député des Hauts-de-Seine et maire d'Issy-les-Moulineaux, affirme, dans un entretien accordé au *Quotidien* du mardi 13 mars : « Il faut s'élever contre cette idée générale de péréquation, qui est une idée fondamentalement socialiste. Le fait de désigner des riches par rapport à des pauvres, le fait de recentraliser la redistribution des revenus, c'est une idée antidémocratique. C'est une sorte de mutualisation forcée, avec des relents de jacobinisme ».

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, député de Paris, a annoncé « une bataille d'amendements » sur la partie générale du projet. Réaffirmant sa totale opposition au dispositif particulier prévu pour l'Ile-de-France, M. Juppé a ajouté : « Ce projet est en fait un coup politique techniquement contestable. Il ne respecte pas le principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques. Il viole les libertés des collectivités locales ».

Alors que la commission des lois de l'Assemblée nationale doit, de nouveau, se réunir le 19 mars au matin, juste avant l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, pour entamer l'examen du projet de loi, le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec, a précisé que deux modifications peuvent encore être introduites dans le texte : l'une pour faire participer les départements « aisés » au dispositif de péréquation, l'autre pour élargir le critère du logement social. Ce « texte de justice » est « politiquement important », a souligné le député du Nord.

Enfin, hors de l'Assemblée, après la condamnation par le Front national de l'« Impôt-Immigrés » qui constituerait la péréquation financière instituée par le projet de loi, les Verts de Paris ont estimé que la redistribution des ressources affectées aux communes « repose sur des critères de préjugés et d'arbitraire discriminatoire qui ressemblent trop à des manœuvres politiciennes ».

JEAN-LOUIS SAUX

■ Démission du maire d'Egletons (Corrèze). — M. André Crouzet, divers droite, maire d'Egletons (Corrèze) depuis 1989, et de ses adjoints viennent de se démettre de leur mandat. Cette décision, dont le prétexte est la mise en minorité du maire par le conseil municipal sur le projet de construction d'une piscine d'été, qu'il défendait, intervient dans un climat dégradé, que le conseiller général du canton d'Egletons est le chef-lieu, M. Jacques Chirac, avait tenté d'apaiser.

COMMUNICATION

Un entretien avec M. André Rousselet

« Canal Plus a pris définitivement le virage des nouvelles technologies »

Avec 3,1 millions d'abonnés, 870 millions de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 6,1 milliards de francs en 1990, Canal Plus est, de loin, la plus prospère des chaînes de télévision françaises. Fort de cette santé financière, son PDG, M. André Rousselet, s'est attaqué simultanément au satellite, au câble, à la production cinématographique et à l'exportation du modèle de la chaîne payante. Il tire, dans l'entretien qu'il nous a accordé, un premier bilan de cette diversification.

« Canal Plus multiplie depuis plusieurs mois les initiatives de diversification, les investissements dans les technologies. N'y a-t-il pas, malgré vos confortables bénéfices, un risque de dispersion ?

— Dispersion, je ne le pense pas. Car toutes nos actions participent d'une logique globale. La stratégie que nous déclinons assigne deux objectifs généraux. Il nous faut d'abord accentuer notre avance dans nos activités de base pour mieux affronter la concurrence qui ne manquera pas demain de surgir. Nous devons également intervenir directement dans des secteurs qui ne nous apportent pas, ou qui nous apportent imparfaitement, les concours que nous attendons.

« C'est ainsi que nos investissements lourds sont liés au choix que nous avons fait du satellite et du câble. Ils concernent aussi le cinéma dont l'offre à nos abonnés ne saurait se dégrader. Ils se situent enfin à l'étranger où, avec nos associés, nous devons viser la taille critique internationale. Tout cela résulte d'une vision de Canal Plus à quelques années, et n'est pas à l'abri de l'attente ».

— Au chapitre des imprévus, les pannes à répétition de TDF-1 et TDF-2 remettent-elles en question votre foi dans le satellite ?

— TDF-1 et TDF-2 semblent avoir dépassé la période des grandes turbulences. Une éclipse à lieu actuellement et les tubes éjectés et rallumés chaque nuit ne donnent pas de signes de faiblesse. Pour nous, l'essentiel est qu'ils remplissent leur rôle jusqu'à mi-1993, date à laquelle j'ai tout lieu de le croire — sera lancé un satellite de relais, le « Eurospat », reçu avec des délais identiques, avant qu'Europasat et ses multiples déclinaisons ne prennent définitivement la relève, toujours sur les mêmes positions orbitales, en 1996.

« S'il advenait dans les prochains mois que des tubes de TDF-1 ou TDF-2 soient atteints de langueur, Canal Plus a obtenu du CSA un droit prioritaire dans l'affectation des canaux restants. Privilege scandaleux ? Pour les profanes peut-être, pas pour les autres, car Canal Plus joue dans la commercialisation des abonnements, la fabrication et la gestion des décodeurs, un rôle qui ne saurait être repris sans dommage par un autre.

« Cette responsabilité nous a d'ailleurs conduits à proposer à France-Télécom et à TDF de prendre notre part du financement du satellite relais. Ce dernier aurait une double vocation : assurer la sécurisation complémentaire de Canal Plus, diffuser deux nouveaux programmes — peut-être de cinéma — et devenir la vitrine des nouvelles technologies, du D2 Mac à la haute définition en passant bien sûr par le 16/9, le format d'écran cinéma. Ainsi existera une voie royale, assurée de la pérennité, propre à défendre les grands choix européens et à vulgariser les normes.

« Mais à l'horizon se profile aussi une autre famille de satellites plus légers, les satellites de télécommunications, qui peuvent être aujourd'hui reçus en diffusion directe avec des antennes d'un diamètre de 65 cm. Leur position dans le ciel et la spécificité de leurs fréquences ne permettent malheureusement pas à leurs équipements de réception d'être aisément compatibles avec ceux nécessaires pour TDF-1 et la suite.

« Le premier d'entre eux va être lancé en fin d'année pour couvrir les prochains Jeux olympiques d'hiver d'Albertville. Six ou sept canaux se trouveront ainsi libérés en mars 1992. N'est-ce pas l'occasion d'élargir à l'ensemble des foyers français la possibilité qui va être offerte aux abonnés du câble de recevoir les chaînes thématiques dont le financement est donc la qualité se trouveront améliorés ? Télécom 2 A, premier de trois satellites de même nature prévus tous 1992, pourrait, en même temps qu'il transporterait les autres chaînes généralistes, proposer Canal + Plaisir, Canal Jimmy, Canal Cinéma, Canal Cinéfil, TV-Sport. Nous avons déjà entamé des négociations avec France-Télécom en vue d'être en mesure de gérer et de commercialiser ce bouquet de programmes thématiques en étroite liaison avec les câblo-distributeurs. Un partage de zone de prospection satellite-câble a fait l'objet d'accords entre nous.

L'avenir du satellite

— On vous prête aussi un projet de chaîne d'information...

— TF 1 nous a effectivement proposé de participer, à ses côtés, à une chaîne payante d'information permanente en français, à laquelle seraient aussi associés les câblo-distributeurs. TF 1 est l'une des rares télévisions à disposer des capacités rédactionnelles propres à mener à bien ce projet. Assurément, nous sommes engagés dans ce projet. Toutefois, nous sommes prêts à travailler avec TF 1 et à aider la diffusion de ce programme sur Télécom 2 et les réseaux câblés.

— Certains industriels vous reprochent de vous mobiliser mollement en faveur du 16/9 en ne prévoyant dans ce format que très peu de diffusions.

— Nous aurons apprécié qu'ils s'ouvrent franchement à nous de ces réflexions. Nous les aurons rassurés. Canal Plus est résolument engagé à promouvoir le 16/9 mais il ne peut bousculer brutalement sa clientèle encore équipée d'écrans traditionnels 4/3 alors que les mêmes industriels déclarent ne fabriquer que 10 000 appareils 16/9 cette année et autant en 1992.

« Il serait tout aussi injuste de contester notre engagement vis-à-vis du satellite. Canal Plus a pris définitivement le virage des nouvelles technologies. Savez-vous que, du 28 février au 4 mars, 1 800 de nos abonnés ont déjà reçu un décodeur satellite (Decsat) et que notre stock est supérieur à 20 000, auxquels viendront s'ajouter 3 000 chaque semaine. La semaine dernière, le groupe a accueilli 21 600 nouveaux abonnés si on ajoute à la France les chaînes belge, espagnole et italienne. Or moins de la moitié de ces foyers sont abonnés à un réseau hertzien. Les autres préfèrent le câble ou le satellite.

« Canal Plus aide le câble »

— Ne craignez-vous pas que les choix en faveur du D2 Mac soient remis en question par les progrès de la télévision numérique ?

— Il est toujours très difficile de trancher dans des questions d'experts. Quel temps faudra-t-il à la haute définition numérique pour être commercialisable ? Le D2 Mac d'aujourd'hui sera-t-il compatible avec une éventuelle diffusion tout numérique ?

« L'observe seulement que la norme européenne, projetée dès 1982 et adoptée en 1985, n'est présente sur les marchés que cette année. Si nous disposons du même délai avant le tout numérique, nous aurons largement le temps pour amortir nos investissements dans le D2 Mac et, sans doute, pour aborder l'étape suivante, le HD Mac.

— Depuis les prises de participation de Canal Plus dans les chaînes câblées, vos rapports avec les opérateurs des réseaux, jadis houleux, semblent au beau fixe...

— Canal Plus n'a jamais été l'adversaire du câble. Nous estimons seulement qu'il était insolite de développer plusieurs programmes

identiques alors que chaque réseau n'était aucunement concurrencé par les autres. Nous avons réussi, en conjuguant tous les efforts, à réduire le nombre des chaînes thématiques pour concentrer l'investissement et faire des produits de meilleure qualité.

« Par ailleurs, j'ai toujours pensé que les tarifs d'abonnement au câble devaient être plus souples pour permettre d'atteindre plus rapidement les équilibres d'exploitation. Je suis sûr que les nouvelles solidarités entre France-Télécom et les câblo-distributeurs vont dans ce sens.

« Enfin, Canal Plus a réussi à convaincre les câblo-distributeurs qu'il peut davantage aider le câble que le câble ne peut l'aider. Un accord signé avec la Lyonnaise des Eaux et Communication et Développement permet aux abonnés de Canal Plus sur le câble de ne payer pour notre chaîne que 130 francs au lieu de 160 francs. Ce tarif attirera de nouveaux abonnés vers le câble. Equipés du décodeur Visiopass, ils deviendront au surplus les clients naturels des autres chaînes thématiques.

— Quels sont les résultats des sursurveys de Canal Plus à l'étranger ?

— Tout paraît se dérouler selon nos prévisions et parfois même plus rapidement. C'est le cas pour Canal Plus Belgique aux 44 891 abonnés et 100 nouveaux clients par jour. Canal Plus Espagne, lancé en septembre dernier, a 115 000 abonnés et atteindra les 300 000 à la fin de l'année. En Allemagne, Première, qui vient de démarrer, a récupéré tous les abonnés de Téléclub — la chaîne cinéma qu'elle a absorbée — et en engrange 1 000 à 1 500 par jour pour totaliser déjà plus de 110 000 abonnés. Pour notre groupe, le potentiel de développement qui résultera du succès de ces chaînes est capital. Songez que ces trois pays totalisent 44 millions de foyers contre 19 millions pour la France. Rappelons à notre propre participation, c'est l'équivalent de 14 millions de foyers supplémentaires pour le seul Canal Plus France.

« Des films forts pour séduire nos abonnés »

« Nous avons, par ailleurs, des projets d'extension en Espagne et en Hollande même si nos négociations avec la chaîne payante Filmnet n'ont pas encore abouti. Canal Plus s'implante au Gabon, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Malgré le conflit du Golfe, nous avons de bonnes chances d'aboutir en Tunisie et souhaitons nous rapprocher, au Maroc, de la chaîne cryptée 2MI. Notre objectif n'est pas, en Afrique, de générer des profits mais de battre en brèche dans des pays largement francophones les efforts que d'autres pays consentent pour imposer leurs propres programmes.

« Enfin, en Europe de l'Est, Pierre Desgraupes étudie pour Canal Plus des possibilités d'implantation à Moscou et à Leningrad, sur une fréquence hertzienne en Tchécoslovaquie et sur un réseau câblé en Hongrie. Fidèles à notre habitude, nous souhaitons dans tous ces pays nous appuyer sur des partenaires nationaux forts et ne jouer à leurs côtés qu'un rôle complémentaire.

— Vous venez d'investir des sommes très importantes dans le cinéma...

— Le capital initial du Studio Canal Plus se monte en effet à 1,2 milliard de francs et sera porté peu à peu à 2 milliards de francs. Nous en assumons 60 %, tandis qu'Havva, la Société générale et la BNP nous ont rejoints pour une collaboration avec l'ensemble de la profession sans exclusive. Nous entendons réaliser un programme très ambitieux de co-production où se croiseront les prochains films de Pialat, Polanski, Molinaro, Duillon, Lautner, Tavernier et Godard.

« Si Canal Plus reste le premier partenaire du cinéma français, il doit aussi se rapprocher des grandes compagnies américaines et jeter les bases d'un marché transatlantique. Les coproductions que nous envisageons avec Anson Michan, Warner, Mel Brook, Jeremy Thomas ou Carotco sont des éléments essentiels de ce rapprochement. Au total, le Studio produira une vingtaine de films par an.

— Des œuvres qui vont aussi nourrir votre antenne...

— Canal Plus a besoin de films forts pour séduire et conserver ses abonnés. Mais la réglementation menace de nous enlever dans une situation absurde. Les œuvres que nous coproduisons, tournées en lan-

guage anglais pour les besoins du marché international, ne peuvent figurer dans les quotas de films d'expression française. Mais, dans le même temps, il n'existe plus assez de films français pour respecter les quotas, et encore moins lorsque de nouvelle définition restrictive de « expression originale française » entrera en vigueur au quatrième trimestre de cette année.

Règlement et contraintes

« Il s'est tourné, en 1990, 146 longs métrages dont 101 en langue française. 70 d'entre eux environ sont suffisamment forts pour être programmés en début de soirée. Il nous en faudrait 180 ! Alors nous sommes contraints à programmer des films de second choix, ce qui menacerait la qualité de notre antenne ? Ou devons-nous concentrer nos engagements financiers sur un nombre de productions françaises de plus en plus réduit alors que nous devons, par ailleurs, acheter davantage de films étrangers pour soutenir la qualité de notre offre ? Il faut sortir de cette impasse. Je crois que les grands défis de la culture en 1991 ne doivent pas obligatoirement relever de critères stricts et qu'une création originale d'inspiration européenne peut être tournée en anglais et doublée en français sans être pour autant pénalisée.

— Que pensez-vous du lancement sur le satellite luxembourgeois Astra de la chaîne de cinéma-fiction RTL 2 ?

— Cette initiative, première du genre, illustre le risque que la France court de se voir demain inondée de programmes hors contraintes, diffusés de l'étranger, alors que ses propres chaînes continueront à se pier aux obligations réglementaires !

« La timide notion de « délocalisation » (non reconnue d'ailleurs par le Luxembourg) recommandée par le conseil des ministres de la Communauté européenne, qui interdirait des actions extérieures à l'évidence destinées à contourner les régimes de protection nationale, ne suffira pas à régler le problème.

« Non pas que RTL 2 soit particulièrement inquiétant en soi. Un tel projet, financé seulement par la publicité, ne me paraît pas viable, et les dirigeants de la CLT sont raisonnables. Mais qu'en sera-t-il si demain une chaîne étrangère disposant de très gros moyens peut émettre en français à partir d'un satellite simplement européen, et arroser l'Hexagone sans le moindre respect des règles qui sont les nôtres ?

« Si une protection ne nous est pas assurée, et les moyens existent, nous ne pourrions, pour échapper à cette agression, qu'avoir recours aux mêmes procédés. Nous n'en sommes pas tout à fait là mais il s'agit d'un thème de réflexion dont les pouvoirs publics seraient bien inspirés de se saisir, et rapidement, car le temps nous est compté.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Licenciements au « Quotidien de Paris »

M. Philippe Tesson, fondateur et directeur du *Quotidien de Paris*, doit réunir vendredi 15 mars en fin d'après-midi son comité d'entreprise et lui annoncer les grandes lignes d'un nouveau plan de restructuration. Selon diverses sources, ce plan se traduirait par une réduction de la pagination de trente-deux à vingt-quatre pages et par le licenciement de quarante salariés sur cent-trente six. Plus d'une trentaine de journalistes sur les quatre-vingt-un que compte la rédaction seraient concernés.

Le *Quotidien de Paris* rencontre des difficultés depuis plusieurs années. En dépit du record de vente affiché par le titre au début de la guerre du Golfe, le journal est victime de la conjoncture économique et de la récession publicitaire. En 1989, le chiffre d'affaires était inférieur à celui de l'année précédente — 59,4 millions de francs contre 75 millions — et le déficit s'élevait à 22 millions. Des propositions de rachat ont été faites récemment par le groupe Bouygues (TF 1) selon des sources internes. On estime que M. Tesson avait réduit le déficit de son journal afin de ne pas léser son groupe de presse, *Quotidien*, qu'il a fondé avec son épouse, le docteur Marie-Claude Tesson. Ce dernier compte en plus du premier quotidien médical français, le *Quotidien du médecin*, différentes publications destinées au monde médical dont les *Décisions-Santé*, lancés en janvier et en mars 1991.

Y.-M. L.

JUSTICE

contre la

Trois hauts responsables douaniers ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars.

Les douaniers inculpés sont le son d'arrêt de Dijon ne sont doute pas des « rigoles ». Plus de huit cents douaniers ont été inculpés de l'infraction de trafic de stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars.

Ce sont bien les douaniers n'ont pas de trafic de stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars.

A l'origine de leur inculpation même affaire. Le 3 décembre 1989, les douanes saisissent une tonne de résine de cannabis, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars. M. Robert Barabant, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or), trois fonctionnaires du service des douanes ont été inculpés d'infraction à la législation anti-stupéfiants, dans le cadre d'un procès 13 au mois 14 mars.

EDUCATION

La réforme des Des syndicats d'enseignants

Le projet de réforme du statut de gestion de la carrière des enseignants (recrutement et promotion) a été examiné, jeudi 14 mars, à l'occasion d'une table ronde réunissant les syndicats et associations d'enseignants-chercheurs. Vendredi 15 mars, c'est le Conseil supérieur de l'éducation qui devra se prononcer sur le dossier.

Motivé, en premier lieu, par raisons de gestion et pour faire face aux nombreux problèmes minés par le Conseil national des universités (le *Monde* du 7 mars), cette réforme s'inscrit dans une logique de modernisation de l'enseignement-chercheurs. Vendredi 15 mars, c'est le Conseil supérieur de l'éducation qui devra se prononcer sur le dossier.

Une journée d'action

M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Sy. « Les enseignants (SNI-PEGC), à l'occasion d'une table ronde, ont exprimé leur inquiétude sur la situation de l'école primaire dans les trente-trois départements choisis comme sites expérimentaux à la

SEPT SUR SEPT
17 MARS 1991.
ALAIN DUHAMEL
INVITÉ DE
ANNE SINCLAIR.

Flammarion

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Trois hauts fonctionnaires écronés

Les méthodes des douaniers dans la lutte contre les trafiquants de drogue sont mises en accusation

Trois hauts responsables des douanes ont été inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 mars, par M. Robert Bartoletti, juge d'instruction à Dijon (Côte-d'Or). Les trois fonctionnaires se voient reprocher d'avoir outrepassé leurs droits en recourant à des méthodes peu orthodoxes pour démanteler un trafic de stupéfiants. Ils ont rejoint à la maison d'arrêt de Dijon un autre agent des douanes lyonnaises, inculpé et écroné dans la même affaire, la semaine dernière.

Les douaniers incarcérés à la maison d'arrêt de Dijon ne sont sans doute pas des «ripoux». Pas même de lointains cousins des huissiers ou des policiers qui, il y a peu, défrayaient la chronique lyonnaise. Leur inculpation ne vise pas des individus, mais un système. «Il ne s'agit pas d'agents pourris qui auraient effectué des opérations sur les stupéfiants pour s'enrichir», confirme la direction nationale des douanes, au ministère des finances, qui a fait appel de la décision d'incarcération. Ce que le juge leur reproche, c'est une méthode, un système d'investigation qu'à ses yeux la loi ne permet pas.

Ce sont bien les méthodes douanières en matière de lutte contre le trafic de drogue qui sont sur la sellette. Aussi le tamis de la justice a-t-il nettement visé trois niveaux de responsabilité dans l'administration des douanes. L'exécution des enquêtes, d'abord, avec la mise en cause d'un contrôleur divisionnaire de la direction régionale des enquêtes et recherches douanières (DRED) à Lyon, M. Jean-Pierre Caze. L'échelon hiérarchique immédiatement supérieur, ensuite, avec celle de M. Pierre Tardif, inspecteur général et chef du service dans la capitale rhodanienne. Enfin, encore un cran au-dessus, la responsabilité régionale avec les inculpations de MM. Michel Ribatet, chef d'échelon de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières à Lyon, et Jacques Dorey, son homologue en Bourgogne.

A l'origine de leur inculpation, une même affaire. Le 5 décembre 1990, les douanes saisissent une demi-tonne de résine de cannabis, dissimulée à bord de deux voitures. Interpellés au volant des véhicules, à la hauteur d'un péage d'autoroute, à Pouilly-en-Auxois, les deux conducteurs sont inculpés d'infraction à la



législation sur les stupéfiants. Joli succès pour les douaniers, bien que 65 kilos de cannabis disparaissent mystérieusement au cours de l'opération.

Apparemment, il s'agissait d'un contrôle «de routine». Mais l'enquête, confiée au SRPJ local, indique que les choses sont moins simples. Un des trafiquants interpellés confie avoir été en contact fréquent avec un douanier qui ne serait autre que le contrôleur Caze, longuement entendu par le juge Bartoletti. Celui-ci se fait expliquer le patient travail d'infiltration du réseau de trafiquants. Puis convoque les trois responsables des douanes locales. Huit heures d'audite, ils devront s'expliquer sur leurs méthodes. A l'issue de l'audition, le juge estimera avoir réuni des éléments suffisamment concluants pour ordonner des mandats de dépôt.

Le délit de provocation du délit

Les audacieuses méthodes des douaniers avaient déjà alerté les magistrats. Le nom de M. Caze était apparu en 1990 dans une procédure dilatoire par un juge d'instruction lyonnais, M. Jacques Dalles. Il était déjà question d'une infiltration de réseaux d'importation de drogue pour «épicer» les trafiquants. Le 6 juin 1990, les douaniers avaient interpellé

une équipe de cinq trafiquants et s'étaient emparés d'une tonne de résine de cannabis. Trois mois plus tard, après les révélations de l'enquête policière, M. Dalles saisissait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour avoir saisi les douaniers d'avoir outrepassé leurs droits (Le Monde du 16 septembre 1990).

Jusqu'où les douaniers peuvent-ils aller pour pousser les trafiquants à la faute? Ne vont-ils pas jusqu'à provoquer des délits? Cette pratique n'est-elle pas attentatoire aux libertés puis-que les douaniers, à la différence des policiers ou des gendarmes, ne sont ni officiers de police judiciaire, ni soumis au contrôle de la justice? Autant de questions soulevées par les stratagèmes usuels des douanes, déjà démontés par le magistrat lyonnais.

Ayant appris, grâce à un de leurs informateurs, que les détenteurs d'une grosse quantité de cannabis, au Maroc, cherchaient acquiescer sur le marché européen, les douaniers lyonnais avaient joué les intermédiaires entre les producteurs et les importateurs. Plusieurs de leurs agents avaient été infiltrés dans le réseau, pour mieux contrôler l'ensemble de la transaction. Transportée jusqu'à Lyon, la drogue était placée dans un entrepôt de Lyon-Perrache, loué par les douaniers à la chambre de com-

merce et d'industrie de la ville. La saisie était effectuée, toujours sous surveillance douanière, dans une chambre de l'hôtel George-V, à Paris. Enfin, au moment de la livraison de la marchandise, les douaniers étaient intervenus pour interpellier les trafiquants.

Au juge d'instruction chargé de l'affaire, comme aux médias, les douaniers avaient présenté l'opération comme une simple interpellation en flagrant délit. Ce n'est que bien plus tard, en décaissant le pot aux roses, que le juge saisira la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Dans son arrêt du 18 septembre 1990, celle-ci estimait que la justice devait suivre son cours, les magistrats considérant avoir été excessivement tenus à l'écart de l'enquête.

Ces derniers mois, plusieurs contrôles «de routine» ont ainsi permis aux douaniers d'effectuer des saisies importantes. Une demi-tonne de cannabis, le 20 décembre, au péage autoroutier de Vienne. Une saisie comparable, le 19 février, toujours sur l'autoroute d'Isardrome, près de Valence. En une année, les douanes lyonnaises auront ainsi réussi à saisir près de trois tonnes de cannabis.

Pour la direction nationale des recherches et enquêtes douanières (DNRED), il ne s'agit que d'«accompagner» un trafic en pratiquant une «livraison contrôlée». Pour la justice, il pourrait s'agir d'une «provocation» du délit que sanctionne le code pénal. Les policiers français ne pratiquent en effet que la «provocation à la vente» — en se faisant passer pour des acheteurs auprès de trafiquants de drogue, donc en présence d'une infraction déjà constituée — et non pas la «provocation à l'achat».

«Les méthodes de la guerre»

Début mars, quelques jours avant la première inculpation, celle de M. Caze, une session de formation avait réuni, à la cour d'appel de Chambéry, une petite assemblée de magistrats venus des départements voisins. Au programme de cette journée de réflexion: les méthodes utilisées pour lutter contre le trafic de stupéfiants. Interrogé par l'assistance, M. Ribatet, inculpé depuis, avait bien dû admettre que les services des douanes n'avaient aucun compte à rendre à l'autorité judiciaire. Ce qui n'avait pas manqué de choquer plus d'un magistrat.

Rien d'étonnant dès lors à ce que plusieurs autres enquêtes judiciaires aient été ouvertes. Mêmes motifs,

mêmes inculpations. A Vienne, le juge Jean-Claude Miquel s'est penché sur la saisie du 20 décembre 1990. A Valence, une autre information judiciaire a été ouverte à propos de la saisie du 19 février. Des échantillons de drogue prélevés à l'occasion des diverses saisies sont en cours d'analyse au laboratoire de police scientifique de Lyon, afin de voir plus clair dans les filières des trafics. D'autres inculpations pourraient suivre.

A plusieurs reprises, M. Michel Charasse, ministre chargé du budget qui a autorité sur les douanes, a exhorté ses fonctionnaires à lutter contre «les marchands de mort» en n'hésitant pas à utiliser «les méthodes de la guerre». Il a d'ailleurs réclaté, pour leur compte, l'obtention de la qualification d'officier de police judiciaire. Aussi ces diverses informations judiciaires dépassent-elles les agissements individuels de fonctionnaires des douanes. Au ministère des finances, on s'étonne d'ailleurs que les inculpations «rombent le jour où est publié au Journal officiel la Convention des Nations unies de Vienne sur la lutte contre la drogue, ratifiée par la France en 1989, et qui fixe notamment les conditions d'intervention des agents».

Ce différend, qui implique directement les ministères des finances, de l'intérieur et de la justice, mériterait sans doute un règlement politique et législatif.

ERICH INCIVAN

Devant la cour d'assises du Val-d'Oise après le meurtre de deux personnes âgées. — La cour d'assises du Val-d'Oise, présidée par M. Jean-Claude Pimont, a condamné jeudi 15 mars le trépas d'alcooliques accusé d'avoir tué deux vieilles dames en 1985 à l'occasion de cambriolages (Le Monde du 13 mars). Pascal Sarot, trente-quatre ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité avec une peine de sûreté incompressible de vingt-cinq ans. L'accusé, qui a toujours reconnu avoir tué M^{me} Gisèle Vassori, quarante-deux ans, était revenu sur ses avertissements concernant le meurtre de M^{me} Marthe Cazeilles, quatre-vingt-neuf ans. L'avocat général Emmanuel Gérard a indiqué qu'il n'avait «jamais vu une telle horreur» lors d'un transport de justice. Carole Pruvot, trente-six ans, la compagne de Pascal Sarot, a été condamnée à vingt ans de réclusion et Jean-Pierre Fny, trente-cinq ans, à quinze ans.

ENVIRONNEMENT

Le projet de loi de M. Brice Lalonde

Les buveurs d'eau paieront la dépollution

A la veille des Assises nationales de l'eau, qui vont se tenir les 19 et 20 mars à la Villette en présence de M. Michel Rocard, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a apporté de nouvelles précisions sur son projet de loi sur l'eau, dont la dernière version vient d'être transmise au Conseil d'Etat. Venu symboliquement avec un rameau d'olivier à la main lors de sa conférence de presse du 14 mars, le ministre de l'environnement a proposé la paix aux agriculteurs. Non pas en abandonnant complètement son idée de redevance pour la dépollution de l'eau («Pour que les agences de bassin aient un financement, il faut des redevances»), mais en apportant quelques correctifs. M. Lalonde suggère ainsi que «les buveurs d'eau fassent le premier pas» en payant une taxe destinée à protéger les champs de captage d'eau potable. Cette taxe servirait à compenser le manque à gagner des agriculteurs qui acceptent de pratiquer dans ces zones une agriculture plus douce, voire complètement biologique.

Le ministre souligne aussi que l'assainissement incombe d'abord aux communes, qui auront désormais l'obligation de dépolluer leurs eaux usées. Dans les communes récalcitrantes, les préfets pourront inscrire d'office au budget communal les travaux d'assainissement. Et le projet de loi prévoit un «service public de l'assainissement individuel» qui chargera les communes d'imposer et de contrôler les fosses septiques.

M. Sarre propose la création d'une Agence de l'arbre à Paris. — Pour atteindre l'objectif du doublement, en quinze ans, du nombre des «arbres de proximité» à Paris, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, propose la création d'une Agence de l'arbre, réunissant des scientifiques, des défenseurs de l'environnement et des élus, avec un pouvoir de décision et un budget. Selon M. Sarre, il faudrait planter un arbre par logement et un arbre pour 20 m² de bureaux construits. Lorsque ces plantations, «imposées par le Plan d'occupation des sols», seront techniquement impossibles, les constructeurs devront, pour chaque arbre annulé, verser à un fonds spécial géré par l'Agence de l'arbre une redevance égale au coût de plantation.

ÉDUCATION

La réforme des carrières universitaires

Des syndicats d'enseignants claquent la porte

Le projet de réforme du système de gestion de la carrière des universitaires (recrutement et promotion) a été examiné, jeudi 14 mars, à l'occasion d'une table ronde réunissant au ministère de l'éducation les syndicats et associations d'enseignants-chercheurs. Vendredi 15 mars, c'est le Conseil supérieur de l'éducation qui devait se saisir du dossier.

Motivée, en premier lieu, par des raisons de gestion et pour faire face aux nombreux problèmes examinés par le Conseil national des universités (Le Monde du 7 mars), cette réforme suscite des réactions très vives, voire épidermiques, d'une bonne partie des organisations d'enseignants-chercheurs, à l'exception du SGEN-CFDT, qui approuve le projet dans ses grandes lignes. Ainsi, trois syndicats d'universitaires (SNE-Sup, FO et Auto-nomes) ont claqué la porte au milieu de la réunion, en dénonçant

à la fois le manque de concertation et ce qu'ils estiment être une remise en cause du caractère national du recrutement des universitaires.

Le ministère, de son côté, souligne que les dispositions proposées ont fait l'objet de discussions au cours des derniers mois et qu'à l'exception de deux modifications législatives l'ensemble du projet ne sera pas bouclé avant le comité technique paritaire de juillet prochain. Il paraît prêt, notamment, à apporter un certain nombre de corrections, à l'occasion d'une nouvelle table ronde, sur la redéfinition des groupes de disciplines qui servent de base au recrutement des universitaires, ainsi que sur le fonctionnement des commissions locales de spécialistes qui examinent les candidatures en première instance.

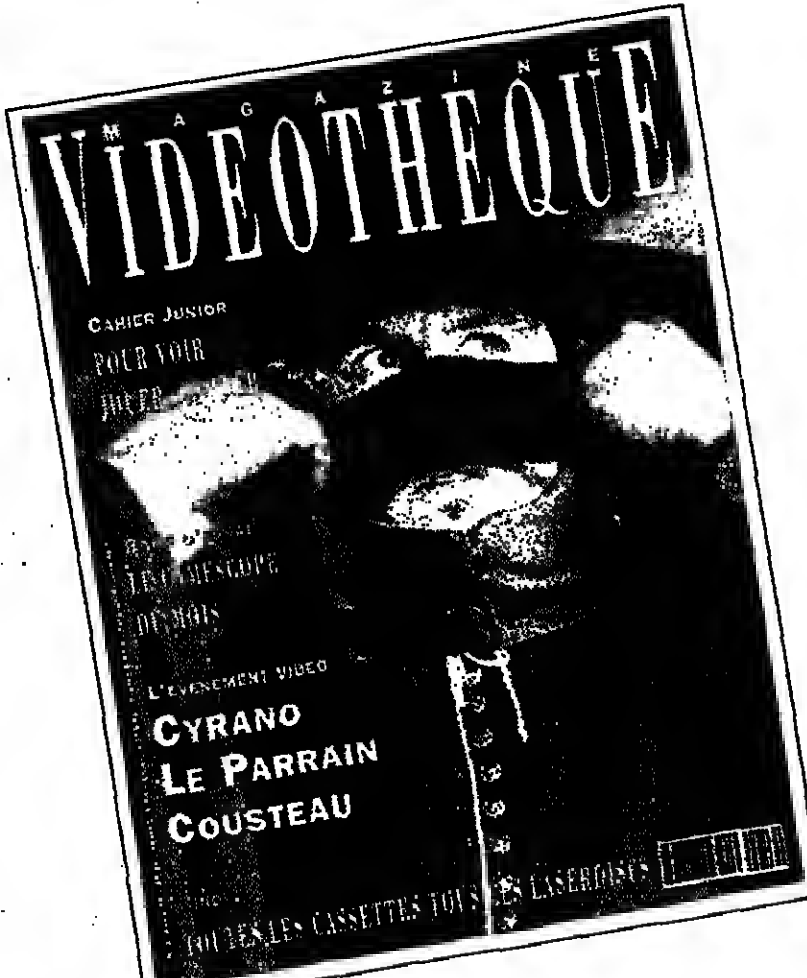
G. C.

Une journée d'action du SNI-PEGC le 20 mars

M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du Sy. «cat national des instituteurs (SNI-PEGC), a exposé, jeudi 14 mars, les lignes de force de la journée d'action du mercredi 20 mars, qui sera marquée par une manifestation nationale à Paris. «La qualité du système éducatif ne s'améliorera pas en réduisant les moyens de son fonctionnement», a-t-il souligné.

M. Barbarant exprimait notamment son inquiétude sur la façon dont se met en place la nouvelle organisation de l'école primaire dans les trente-trois départements choisis comme sites expérimentaux à la ren-

trée 1990. Saluée comme une «bonne réforme», lors de son lancement, par le syndicat d'instituteurs, cette politique, fondée sur une organisation en cycles de la scolarité primaire, serait aujourd'hui «mal pilotée» et souffrirait «des hésitations politiques, des atermoiements et des craintes» du ministre de l'éducation nationale. Le SNI-PEGC réclame notamment un effort de formation pour aider les instituteurs à faire évoluer leur pratique et une augmentation du nombre des décharges de classes pour les directeurs d'école.



36.15
VIDEOTEC

20 F CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le
magazine
qui a
de
la gueule

SOCIÉTÉ

Pour « crimes contre l'humanité »

Dix-huit anciens prisonniers au Vietnam veulent poursuivre M. Boudarel

Dix-huit anciens prisonniers du camp 113, où furent détenus des militaires français pendant la guerre d'Indochine, ont annoncé leur intention de poursuivre M. Georges Boudarel « pour crimes contre l'humanité », a annoncé, vendredi 15 mars, leur avocat M. Jean-Marc Varaut sur Europe 1. Aujourd'hui maître de conférences d'histoire à l'université Jussieu-Paris-VII, M. Boudarel, alors militant communiste, avait été « instructeur de propagande » de ce camp aux côtés des Vietminhs, qu'il avait rejoint en 1950 (le Monde du 14 mars). M. Jean-Jacques Beuchler, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, qui est à l'origine de la révélation du passé de l'universitaire, a déclaré qu'il soutenait les dix-huit anciens prisonniers dans leur démarche judiciaire, souhaitant qu'« en tout cas M. Boudarel soit révoqué de l'université ».

Interrogé à son tour par

Europe 1, M. Boudarel a répondu qu'une telle plainte allait connaître une « évolution dérisoire », rappelant qu'il avait été amnistié en 1966 pour des faits de désertion. Expliquant qu'il avait à maintes reprises demandé au commandement vietnamite la libération, sans succès, des prisonniers du camp, il a reconnu avoir été lui-même « prisonnier d'un système idéologique auquel je m'étais attaché ».

Pour sa part, M. Jean Lacouture s'est déclaré, sur France Inter, « extrêmement surpris qu'on s'acharne » sur M. Boudarel. « Contrairement à beaucoup d'autres qui restent fiers de leurs exploits répressifs en Algérie ou en Indochine, lui s'est totalement amendé », a-t-il ajouté, précisant que « devenu un universitaire rigoureux », M. Boudarel « s'est même voué très précisément à la cause de l'opposition vietnamienne, de la recherche d'une démocratie au Vietnam ».

Mise au point

Deux manifestes d'intellectuels

Une quarantaine d'intellectuels ont apporté leur soutien à M. Boudarel (le Monde du 14 mars). Ce soutien a été rendu public à travers un premier manifeste qui exprime une « sympathie » et une « solidarité » avec M. Boudarel « devant les calomnies dont il est l'objet », ajoutant : « Le choix courageux de Georges Boudarel, non réjoui de la « sale guerre », du rôle situationniste, du mépris raciste, l'exposant, quarante ans après, aux otages de ceux pour qui les victoires de la décolonisation ont été des défaites personnelles ». Il a été signé entre autres par MM. Jean Chesnaux,

Gilles Perrault, Félix Guattari, François Maspero, Maurice Nadeau, M. Madeleine Réhéro, MM. Laurent Schwartz et Pierre Vidal-Naquet.

Par suite d'une regrettable confusion, nous avons placé M. Jean Lacouture parmi les signataires de ce texte dans le Monde du 14 mars. En réalité, M. Jean Lacouture avait refusé de s'associer à ce premier texte. En revanche il a signé une déclaration de dix-sept « spécialistes, témoins des civilisations d'Extrême-Orient » désireux « d'affirmer l'estime » qu'ils portent aux travaux de leur « collègue ».

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 16 mars
Drouot-Richelieu, 14 h : tableaux modernes, documentation sur l'art et l'architecture.

Dimanche 17 mars
Drouot-Richelieu, 14 h : tableaux modernes, estampes, livres modernes, bijoux, objets d'art, affiches de cinéma. Cirque d'Orléans, 110, rue Hamet, 11h, 14 h 30 : affiches de cirque.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 16 mars
Fontainebleau, 15 h : argenterie, bijoux. Nanterre, 14 h 30 : bibelots, bijoux. Pontoise, 14 h 15 : tableaux modernes.

Dimanche 17 mars
Chartres, 14 h : mobilier, objets d'art. Etampes, 14 h : mobilier, tableaux. Fontainebleau, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Sait-Germain-en-Laye, 14 h : mobilier, objets d'art. Sceaux, 14 h 30 : argenterie, bijoux. Suresne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Versailles (Cheval-Légers), 10 h et 14 h 30 : mobilier dix-neuvième. 10 h et 14 h 15 : livres.

PLUS LOIN
Samedi 16 mars
Anancy, 14 h : peintures, estampes, modernes. Blagnac, 14 h et 20 h 30 : Extrême-Orient, haute époque. Dijon, 14 h 30 : militaria. Lyon (Sidoine-Apollinaire), 14 h 15 : automobiles.

modèles réduits et mobilier. Mar-seille (Canot), 14 h 30 : mobilier, tableaux. Riom, 14 h 30 : mobilier, céramique. Saint-Etienne, 14 h 30 : tableaux anciens et modernes. Vichy, 14 h : estampes anciennes et modernes. Vienne, 14 h 30 : mobilier, argenterie.

Dimanche 17 mars
Avignon, 14 h 30 : tableaux provençaux. Brieux, 14 h 15 : atelier de peinture. Belfort, 14 h : mobilier, objets d'art. Bernay, 14 h : mobilier, tableaux. Donai, 14 h : Extrême-Orient. Granville, 14 h 30 : estampes et tableaux modernes. Honfleur, 14 h : jouets, chemin de fer. Issoudun, 14 h 15 : mobilier, tableaux. Lonsviers, 14 h 15 : mobilier, objets d'art. Lyon, (place Jules-Ferry), 15 h : mobilier, objets d'art. Manosque, 14 h 30 : tableaux modernes. Marseille (Castellane), 14 h 30 : affiches. Maubeuge, 14 h 30 : tapis d'Orient. Mayenne, 14 h : mobilier, objets d'art. Montellimar, 14 h 30 : arts de la table, vins. Nantes, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Pont-Audemer, 14 h 30 : militaria. Reims, 14 h : mobilier, objets d'art. Rouen, 14 h : céramique. Saint-Etienne, 14 h 30 : estampes et tableaux modernes. Saint-Omer, 14 h 30 : vins et céramique. Tourcoing, 14 h 30 : tableaux modernes.

FOIRES ET SALONS
Châtou, Perpignan, Saint-Quentin (02), Bourbon-Lancy, Boos, Paris, avenue du Maine.

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

Le conseil de discipline de la police nationale demande la révocation de l'inspecteur Gaudino

Le conseil de discipline a proposé, jeudi 14 mars, la révocation de la police nationale de M. Antoine Gaudino, inspecteur de police, pour « manquement à l'obligation de réserve » et « violation du secret professionnel », malgré le soutien des représentants syndicaux. En octobre 1990, M. Gaudino avait publié un livre, *« L'enquête impossible, révélant les dessous de son enquête sur les fausses factures du Sud-Est et le financement du Parti socialiste »*.

Il appartient désormais au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, de décider en dernier ressort de l'exclusion du tumultueux limier de la brigade financière de la PJ marseillaise, l'instance disciplinaire n'émittant qu'un avis. Celle-ci, au terme d'une audience de plus de quatre heures, n'a pas été convaincue par les arguments développés par M. Gaudino qui, pour assurer sa défense, avait mobilisé pas moins de trois avocats - M. Jean-Marc Varaut, M. Jean-Pierre Maisonnais et M. Dany Cohen, - un député de l'opposition, M. Philippe de Villiers (UDF, Vendée), et deux juges d'instruction, MM. Didier Gallo et

Jean-Pierre Thierry. Ces derniers ont tenté de démontrer la régularité, du moins la légitimité de la démarche du policier. M. Gaudino dénonçait dans son livre les pressions politiques qui ont entravé, voire enterré l'affaire des fausses factures. Il avait notamment publié le rapport de police qu'il avait établi, le 5 mai 1989, faisant état de « faits nouveaux de trafic d'influence et de corruption » laissant à penser que « près de deux milliards et demi de centimes d'argent sale ont contribué au financement de la campagne électorale de François Mitterrand ».

Aucune information judiciaire n'avait été ouverte. Et M. Gaudino s'était fait fort de dénoncer, outre la loi d'amnistie provoquée par cette affaire, la position inconfortable du nouveau garde des sceaux, M. Henri Nallet, estimant qu'en sa qualité d'ancien trésorier de la campagne présidentielle de M. Mitterrand celui-ci se trouvait désormais « juge et partie ».

Obligation de réserve

et atteintes au droit

« Mieux vaut un désordre qu'une injustice », a soutenu M. de Villiers en évoquant l'affaire Dreyfus. Le député UDF à l'Assemblée nationale, avait à maintes reprises interpellé le ministre de la justice

sur son rôle dans cette affaire (le Monde du 19 octobre 1990) a rendu hommage à l'opiniâtreté de l'inspecteur de police dans « le respect du droit ». Les avocats de M. Gaudino ont tenté sur ce point de faire admettre que « si la liberté d'expression d'un policier est limitée par l'obligation de réserve, l'obligation de réserve est limitée par les atteintes au droit dont il est le témoin », selon la formule de M. Varaut. M. Gaudino a agi, selon eux, « dans un souci de loyauté envers la nation ».

Cependant les représentants de l'administration ont suivi la mise en garde de l'un d'eux : « Si, à chaque fois qu'une information judiciaire n'est pas ouverte sur un rapport de police, l'officier de police judiciaire ne se sent plus lié à l'obligation de réserve, où allons-nous ? ». M. Gaudino, qui avait le soutien des représentants syndicaux (trois délégués du Syndicat national autonome des policiers en civil, un de Force ouvrière), a déclaré à la sortie de l'audience qu'il estimait avoir fait « son travail avec impartialité », regrettant en substance être le seul à payer dans cette affaire alors que les hommes politiques vont échapper aux poursuites.

D. L. G.

SPORTS

Selon la chambre régionale des comptes d'Aquitaine

Les difficultés des Girondins sont liées à « la défaillance des contrôles municipaux »

BORDEAUX

de notre correspondante

« La défaillance des contrôles municipaux » est, selon la chambre régionale des comptes d'Aquitaine, à l'origine du « surcoût » de 15,6 millions de francs constaté dans la construction du centre international de football du Haillan. En 1987, la ville de Bordeaux et le département de la Gironde avaient délégué la maîtrise d'ouvrage de cet équipement aux Girondins de Bordeaux FC, alors présidents par M. Claude Bez.

« La ville ne pouvait régulièrement abdiquer sa responsabilité » en remettant à la maîtrise d'ouvrage construite sur des terrains municipaux et financés à 100 % par la collectivité publique (ville de Bordeaux, département de la Gironde, région Aquitaine et communauté urbaine bordelaise), estime la chambre dans ses observations définitives, récemment adressées aux collectivités concernées.

Elle relève que « le club s'est cru autorisé à ne pas suivre les règles des marchés publics que la ville avait dû appliquer si elle avait conservé la responsabilité de l'ouvrage ». Ainsi les Girondins de Bordeaux ont-ils « désigné les architectes maîtres d'œuvre sans mise en compétition et réparti discrétionnellement les travaux par entente directe avec deux entreprises ». Le maître d'ouvrage délégué est particulièrement visé. Il s'agissait du propre fils de M. Claude Bez, Eric, « inconnu au

régime de l'organisation professionnelle des ingénieurs-conseils et des bureaux d'études techniques ». Les permis de construire ont été délivrés « sans contrôle préalable » par le maire de Bordeaux, précédant d'un mois la délibération du conseil municipal bordelais.

Transit

par un « compte-écran »

La chambre des comptes met en lumière la « faiblesse » des mécanismes de contrôle financiers mis en place par la ville, et le département. Les dépenses sur un « compte-écran » ont été « déviées » à un cabinet privé, « déjà lié à la ville pour laquelle, de longue date, il exerçait une mission de contrôle des comptes des Girondins, dans des conditions analogues à celles d'un commissaire aux comptes, avant de devenir officiellement commissaire aux comptes du club d'après la loi de 1987-1988 : ce contrôle n'était pas de nature à prévenir les risques qui découlaient de l'abandon de garanties offertes dans une maîtrise d'ouvrage publique par les règles des marchés et de la comptabilité publique ».

Au total, ce dispositif « excluait tout contrôle autre que celui des architectes sur la matérialité des travaux ». La chambre a enfin décelé que les versements de la ville ont transité par un « compte-écran » des Girondins de Bordeaux, au lieu

d'être versés directement sur le compte spécial affecté à l'opération du Haillan. Finalement, elle confirme le détournement de 15,6 millions de francs de fonds publics, via des surfacturations. Les travaux du Haillan ont coûté 41,9 millions de francs, alors que les Girondins de Bordeaux ont encaissé 53,97 millions de francs de subventions publiques auxquels se sont ajoutés 1,8 million de francs de l'Etat et 1 million de francs de la Ligue régionale de football, au titre de la construction d'un centre technique de football. Le club a, en outre, perçu deux subventions communales pour la construction d'une serre et l'entretien des terrains. Au total, entreprises et architectes ont versé 10 millions de francs dans les caisses du club de football et 3 millions de francs directement au coordonnateur des travaux, M. Eric Bez.

GINETTE DE MATHA

FOOTBALL : Montpellier a battu Lyon. - Avant son match retour en Coupe des vainqueurs de coupes contre Manchester, Montpellier a battu Lyon (1-0), jeudi 14 mars, en match avancé de la 30^e journée du Championnat de France de première division, mais n'a guère convaincu. L'unique but a été marqué contre son camp par le capitaine lyonnais Rémi Garde, à la 43^e minute.

MÉDECINE

Des handicapés mentaux auraient été castrés dans une clinique suisse

Des patients, handicapés mentaux, auraient été castrés à la clinique psychiatrique universitaire de Bâle, a-t-on appris, jeudi 13 mars, auprès des autorités de la ville suisse. Selon un communiqué du département cantonal de la santé, l'affaire a été décelée à la suite d'une étude sur le fonctionnement de l'hôpital, qui a notamment montré qu'un « patient adulte avait subi une castration en 1987, avec l'accord de ses parents ». Cette découverte a conduit le service de santé à ouvrir une enquête qui devra déterminer si une procédure doit être entamée pour non-respect du « devoir d'assistance médicale », ajoute le communiqué.

Quatre autres cas de castrations d'handicapés auraient été signalés dans cette même clinique entre 1960 et 1978. Toujours selon le communiqué du département cantonal de la santé, la médecine a « pris ses distances depuis des années » vis-à-vis de ce type d'intervention. Les responsables de la clinique universitaire refusent de préciser les circonstances de ces mutilations en raison du déconfort de l'enquête, dont les conclusions devraient être remises à la fin avril. - (AFP)

Un vaccin anti-sida : le professeur Zagury se défend d'avoir manqué aux règles éthiques. - Le professeur Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) s'est déclaré « indigné » par les accusations portées contre lui par le Chicago Tribune, à propos de la vaccination expérimentale d'enfants noirs contre le sida (le Monde du 14 mars). Il déclare « avoir consulté le Comité national consultatif d'éthique (CNE) et le comité local de l'hôpital parisiens Saint-Antoine, tant pour des essais d'immunothérapie destinés aux malades séropositifs que pour des essais vaccinaux sur séronégatifs ».

Le président des évêques de France veut poursuivre le dialogue avec les juifs et les musulmans. - Au cours du conseil permanent de l'épiscopat, qui s'est tenu du 11 au 13 mars à Paris, Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale française, a souhaité que soient poursuivies, dans tous les diocèses catholiques, les initiatives de dialogue avec les juifs et les musulmans suscitées par la crise du Golfe. « Nos religions sont souvent accusées de sécréter des extrémismes faussés de division et de haine », a déclaré Mgr Duval. « Nous devons faire apparaître que la foi au Dieu créateur ne peut s'exprimer que dans le respect des autres ».

Paris : fin de la trêve des expulsions. - Avec la mi-mars, se termine la trêve d'hiver des expulsions dans le logement. Plusieurs associations, syndicats ou partis tels que la Ligue des droits de l'homme, Emmaüs, ATD Quart-Monde, les Verts-Paris, la CFDT, SOS-Racisme, le PC, lancent un appel aux autorités pour que soient garanties, « en préalable à toute expulsion, des solutions de relogement, y compris pour les plus démunis ». Ces organisations annoncent un rassemblement « des familles expulsables », samedi 16 mars, à 14 h 30, sur le parvis de Notre-Dame.

ARTS

CAMILLE CLAUDE

du Musée Rodin

Après les livres et les films, Camille Claude, les sculptures monumentales et la toile d'artiste, mieux connus que la sculpture qu'elles empêchaient de voir, sont comme une révélation d'aveux et de symboles. La perspective donnée dans la sculpture de Camille Claude est une certaine « vision » du monde, d'épave et de dévotion. Elle ne met pas de juger par elle-même, de vue de la sculpture, mais de la sculpture et de l'artiste, dans la considération d'un monde qui est une complainte du genre de la sculpture, à bien souffrir. Rodin était un artiste, et Claude un homme.

PATRIMOINE

Le début en la

M. Dominique à M. Mar

A la suite de la publication de « Point de vue » de M. Dominique sur la Bibliothèque de France, M. Dominique a écrit, le 14 mars, au directeur de la Bibliothèque de France, M. Dominique, pour lui faire part de son désaccord avec la publication de son livre.

1) M. Dominique a écrit, le 14 mars, au directeur de la Bibliothèque de France, M. Dominique, pour lui faire part de son désaccord avec la publication de son livre.

2) M. Dominique a écrit, le 14 mars, au directeur de la Bibliothèque de France, M. Dominique, pour lui faire part de son désaccord avec la publication de son livre.

3) M. Dominique a écrit, le 14 mars, au directeur de la Bibliothèque de France, M. Dominique, pour lui faire part de son désaccord avec la publication de son livre.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-23-33

Imprimerie de « Le Monde », 12, rue de Valenciennes, 94852 Ivry Cedex

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 40-66-23-33 et (1) 40-66-25-99

Télécopieur : (1) 40-66-25-99

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 40-66-25-99

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-66-25-25

Télécopieur : (1) 40-66-25-99

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Télax : 206.808 F

Foire de printemps du XIV^e DU 15 AU 24 MARS 1991

BROCANTE

ENTRÉE LIBRE

Ouvert de 10 h. à 19 h.

AVENUE DU MAINE

Partenaires : SADEMA 25, Quai de la Seine, C.E. 18, 75004 PARIS Cedex 13 Tél. : 45 85 01 85

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris AP

ECOUTEZ

LA DU

UN FIL

CULTURE

ARTS

Camille Claudel sans cinéma

Une rétrospective pour voir enfin les sculptures telles qu'elles

CAMILLE CLAUDEL
au Musée Rodin

Après les livres et le film, les œuvres. Il était plus que temps. De Camille Claudel, les infortunées sentimentales et la folie étaient jusqu'ici mieux connues que la sculpture, qu'elles empêchaient de voir autrement que comme une collection d'aveux et de symptômes. La rétrospective organisée dans la chapelle du Musée Rodin — presque exhaustive : une centaine d'œuvres exécutées entre 1881 et 1907 — prend ainsi des airs d'épreuve et de révision. Elle doit permettre de juger sur pièces, du point de vue de la sculpture seule, de l'histoire et de l'esthétique, hors de toute considération féministe et de toute complainte du genre « la malheureuse a bien souffert, Rodin était vraiment affreux, et Claudel un sans-cœur ».

Mauvaise nouvelle : elle souffre encore. Quel sculpteur, en effet, ne souffrirait de voir ses travaux pris au piège d'une présentation absurde ? Le



La Vague (onyx et bronze, 1897).

citement, les plus souvent citées dans les livres et les plus théâtralement disposées dans l'exposition, ces œuvres ne sont pas pour autant les plus intéressantes. L'artiste démontre plus d'invention et de singularité quand, à partir des années 1890, elle travaille à se dégager de son éducation rodinienne. Dans les études pour le groupe des *Causeuses*, achevées en 1897, pierre, bronze et onyx, elle associe modèles classiques des anatomies et construction « en bolle ».

Renonçant aux envolées de draperies et aux corps en déséquilibre, elle emprisonne les figures dans un espace fermé par deux parois verticales, théâtre d'un bavardage que l'on imagine amer et indiscret. La paroi se fait ainsi sculpture. *La Vague*, de 1900, relève de la même construction close sur elle-même et de la même inspiration effrayée : trois baigneuses de bronze font la route au creux d'une vague démesurée, suspendue au-dessus d'elles, caverne de pierre verte. Dans ces années, enfin, Camille fait du Claudel.

Breve apogée : les bustes en marbre de 1899 se démontrent que de l'adresse, et l'écume, de marbre et d'onyx, se relève guère au-dessus du bibelot de cheminée académique. Quant à *Perse* et *la Gorgone*, de marbre blanc, que Camille termine en 1902, il porte la marque d'une influence nouvelle, celle des *lourds* de la Grèce archaïque que Bourdelle, ancien camarade de l'atelier Rodin, met alors à la mode. L'œuvre et l'exposition finissent là. Quelques années, et la galerie Eugène Blot procède à des tirages en réduction des pièces conçues dix ou quinze ans plus tôt. Paul Claudel écrit son *Camille Claudel statuaire*. C'est en vain : l'artiste, vaincue par la maladie, est intervenue en 1913. On connaît la suite, et comment la légende Camille s'est formée depuis dix ans, noire et rudimentaire.

PHILIPPE DAGEN
77, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 47-06-01-34. Jusqu'au 2 juin.

PATRIMOINE

Le débat sur la Bibliothèque de France

M. Dominique Jamet réplique à M. Marc Fumaroli

A la suite de la publication du *Point de vue* de M. Marc Fumaroli sur la Bibliothèque de France (« Futuristes et pugilistes », le Monde du 2 mars), nous avons reçu de M. Dominique Jamet, président de l'Établissement public de la BnF, la lettre suivante :

1) M. Marc Fumaroli a réservé au *Monde* l'exclusivité de la réponse qu'il a cru devoir faire à des articles parus en janvier dernier dans *Réseaux*, organe de l'Association des amis de la Bibliothèque de France. M. Fumaroli lui-même a un grand honneur et une excellente publicité à un bien modeste bulletin bimestriel (7 000 exemplaires diffusés) qui se serait fait un plaisir, comme il le savait, de publier son texte. Je lui suis donc bien reconnaissant d'une démarche qui n'en est pas moins singulière. En effet, les lecteurs du *Monde* qui, hélas ! ne sont pas tous abonnés à *Réseaux*, n'auront pas eu connaissance, malgré les extraits que vous donnez, des articles incriminés par votre correspondant. Quant aux lecteurs de *Réseaux*, qui auraient été les meilleurs juges, bien qu'un grand nombre d'entre eux, j'imagine, lisent aussi le *Monde*, ils ne seront pas tous à même d'apprécier la pertinence du « point de vue » de M. Fumaroli, le numéro de mars étant déjà « bouclé ». C'est dommage.

2) M. Marc Fumaroli, bien que régulièrement convoqué aux réunions du conseil scientifique de l'établissement public de la Bibliothèque de France, a pour l'instant (c'était déjà le cas lorsqu'il publia l'an dernier un « point de vue » dans *le Figaro*) de ne pas s'informer de l'état d'avancement du projet après de ses responsables lorsqu'il en instruit le procès. L'avant-projet est sommaire, aujourd'hui achevé, est pourtant de nature à apaiser les inquiétudes

qu'il formule, et à le rassurer sur la parfaite continuité de l'entreprise.

3) M. Marc Fumaroli entend m'opposer à mes collaborateurs. Je travaille dans la plus étroite liaison et dans la plus complète harmonie avec ceux-ci, notamment avec Jean Gattégui, ancien directeur scientifique de la Bibliothèque de France, et ceux qui l'assistent, que j'ai tous personnellement choisis.

4) M. Marc Fumaroli évoque une « polémique » dont il stigmatise « l'arrogance », « la violence », etc. « Polémique », en l'espèce, est un bien grand mot. Il m'est arrivé de polémiquer, sur d'autres sujets, avec d'autres adversaires. C'est autre chose. Je ne considère pas que le sujet prête à la polémique. Je ne considère pas M. Fumaroli comme un adversaire. Pour polémiquer, il faut être deux. Je ne polémiquerai pas avec M. Fumaroli.

5) Les opinions politiques de M. Fumaroli me sont indifférentes. Elles me sont inconnues. Je n'en fais donc pas état. M. Fumaroli, qui ne connaît pas mes opinions, m'en prête, qui ne sont pas les miennes, qui sont très vaines, et qu'il condamne. Ce n'est pas très scientifique. Au demeurant, quel rapport avec le stockage des livres ?

6) Sensible, au point de répliquer à toutes les attaques, même celles qui ne le visent pas, M. Marc Fumaroli croit devoir se ranger au nombre des « deux signés » ou des « trois louches », contempteurs par principe d'un projet qui est entièrement au service de la communauté scientifique et de l'intérêt national. Pour ma part, je n'aurais jamais songé, et je persiste à ne pas y inclure un homme aussi éminent, et généralement aussi affable et aussi avisé.

metteur en scène de l'exposition a pensé nécessaire de disposer en quinconce des cages grillagées rectangulaires qui montent jusqu'au plafond, quelques choses comme de gigantesques casiers à homards. Sans doute a-t-il voulu suggérer ainsi, avec une exquise délicatesse, trente ans d'interminement... Pour les socles, il a conçu des colonnes vert de gris qui transpercent des tiges métalliques munies de gros boutons bien brillants. Dans ce décor à mi-chemin entre une psychiatrie et un service orthopédique, bronzes, marbres et pierres semblent les vestiges d'un désastre. On fait rarement mieux.

Ce parti pris est d'autant moins opportun qu'appliqué à toutes les pièces, sans considération de date, il incite à rechercher, une fois de plus, les signes d'un drame où il n'y a que les tentatives d'un sculpteur en quête d'individualité. Les bustes de jeunesse de Camille Claudel relèvent, assez banalement, de la tradition classique. Elle représente son frère Paul en jeune homme et s'attache à décrire les physiognomies des modèles.

Vient l'épisode Rodin, sur lequel l'exposition, quoiqu'elle compte plusieurs pièces jusqu'alors méconnues, n'apporte guère de nouveautés. Le pourrait-elle d'ailleurs ? Une jeune artiste de vingt et un ans subit, jusqu'à tomber dans le pastiche, l'ascendant du plus illustre sculpteur français contemporain : le cas n'est-il pas venu ni étrange. Elle modèle comme lui, s'applique à obtenir des effets de texture et de volume semblables à ceux du maître.

La Cloche, la *Valse* imitent le style de la *Porte de l'Enfer*, figures tordues et étiées, corps jaillis du socle, mouvements obliques et tournoyants. *Le Sauterelle* du Salon de 1888, représenté ici par un tirage étrangement récent — de 1987 — et d'une affreuse patine vert pomme, s'inspire des groupes mythologiques de Rodin. Uniques différences, mais essentielles : quand Rodin sculpte l'apologie de l'érotisme, Camille en symbolise la défaite. Les couples se défont, les mains ne caressent plus, elles implorent. *L'Âge mûr* se veut une allégorie intime : Camille, jeune femme agacée, supplée de ne pas l'abandonner un athlète vieillissant qu'elle aime, Rose Buret, sa rivale victorieuse à la longue.

Pour être autobiographique expli-

VENTES

Les jeux de l'amour

Les livres de Bernard Blier aux enchères

A Drouot, le 18 mars, maître Tajan dispersera l'importante collection de livres, autographes, photos, de Bernard Blier, mort il y a deux ans. « Après un bon repas, il aimait tripoter ses livres comme on allume un cigare. C'était sa passion amoureuse... » Ainsi parle Annette Blier, sa femme. *Le Monde* du 31 mars 1989. Elle a pourtant décidé de mettre en vente la bibliothèque de son mari, « comme il l'avait souhaité ». Annette Blier garde la centaine de volumes de « La Pitié » (« c'est pratique, ça me suffit »), et fait disperser par maître Tajan un ensemble riche de cent quarante lots.

Aux livres, la correspondance signée Jean Anouilh, André Roussin, Michel Audiard, Louis Jouvet, s'ajoutent une trentaine de pipes (l'acteur en possédait près de deux cents, toutes gravées à son nom !) et des photos illustrant un demi-siècle consacré au théâtre et au cinéma. Pas moins de cent cinquante films tournés depuis 1937 de *Trois, six, neuf*, de Raymond Rouleau, à *Marguerite de Moshe* Mirzahi en 1986.

La bibliothèque de Bernard Blier est à l'image de cet acteur formé au conservatoire par Louis Jouvet, et dont le métier ne se concevait pas sans « jouer la comédie, faire des tournées et se réfugier dans les classiques quand on peut ». Camillelton sur scène, l'écluseur d'*Hôtel du Nord*, le pianiste de *Quai des orfèvres*, avait collectionné les œuvres complètes de grands auteurs des dix-septième et dix-huitième siècles (Racine, Corneille, Molière, Rousseau, Voltaire et surtout Molière) avec la rigueur d'un honnête homme bibliophile.

Parmi les pièces majeures de la vente, on trouve deux éditions des *Œuvres* de Molière, une édition originale publiée un an après la mort de l'auteur, en 1674, une autre, revue, corrigée et augmentée

en 1682 (estimée 50 000 F par l'expert, M. Sinibaldi), la *Correspondance* de Voltaire, menée à bien par Beaumarchais et annotée par Condorcet, un ensemble de vingt-six volumes des *Œuvres* de Diderot, comportant l'édition originale du *Neveu de Rameau* (estimée 40 000 F).

Mais au-delà de ces ouvrages destinés à un public spécifique de collectionneurs, nombre de documents éclaireront les fans plus modestes venus acquiescer un cliché de plateau pour 50 F ou un exemplaire d'*Adieu Volodia*, dédié par Simone Signoret (environ 300 F). Par ailleurs, les amateurs de théâtre retrouveront ici les bibles du métier, car Bernard Blier travaillait aussi avec ces ouvrages historiques, ces encyclopédies illustrées, ces dictionnaires. Du côté des auteurs du vingtième siècle, l'art dramatique est encore à l'honneur avec des pièces d'Anouilh, Guitry, Aclard, mais l'éminent nait des ensembles et surtout des lettres, celle où Jean Cocteau demande à Blier de jouer dans *Orphée*, celle où Anouilh évoque le public, « grosse bête aux mille yeux », et raconte « la magie du théâtre ». Enfin, il y a Jouvet, le maître, avec ses *Réflexions du comédien*, édition originale avec envoi, datée de 1938 (estimée entre 3 000 F et 6 000 F), l'année où ensemble ils tournent *Entrée des artistes* de Marc Allégret. Le 26 octobre 1939, Jouvet écrit une lettre à Blier, qui vient d'être mobilisé, et disserte longuement sur « le café qui nous dépoile », un texte doublement étonnant quand on sait que Blier prit soin de le faire traiter par la suite, pour fixer l'encre qui s'effaçait.

LAURENCE BENAÏM
Vente Blier, Hôtel Drouot, le lundi 18 mars à 14 h 15. Etude Ador/Picard/Tajan. Tél. : (1) 42-51-80-07.

ORLY-NICE.

1 vol par heure.*

NICE	12:00
NICE	12:15
NICE	12:30
NICE	12:45
NICE	13:00
NICE	13:15
NICE	13:30
NICE	13:45
NICE	14:00
NICE	14:15
NICE	14:30
NICE	14:45
NICE	15:00
NICE	15:15
NICE	15:30
NICE	15:45
NICE	16:00
NICE	16:15
NICE	16:30
NICE	16:45
NICE	17:00
NICE	17:15
NICE	17:30
NICE	17:45
NICE	18:00
NICE	18:15
NICE	18:30
NICE	18:45
NICE	19:00
NICE	19:15
NICE	19:30
NICE	19:45
NICE	20:00

Il est toujours temps de partir à temps.

* A compter du 1^{er} Avril.

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

AIR INTER

ACTUELLEMENT

ECOUTEZ LE BOUCHE A OREILLE!

DIAPHANA DISTRIBUTION PRESENTE

LA FRACTURE DU MYOCARDE

UN FILM DE JACQUES FANSTEN



CULTURE

MUSIQUES

L'éveil bordelais

Un orchestre et un Opéra restaurés dans la foulée

OTELLO
au Palais des Sports
de Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

« Je ne dirai pas sans doute plus très longtemps maintenant, nous dit Alain Lombard, Mon seul but est de laisser à Bordeaux un orchestre égal aux meilleurs du monde. » Une formation française de région, comparable en qualité aux Philharmonies de Berlin ou de Vienne? Il se pourrait que l'ambition soit à peine démesurée.

Car Lombard et ses musiciens bordelais ont fait triompher Othello le week-end dernier, dans un Palais des Sports chauffé à blanc. Et quel sport! Lors d'une première exécution en concert de l'opéra de Verdi, deux jours auparavant, le Maure s'était écroulé: Giuseppe Giacomini, seul ténor italien que les théâtres transpirent, omettait sans trembler dans l'impossible rôle, la voix et le style allés, les traditions du bel canto au sommet (vaillance face aux périls, refus de trahir), le traqueur Giuseppe avait craqué au quatrième acte. Son trac, dimanche, fut aussi prodigieux que son rachat: deux boos littéralement inouïs pour

assouplir la voix; tous les signes de l'angoisse accumulés; mais, à l'arrivée, l'assurance pour le public d'avoir non seulement approché de très près la vérité musicale du héros verdien, mais assisté à l'une des rares performances vocales « à l'arraché » encore possibles à une époque où les stars d'opéra veillent surtout à se ménager. A la droite de Giacomini, Margaret Price dans l'un de ses grands rôles: princière Desdémone, la pureté, la tendresse, sans la vulnérabilité vocale. A la gauche du ténor: Matteo Manuguerra, phénoménal Iago. A un âge qui commencerait à justifier quelques ménagements, le baryton français sort de quatre actes épuisants comme s'il avait chanté Othello tous les jours au petit déjeuner, en guise de mise en forme. Manquait un Cassio digne du trio de tête. Mais Martine Mahé, Vincent Le Texier, Luigi Roni forment l'intérêt dans les trois seconds rôles.

A cinquante ans, Alain Lombard entame à Bordeaux une seconde carrière française. Carrière à double entrée comme celle que cet ancien assistant de Karajan et de Bernstein avait menée brillamment aux commandes de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (1972-1983) puis, simultanément, à celles de l'Opéra du Rhin (1974-1980), avant de se consacrer à l'Orchestre de la Résidence de La Haye. Nommé, le 1^{er}

septembre 1988, chef titulaire de la formation bordelaise et, deux ans plus tard exactement, responsable artistique du Grand Théâtre de Bordeaux - la restauration de ce magnifique spécimen de l'architecture fin de siècle s'achève, à tout va bien, dans huit mois - Lombard assure dès janvier 1991 la saison lyrique et symphonique bordelaise.

Dans cet objectif, l'orchestre a d'ores et déjà été porté de quarante-cinq à cent vingt-cinq musiciens, sans audition de fonction et, donc, sans licenciements. Pierre Doukhan, l'un des premiers violons solo, a son poste pour Othello, a été débauché de l'Orchestre de l'Opéra de Paris; les deux autres nouveaux Konzertmeister, Roland Dangour et Zino Vinnikov, viennent respectivement du Philharmonique de la Radio et de la prestigieuse Philharmonie de Leningrad (après un petit passage par La Haye). L'alto solo a été débauché par Lombard du National, le violoncelle solo de l'Orchestre de Paris.

Avec un budget de 60 millions, les Bordelais auront donné cette saison cent quarante-cinq concerts ou représentations (dont, au Palais des Sports, Falstaff, Tristan et Othello, avait un Cui au petit Théâtre du Port de la Lune, compris dans le programmation du Mai musical). Le chef du Grand Théâtre - égale-

ment renforcé au prix de trois licenciements - est désormais dirigé par Michel Tranchant, autre transfuge de Radio France. Dix danseurs du ballet n'ont pas vu leur contrat renouvelé, après la première audition de fonction organisée en... sept ans. Certains auraient été réintégrés entre-temps.

Après un bref et orageux passage à l'Opéra Garnier (dans une équipe de direction où figuraient Paul Puget et Georges Hirsch, entre les administrations de Bernard Lefort et de Massimiliano Bogianckino), Alain Lombard a définitivement renoncé à jouer les Rustauds. Mais comme il a de l'humour, il pratiquera dès septembre la décentralisation à rebours: chaque dimanche après-midi, le Théâtre de Chaillet accueillera l'Orchestre de Bordeaux Aquitaine, que n'éloignent plus de la capitale que deux petites heures de TGV. Les Parisiens auront tout loisir d'apprécier les progrès d'une formation à ce jour exceptionnelle de cohésion, de puissance, de transparence, de précision et d'éclat. Lombard n'est plus le conducteur à hauts risques de sa période strasbourgeoise. Comme sa technique de direction, ses objectifs artistiques se sont précisés: former mieux qu'une équipe de champions. Une collectivité.

ANNE REY

DANSE

Pièges de l'enfance

D'excellents danseurs, un bon chorégraphe, mais un répertoire inégal

NEDERLANDS DANS THEATER
à l'Opéra-Garnier

Depuis le temps - considérable - que l'on use son poste sur des ballets de théâtre, on a vu nombre d'Enfants et les Sorillages, version opéra ou version ballet: impossible de retenir une réalisation vraiment convaincante. Il semble bien que cette « fantaisie lyrique » de Maurice Ravel sur un livret de Colette, créée en 1923 à l'Opéra de Monte-Carlo, fasse partie de ces peaux de bananes tentantes et à l'épreuve du temps qu'auteurs ou musiciens glissent périodiquement sous les pas des metteurs en scène et des chorégraphes. Le grand Balochine lui-même s'y est attaqué trois fois sans être jamais satisfait du résultat.

C'est à Colette qu'on fera porter le chapeau. Car la partition de Ravel, elle, est un enchevêtrement presque continu, tissé de poésie, de raffinement et d'humour. Mais cette histoire d'enfant méchant qui déchire ses livres et refuse d'apprendre ses leçons, voit se révolter contre lui objets, meubles, animaux, et s'échappent à leur vin- dicte qu'un ayant enfin un geste de

bonté envers un écureuil (« Il a pensé la pluie!... Il a tué la pluie, éteint le sang! ») échoit d'angoisse le précipice de la fausse naïveté et oblige à des personnalités risibles: le Fauveuil fiant avec la Bergère, l'Horloge, la Théière, la Tasse choisisse... Les meilleurs danseurs du monde, connus dans une peluche, ne sauront jamais imiter un chat, merveille de la nature. Quand donc les adultes s'apercevront-ils que « recréer le monde merveilleux de l'enfance » est un leurre?

On ne saurait donc en vouloir à Jiri Kylián d'échouer à oser séduire avec son *Enfant* et les *Sorillages*, encore que son taux de qualité soit parmi les plus élevés du lot. Forcément sommaire pour le Fauveuil, la Théière, etc., sa chorégraphie se délite et s'écroule avec l'absence de la danse pour la Pastourelle et le Père, le Prince et la Princesse, et surtout, dans l'acte du jardin, des variations légères pour les Libellules et la Chauve-Souris. On accordera un sourire au « Professeur d'arithmétique, rigueur » et à son tableau noir géant qui arborait les chiffres, nu à l'amusant trin de Raïoettes. On aime guère le décor, aux perspectives faussées comme il se doit (toujours l'enfance) de Jobo Macfarlane. Ses costumes sont inégaux. Tigrasse en brosse et salopette rouge, Brigitte Martio a vraiment l'air d'un gaminement de neuf ans et la plupart des danseurs, pour autant qu'ils puissent danser dans leurs accoutrements, sont excellents.

Symphonie de Psalms, en revanche, passe depuis douze ans pour le chef-d'œuvre de Kylián et on ne dira pas le contraire. L'apogée splendide de la musique de Stravinsky lui inspire des images fortes et simples, dans une atmosphère de ferveur religieuse qui n'est pas feinte. Des hommes et des femmes en très sobres costumes (pantalons noirs et chemises blanches, fluides combinaisons couleur chair) dansent l'angoisse et l'espoir, l'éternelle interrogation de la condition humaine. L'alternance des danses et des ensembles, des chutes et des « portés » aériens est d'une construction savante, et le langage de Kylián s'y montre à son meilleur dans un néo-classicisme très assoupli et enrichi. On s'oublie pas la vision finale de cette humanité marchant lentement, inexorablement, vers le gouffre noir du fond de la scène, vers le mystère de la mort.

Pour *Enfant* et les *Sorillages* comme pour *Symphonie de Psalms*, il n'y a que du bien à dire des solistes, du chœur du Nederlands Dans Theater et du Nederlands Ballet Orkest, menés dans le fosse par Christof Escher.

SYLVIE DE NUSSAC
Le 15 mars, à 19 h 30, 47-42-53-71.

CINÉMA

Les marionnettes au bûcher

Une lourde charge de Brian de Palma contre la cité corrompue

LE BUCHER DES VANITÉS
de Brian De Palma

Tel que le raconte le volumineux best-seller homonyme de Tom Wolfe (publié en France chez Sylvie Messinger), le jeune et entreprenant *broker* Sherman McCoy entre un soir en collision avec la police parisienne au détour d'une rue du Bronx, et il s'ensuivit un grand tumulte dans la ville de New-York.

Du *golden boy* en plaidé entouré de parvenus odieux jusqu'à la meute de ses ennemis - hommes de police, de justice, de politique et de médias - avides d'utiliser ses débâcles à leur bénéfice personnel, le livre décrivait un ramassis de crétins et de salauds, sans chair ni nuance. Et le pandémonium new-yorkais osé par Wolfe usait jusqu'au simplisme sa farte idée de départ: l'Amérique c'est la jungle. On en concluait que le « cinéaste du *new journalism* » n'était pas Balzac, ce qui n'était pas une révélation.

Pour adapter le livre, Brian de Palma s'est livré à d'étranges choix: au lieu d'affiner un trait qui en avait bien besoin, il le tire plus encore vers l'outrance. Comparés à son

yuppie (Tom Hanks, deux grimaces) flanqué d'une épouse pimbèche et d'une lascive maîtresse (Melanie Griffith, deux poses), à son leader noir capitalisant sans vergogne toutes les misères, à son procureur avide de succès politique et à son journaliste décafé (Bruce Willis, un seul rictus naïf), les personnages grimaient en marionnettes grotesques de *Dick Tracy* passeraient pour autant de modèles de fine étude psychologique.

Sans doute le cinéaste de *Carrie* et des *Incorruptibles* vise la satire, mais l'humour n'est pas son fort. Le *happy end* moralisant et roublard laisse un goût mêlé de trahison (du livre) et de complaisance. Après la traditionnelle séquence citation - de *Citizen Kane*, excusez du peu - sa mise en scène s'engoue dans une frénésie d'angles de prises de vue tor- dues, de caméra virevoltante et de gros plans au *fish eye* qui se voudrait baroque et d'est que kitsch. Son déchaînement d'effets vise sans doute le sourire du second degré. Par mépris pour ses personnages et son histoire il s'engage que l'en-

JEAN-MICHEL FRODON

CONNAISSANCE DU MONDE

SHIRAZI CHOPRA: 17 mars (19 h 30), Lundi 18 mars (19 h 30), Mardi 19 mars (19 h 30), Mercredi 20 mars (19 h 30), Jeudi 21 mars (19 h 30), Vendredi 22 mars (19 h 30), Samedi 23 mars (19 h 30), Dimanche 24 mars (19 h 30), Lundi 25 mars (19 h 30).

L'ÉCOSSE

« DES HOMMES ET DES LÉGENDES » - Film de Jean-Louis MATHON
D'Édimbourg aux Îles Hébrides. Merveilles naturelles. Traditions et légendes. Châteaux et sites historiques. La vie quotidienne des Écossais. VOUS POUVEZ PRENDRE VOS ABONNEMENTS 91-92 dès le lundi 18 mars.

MAG 93
BIBIENNYDibouk!
de Salomon An-Sky

5 MARS → 7 AVRIL 48 31 11 45

CONCERT DE GALA DU 1^{er} CONCOURS
INTERNATIONAL DE LUTHERIE ET
D'ARCHETERIE DE PARISLUNDI 18 MARS
SALLE PLEYEL
20H30

SALVATORE ACCARDO - Violon
MISTLAV ROSTROPOVITCH - Violoncelle
ALAIN MEUNIER - Violoncelle
BRUNO PASQUIER - Alto
RÉGIS PASQUIER - Violon
FRANCO PETRACCHI - Contrebasse
CHRISTIAN IVALDI - Piano

Renseignements & Réservations 45 61 06 30

Si le musicien Manu, tranquille, sait - par un trop - faire du temps, l'homme Dibouk, impatient, voudrait le précipiter afin de faire sauter les verrous du classement par genre. D'un intérêt porté aux nouvelles musiques, comme le rap, aux banalités ou fleurissent les raggauffins dénoués et autres héritiers de l'esprit jazz, cette musique pareille- ment née d'une communauté de Nègres transpirants. Mais des États-Unis Manu se met. Michael Jackson, qui avait largement puisé dans *Soul Makossa* pour son titre de son album *Thriller*, vient de rendre les armes à l'amiable. Sting avait débauché son guitariste favori, Vincent N'guini, tombé depuis dans les bras de Paul Simon. L'Olympia arrive à point. M. C. Mell'O, spécialement venu de Londres, y tiendra sa place à côté d'un Soul Makossa Band privé de son excellent batteur, Félix Sahel Lecco, mais renforcé par le talent d'un trompettiste sud-africain, Peter Thabo Segon. Aux armes, etc.: e l'amusé dit Manu, encore une histoire à raconter à mes petits-enfants.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Le 16 mars à l'Olympia 20 h 30. Tél.: 47-42-82-45. Le 19 à Lyon, à Saintes le 20, à Bordeaux le 21, à Nantes le 22, à Rennes le 23.

Les CONCOURS
CLAUDE KAHN
auront lieu du
16 mars au 7 avril
SALLE ADYAR et le
concert des lauréats
du concours aura
lieu le dimanche
14 avril à 14 heures
SALLE GAVEAU.

Mort du producteur Klaus Helwig.
Le producteur et distributeur allemand Klaus Helwig, quarante-neuf ans, est mort mercredi à son domicile parisiens des suites d'un cancer. Il aura consacré sa carrière au meilleur du cinéma d'auteur français puisque sa société Action Films, fondée à Paris en 1974, a produit ou co-produit des films tels que *la Marquise d'O* de Robert Bresson, *Providence* de Resnais, *les Sœurs Brontë* de Téchiné ou *Sous le soleil de Satan* de Pialat. Klaus Helwig venait de participer à la production de *Homo Faber*, le nouveau film de Volker Schlöndorff.

Latino à Villeurbanne. - Le septième festival ReDets du cinéma ibérique et latino-américain aura sans doute préféré présenter (à Villeurbanne et à l'Institut Lumière de Lyon) une sélection de chefs d'œuvres récents en provenance de ces régions. La production dans la péninsule ibérique et en Amérique latine étant ce qu'elle est, il comportera surtout un panorama du cinéma portugais, un hommage à Almodovar et une rétrospective consacrée au chant, à la musique et à la danse, de José Luis de la Cruz. Jusqu'au 26 mars. Tél.: 78-53-42-85.

Maison des Arts
Ballet Théâtre
Reinhild Hoffmann
Schauspielhaus Bochum (RFA)
Ballet National de
Danse du val de Loire
25-26 mars
Machandel
26-27 mars
Ich schenk mein Herz
49 30 18 88

THEATRE
NANTERRE
AMANDIERS
5 au 24 mars 1991
Hedda Gabler
Ibsen - Françon
Tél. 47 21 18 81 ou 47 21 18 82

SIEMENS
NIXDORFSiemens Nixdorf
1^{er} constructeur
informatique
EuropéenL'informatique d'aujourd'hui
avec elle, évolue, se transforme
rythme de ses besoins, au rythme
de sa croissance.Chez Siemens Nixdorf
savons combien il est important
en synergie avec vous.accompagner, faire évoluer vos
systèmes, en garantissant la
totalité, et surtout vous assurer
matériel d'aujourd'hui sera
avec celui de demain.C'est pour mieux répondre
souci de pérennité de vos
systèmes, qu'au-delà de la
de nos produits, nous nous
garantir notre présence
dans l'avenir.Filiale d'un groupe dont
n'est plus à démontrer la
sécurité, qu'à l'issue de la compa-
gnie il n'y aura que peu d'alté-
ration.Nous nous donnons
les moyens d'être de ce
continuer à vous servir, dans
Siemens Nixdorf, 14 avenue
Béguines 95802 Cergy St Omer
Tél.: 34.28.35.04

La Synergie en Action

SIEMENS NIXDORF

Est-il normal de s'interroger sur la durée de vie
d'un produit, sans s'interroger sur la durée de vie de l'entreprise
qui le commercialise ?

Siemens Nixdorf 1^{er} constructeur informatique Européen.

L'informatique d'une entreprise vit
avec elle, évolue, se transforme, au
rythme de ses besoins, au rythme de sa
croissance.

Chez Siemens Nixdorf, nous
savons combien il est vital de travailler
en synergie avec vous, pour vous
accompagner, faire évoluer vos
systèmes, en garantir la disponibilité
totale, et surtout vous assurer que votre
matériel d'aujourd'hui sera compatible
avec celui de demain.

C'est pour mieux répondre à ce
souci de pérennité de votre investis-
sment, qu'au-delà de la durée de vie
de nos produits, nous tenons à vous
garantir notre présence à vos côtés,
dans l'avenir.

Filiale d'un groupe dont la solidité
n'est plus à démontrer, Siemens Nixdorf
sait qu'à l'issue de la compétition mon-
diale il n'y aura que peu d'élus.

Nous nous donnons aujourd'hui
les moyens d'être de ceux-là pour
continuer à vous servir, demain.

Siemens Nixdorf, 14 avenue des
Béguines 95802 Cergy St Christophe.

Tél. : 34.20.35.04.

La Synergie en Action

SPECTACLES

VENDREDI 15 MARS

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Adieu Philippe (1983), de Jacques Rozier, 18 h : Hommage à Jean Epstein, 18 h : Les Productions de la Lune vague : le Soupirant (1982), de Pierre Esch, 21 h.

PALEIS DE TOKYO (47-04-24-24)
Hommage à Alberto Moravia : Hier, aujourd'hui, demain (1983), v.o. a.s.l., de Vittorio De Sica, 18 h : Sennoussi (1982), v.o., de Clemente Fracassi, 20 h 15.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Cinéma du réel : Salle Garance : Gering (1989), de Gary Pollard, Guitama (1989), de Jean Hermanson, 14 h 30 : De Roping (1989), de Puck Goossen, Hinnerland (1989), de Dieter Grunicher, 17 h 30 : Ruffino Sennoussi, l'illumine (1989), d'André Agazzi, Au che n'est pas (1989), de Tahani Rasched, 20 h 30 : Cinéma du réel : petite salle : Ils étaient une fois à Berlin-Est (1989), de Carole Lory, Copérateur de son état (1989), de Patrick Geay, Dashed (1989), de Stéphane Dias, Voyages à travers l'infirmité (1989), de Robert Albert, 17 h : Les Chemins de travers (1989), d'Alain Tasma, Voyages au pays de la poule (1989), de S. Abdellah, M. Lazzarato, R. Ventura, 20 h : Cinéma du réel : Studio 5 : Même pas de temps pour les jarmas (1989), d'Agostino Siragusa, Uminchu (1989), de John Jorkman, 14 h : Good News (1989), d'Ulrich Seidl, 17 h : Octavio (1989), de Camille de Casabianca et Patrick Blosster, Chroniques de l'île du roi bohéme (1989), de Jérôme Bouyer, 20 h : Cinéma du réel : Studio 48, rue Quincampoix : Pins and Needles (1989), de Barbara Chocky, Stepping out (1989), de Chris Noonan, 14 h 30 : Flight of Fancy (1989), de Peter Walls, 17 h 30 : The Book of Beyond (1989), de John Meyer, Whatever Happened to Green Valley (1989), de Peter Walls, 20 h 30 : Cinéma du réel : Salle Jean Renoir : Te Kaha o te Waiata, the Power of Music (1989), de John Day, Les Tamaris, Hugu Papi-Poisson fruit (1989), de Fener Tami, 14 h : I am dead, I am OK (1989), de Monique Courant, I want to die et home (1989), de Monique Courant, 17 h : Black power : Fast Forward (1989), de Peter Courant, Radio Radford (1989), de Peter Courant, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Germain, Forum des Halles (40-28-34-30)

Les Folles Années - 1920-1940 : la Vie artistique : Anais Nin (1970) de Gérard Portou, Une année parisienne (1986) d'Elmer Moore, 14 h 30 : les Années 30 : les débuts du cinéma (1977) de Claude-Jean Philippe, Encyclopédie du cinéma français : naissance (1977) de Claude-Jean Philippe, Prix de beauté (1930) de Augusto Ginzburg, 16 h 30 : les Années 30 : Michel Simon : Encyclopédie du cinéma français : la vie de Michel Simon (1978) de Claude-Jean Philippe, Boudu sauvé des eaux (1932) de Jean Renoir, 18 h 30 : les Années 30 : Louis Jourdan : Encyclopédie du cinéma français : les dialogues (1977) de Claude-Jean Philippe, Entrée des artistes (1938) de Marc Allégret, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 16 MARS

« Les dessins de Victor Hugo », 10 heures, place de la maison de Victor Hugo, 8, place des Vosges (L'Art et la manière).
Exposition : « Camille Claudel », 10 h 30, entrée du Musée Rodin (M. Polyver).
« La Seine et ses vieux ponts, la bataille », 10 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine.
« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autours).
« La Renaissance », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
« Le début de la Renaissance française », 14 h 30, hall du Musée des monuments français.
« Les marches tibétaines », 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Cavalier bleu).
« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 14 h 30, métro Porte-de-Chailey (M. C. Lasserre).
« Le Pont-Neuf et ses alentours », 14 h 30, Pont-Neuf, statue d'Henri IV (Paris historique).
« La vie des arts de France au Louvre », de Philippe-Auguste au Roi Soleil, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« La Conclavie réaménagée », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).
« La Marais, quartier de l'antiquaire au Grand Sillon et ses courtes rénovations », 14 h 45, métro Pont-Marie (D. Flaurio).
« La sculpture animalière au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, bd de Ménilmontant (V. de Langlade).
« Saint-Roch et son quartier », 15 heures, métro Pyramides (Lutèce vivante).
« Hôtel Madelon » (carte d'identité), 15 heures, 57, rue de Varenne (P. Fernandez).

DIMANCHE 17 MARS

« Sous la coupole... l'Institut de France », 10 h 15, devant l'entrée, quai de Conti (L'Art pour tous).

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Cinoches, 5 (45-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; UGC Champe-Elysées, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 11 (45-67-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; UGC Mistrail, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-67-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-68-18-08) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-67-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE (Can., v.o.) : Latina, 6 (42-78-47-88) ; La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

AVAILON, film américain de Barry Levinson, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LE SUICIDE DES VANITÉS, film américain de Brian De Palma, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-84-87) ; Max Linder Panorama, 9 (45-24-88-88) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

COMING UP ROSES, film britannique de Stephen Bayly, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-25-48-18).

COUPS POUR COUPS, (v.o.) film américain de Dean Sarafian, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 6 (45-63-15-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

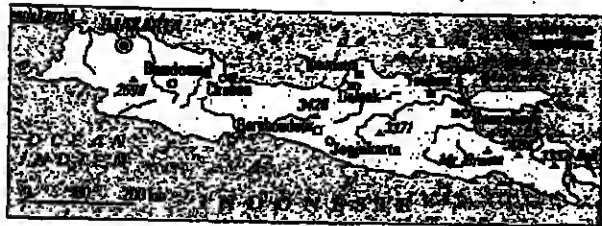
LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (46-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (45-43-04-87) ; UGC Lyon Beaugrenelle, 12 (45-43-01-58) ; UGC Gobelin, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Mistrail, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-26-25-02).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI, film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Rondo, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05

S A N S • V I S A

Java



en odeur de sainteté



PHOTOS CHUCK PRESTON/WEST LIGHTHOUSE

Premier port d'Indonésie et l'un des principaux lieux de pèlerinage de la nation musulmane la plus nombreuse du monde, Sourabaya, comme Djakarta, présente le visage occidental d'une île où s'accroît chaque jour un peu plus le cachet coranique.

DANS la trop tiède nuit javanaise, le cyclo-poussoir a freiné sec, juste avant de traverser l'avenue Tunjungan, où les grands magasins ferment tard, palliant l'avarice de l'éclairage public. Les deux policiers, que le cycliste avait vus trop tard, sont sortis de l'ombre d'une arcade et ont soulevé le « faustif » de sa selle, ignorant les passagers dans leur petite coquille capotée placée devant le vélo.

Depuis des années, la municipalité de Sourabaya, deuxième ville d'Indonésie, traque les cyclo-poussoirs, interdits de « belles rues » car ils ne font « pas moderne ». Or parfois, pour se rendre d'un quartier de ruelles à

un autre, il faut bien enjamber un boulevard. Au risque d'une forte amende, voire de la confiscation définitive, pour le récidiviste, de son trois-roues. Dans cette cité immense et plate, où vivent plus de trois millions de personnes, et où le *betcha* est le moyen de transport idéal, économique et rapide, on estime que les cyclo-poussoirs font vivre près de cent mille personnes.

Afin d'essayer d'impressionner les sergents de ville, nous finissons par exhiber notre carton d'invitation chez le gouverneur de Java-Timor (1). Ils redressent le torse et leurs yeux répondent : « Hein ! des gens qui disent chez Son Excellence et qui n'ont même pas de quoi fréter au moins un taxi climatisé ! » En tout cas, nous sommes relâchés et l'emploi de notre « chauffeur » est sauvé jusqu'à nouvel ordre.

A l'ouest de la cité, les policiers du port sont moins regardants, qui, l'obscurité venue, y laissent entrer, à pied ou même en scooter, prostituées des deux sexes venus embobiner les marins étrangers. Ou les matelots du cru, descendants des boutres grêes en cotres, c'est-à-dire à un seul mât. Ces bateaux de bois assurent toujours à la voile une partie du trafic humain et commercial entre les treize mille îles de la Sonde (80 000 kilomètres de côtes), qui étirent l'Indonésie et ses cent soixante-quinze millions d'habitants sur la distance d'Oslo à Tanger et où se parlent trois cent trente-trois langues, contre une trentaine en Europe.

Posté, comme Djakarta, le long d'un maigre fleuve, Sourabaya est, vers le large, superbement située, entre la mer de Java et la mer de Bali, surveillant deux baies aux eaux claires que protège l'île de Madoura. Le port doit sa fortune moderne à l'ensemble de Gresik, l'Aligues-Mortes du coin, où Sourabaya a placé maintenant ses industries salissantes.

Dans cette vaste cité portuaire, dont le nom énigmatique - « crocodile-poisson » - pourrait symboliser la rencontre des eaux douces et des eaux salées, du vert et du bleu, et est en tout cas une douceur pour l'oreille, les Bataves, colons économes, ne firent guère dans la grandiose. Les fureurs combats de rue de l'automne 1945, pour repousser les Britanniques, encore moins désireux que leurs prédécesseurs japonais et néerlandais, fauchèrent

tout ce qu'ils purent, les promoteurs immobiliers de la frénésie capitaliste de ces dernières années se chargeant du reliquat avec encore plus d'efficacité. Sauverait-on au moins la pharmacie Sim-pang, imperturbable depuis 1855 et qui passe pour la plus ancienne d'Asie malaise ?

Ce qu'on appelle le « centre », et qui n'est qu'un centre commercial, est un assemblage sans plan d'ensemble, sans artère et sans le moindre repère pour l'œil, d'immeubles de bureau bon marché, d'hôtels vite amortis, de galeries marchandes éroulées sous la camelote en plastique de Singapour ou du Japon, de restaurants où il est plus facile d'obtenir un poulet frit (Kentucky, Texas ou Californie, au choix) qu'un *nasi goreng*, riz frit garni pannalais.

Sourabaya, mais où est donc passé ce « javanisme » dont vous parliez naguère si fier et dont les autres îles redoutaient hier encore l'« impérialisme » ? Et n'est-il rien resté non plus des deux cent cinquante ans de domination hollandaise ?

« Mais regardez donc votre tasse, rétorque notre hôte, conseil juridique d'une compagnie pétrochimique, ces moullins bleus ne sont pas d'ici, et le cacao que je vous fais servir est du véritable Van Houten. Voyez aussi ce qui est écrit en gros sur ce tube de colle : « Garanti fabriqué avec des produits importés de Hollande ». C'est pour ça qu'il se vend bien. Quoi d'autre encore ? Ah, oui, nous appelons cette pièce Kantor, bureau en néerlandais, et en bas de l'immeuble vous pourrez voir un apotik et un notaris. Sauf oubli, c'est à peu près tout... »

« Quant au javanisme ? Eh bien, quittez le quartier des affaires, vous le trouverez dans les kampongs, ces « villages » qui composent le Sourabaya javanais. » C'est pour suivre ce conseil que nous avons emprunté un cyclo-poussoir. Alors la mégapole a commencé à montrer un visage moins revêché : folles des marchés nocturnes où s'entassaient les curieux fruits du jaoier, qui ont le volume et l'aspect de bébés-phoques et recèlent de fraîches gousses jaunes citronnées ; pagodes chinoises cachées au fond d'un dédale - car les « fils du ciel » (entre 5 % et 10 % de la population à l'échelle du pays) sont mal vus ici des « fils du sol » et n'ont même pas le droit de publier ou afficher dans leur langue - mais trahies de loin par les

dragons de céramique turquoise arpentant les toiles rousses ; tout un morceau d'Amsterdam oublié au bord d'un canal obstrué de jacinthes d'eau ; une cité ouvrière idéale conçue avec amour et jadinée par un brave paternaliste indigène et baptisée « Remède-du-Chômage-Indonésien » ; et même une minuscule chapelle chaalée de frais annonçant sur sa porte : « synagogue ».

Car Sourabaya, javanaise et madouraise, macassaraise et balinaise, chinoise, arabe, hollandaise, eut aussi ses juifs : la plus forte communauté des Indes néerlandaises, jusqu'à un millier de personnes vers 1940, soit plus d'un tiers de la totalité des Israélites de l'archipel à cette époque.

rendu inutile par le départ des Israélites vers Singapour, Tel-Aviv ou Amsterdam, serait supprimé...

Il est vrai que les Indigènes convertis à la religion de Mahomet au dix-neuvième siècle par la relative prospérité coloniale, leurs caractéristiques physiques ont été plus tenaces, en dépit de fréquentes unions avec des natives du pays.

Et puis les musulmans d'Arabie, partis directement de la péninsule natale du Prophète, ont apporté dans les veines de certains d'entre eux ce que les Chinois, même mahométans fervents, pouvaient plus difficilement revendiquer : « le sang sacré de l'Apôtre d'Allah » ; une aura de respect entourée encore aujourd'hui les kampongs arabes abritant des *sayeds*, à telle enseigne, assure la croyance populaire, que « là où vivent ces descendants de Mahomet n'osent s'approcher ni voleurs ni chiens ».

Sous la vieille et haute charpente de bois de la mosquée Ampel, au fin fond du secteur hadramite de Sourabaya, en dehors des heures de prières, il y a, comme dans tous les sanctuaires musulmans du monde, des orants individuels, des lecteurs du Coran, des dormeurs, des bavards, des hommes qui se changent de vêtements (ici, à la sortie du turbin, on troque volontiers le pantalon européen en tergal contre le pagne de coton), d'autres qui passent en revenant du marché, sans parler des enfants envoyés là pour repasser leurs leçons, l'air du tumulte des familles nombreuses.

Les Arabes qui ont conservé de leurs pères le parler d'Arabie du Sud s'en félicitent, maintenant que l'apprentissage de la langue du Coran est de plus en plus prisé, dans une Indonésie où l'idiome officiel, le *bahasa-Indonesia*, variante du malais, s'écrit en caractères latins, mais où l'heure est à l'accentuation d'un islam sunnite, pratiqué souvent avec application, mais en même temps resté lié aux cultes pré-décesseurs : animisme, bouddhisme, hindouisme.

Jean-Pierre Péroncel-Hugon

Lire la suite page 20.

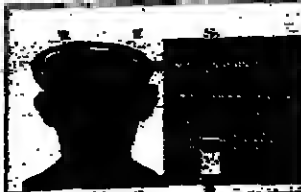
met prirent soin dès le début de distinguer entre « Chinois naturels » et « Chinois qui vivent ici depuis longtemps et ont adopté la croyance mahométane », rapportent les ethnographes du temps (2).

Adoption de noms islamiques, parenté des traits physiques originaux, mariages avec des autochtones, contribuèrent à fondre dans l'environnement javanais ces musulmans probablement venus de Canton, où existait de longue date une minorité sino-islamique.

Les descendants des immigrants arabes sont demeurés plus voyants, à Java-Est en particulier (dans toute l'Indonésie il y a près d'un million de personnes qui se qualifient aujourd'hui d'« Arabes »). Outre que la majorité est arrivée plus récemment - souvent du Hadramout, province côtière du Yémen - appelée

Aujourd'hui, dans cette Indonésie musulmane à plus de 85 %, mais où le dimanche reste, sans solliciter encore trop de réclames, le principal jour de repos hebdomadaire, il existe un groupe de farfelus militant pour la semaine de six jours dans laquelle le « samedi, jour du Sabbat »,

AU SOMMAIRE



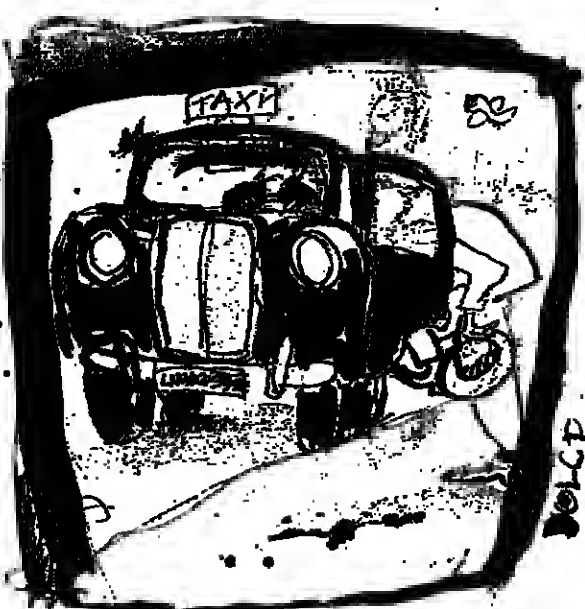
Assemblée-Nationale, une station en politique — p. 24
Help taxi ! Le premier autocitoyen — p. 18
Calais vaut le détour — p. 19
La Louisiane, se perdre sans se perdre — p. 21

Échecs (p. 18) • Table (p. 23)
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

SANS • VISA

COUP D'ŒIL

Help, taxi!



Il est le porte-bonheur de nos voyages. Le premier autochtone rencontré, comme on disait autrefois, après les énigmes de la sortie de douane. Une invite au pays ou à la ville à découvrir. Le concentré de ce qui nous attire, ou nous inquiète, ici. Le chauffeur de taxi, c'est notre comité d'accueil. Un type pressé, qui nous offre d'abord, et ce n'est pas rien, l'intimité du baïo-brac de son coffre, qui nous entraîne sur des autoroutes comme s'il avait lui aussi un avion à prendre, comme si nous arrivions trop tard, mais trop tard pour quoi? Et qu'il se dévouait, grommelant ou jovial, pour nous remettre à l'heure locale.

Le chauffeur de taxi, c'est la providence des reporters ignorants en mal de synthèse sur la situation, avant d'entrer en ville, et qui croient toujours trouver, en ce pilote fou qui roule sur ses jantes, le puits de l'opinion. Le bonheur des touristes curieux, le premier test de connaissance d'un savoir lu dans les livres, justement dans l'avion. Le chauffeur de taxi, c'est souvent un clin d'œil. Une ironie de la vie.

Une fois sur deux, il n'a fait que nous précéder en cette terre inconnue. Italien à Genève; Yougoslave à Francfort; Irlandais à Londres; Hispano à New York; de n'importe où, à Paris. Et, s'il se met à parler, à jouer les guides, c'est d'une ville mystérieuse, pour tout dire incompréhensible, comme toutes les villes. Il rit, se moque, de nous, de lui, avec l'air de juger étrange cette tradition d'immigration, de

cosmopolitisme de circonstance, nous après lui, nos loisirs après sa recherche d'un emploi.

De cette ville, bien sûr, il sait tout. Tout ce qui fait la survie, les trucs indispensables, les voies d'accès, comme si le secret de la longévité résidait dans la mémoire des rues, des pièges, des portes de sortie. Il sent les policiers avant que nous apercevions les uniformes. Il roule détendu, conduisant d'une main, le coude à la portière. Il paraît jouir de l'air doux ou de l'air frais, du coucher de soleil ou du zénith, il est aux aguets. Comme nous, au fond, incertain, malgré ses va-et-vient. Il sait ce que la rue a d'équivoque. A Naples, il règle sa dime à la mafia; ailleurs, aux protecteurs de toute nature. Il a « fait » la nuit: il sait ce que cette ville peut dégorger de solitudes, de bizarreries.

Le chauffeur de taxi ne met pas en garde. Il a toujours un point de vue sur la question, c'est tout. S'il paraît péremptoire, c'est qu'il faut bien vivre d'idées simples, à embrasser ainsi, jour après jour, une cité dans sa globalité, la rhétorique universelle des embarras de la circulation, et les caprices des clients. Le monde est fou: c'est tout ce qu'on retire d'une discussion de taxi.

Pas si mal. Et, comme ce discours nous est servi aux quatre

points cardinaux, cela fait beaucoup de philosophes solitaires et approximatifs.

Litanie réconfortante, d'où il ressort toujours que les riches sont les riches, les autres, les pauvres, le gouvernement, une collection d'imbéciles. Accessoirement, que les racistes, ce sont

toujours les autres. Les chauffeurs de taxi, c'est la preuve que la planète est partout logée à la même enseigne, et que seul l'accent du chauffeur change.

Combines, petits bonheurs, bagarre perdue d'avance entre la ville et la fatigue nerveuse de ces pilotes de rencontre. Poésie des

compteurs bloqués, de l'inconvertibilité des changes, des ralonges de balade lorsqu'un instantif vous prend pour un Américain. Fratrie des petits confort d'habitude, des poupées qui se balancent, pendues au rétroviseur, des guides urbains chiffonnés et incompréhensibles.

En Angleterre, les taxis se ressemblent, anachroniques, et ne ressemblent à rien d'autre. Dans les pays riches, la Mercedes domine. Ailleurs, ces voitures qui vous enlèvent à l'aéroport portent tous les signes de difficultés économiques. Rafistolées, prêtées, brouillées par le nombre de chauffeurs, de cousins, qui se succèdent au volant.

Ailleurs, le taxi n'est plus seulement le royaume d'une marge libertaire, d'individualistes qui ont le dédain du patron pour emblème. Mais une conquête qui vient de loin. De la brousse, pour les Africains, qui ont d'abord gagné, sur les pistes de latérite, de quoi conduire sur l'asphalte. Des sauvetages de guerre, d'Asie ou du Liban: leurs véhicules, alors, ont l'air de roulettes d'exode, de bien ultime rescapé de naufrage.

Les chauffeurs de taxi, c'est une diaspora, prête à pousser plus loin, s'il le fallait, qui a choisi le métier à équivalence mondiale. Un peu comme ces familles juives qui, hier, ensei-

gnaient le piano à leurs enfants, parce que la musique permettait de prendre d'autres bateaux, d'autres trains et de retrouver du travail. Conduire ici, conduire là-bas, retenir d'autres dédales à sens unique. Alors, ils nous accueillent, nous font l'article, à droite le fleuve, droit devant le zoo... Ils rient dans toutes les langues. Mais il y a dans toutes ces voitures une sorte d'incertitude qui conforte la vôtre. Une compréhension, au fond, de votre précarité de flâneur téméraire. Les choses vont et viennent, plutôt en mal. C'est le message des taxis, partout servi. Vous descendez là? La cuisine est quelconque.

Et puis, à peu près partout, cette même question: vous venez de Paris? Et cette réponse: moi, quand je pourrai, j'irai charger et décharger là-bas! La tour Eiffel. Pignolle. Inutile de raconter les embouteillages de la Concorde: ceux de Rome haussent les épaules. Au Caire, ils sortent vous acheter à boire. Le sur-place est un mal inévitable. Autant rêver des immobilités de banquette, repasser cent fois la même cassette de musique, dans des décors que ces chauffeurs ont élus une fois pour toutes. Les taxis ont bien le droit d'avoir leurs préférences. Les Cambodgiens, les Chinois, les Sénégalais, les Argentins on les Portagais, celui d'écrire aux frères restés en arrière qu'il est des circulations urbaines plus fréquentables.

Philippe Roggio

ESCALES

Les mutations de l'Est

Ici, raison d'Etat et pesanteur des choses s'annulent moins qu'elles ne se superposent. Qu'il s'agisse des Républiques du sud de l'URSS, de la Pologne ou de la Roumanie, quand la Fondation pour la démocratie (106, rue de l'Université, 75007 Paris, tél.: 47-53-04-04) se penche sur ce qui lui est ou fut contraire, c'est pour tenter de l'expliquer. Trois voyages, trois vitesses dans cette marche vers la démocratie: une Pologne galopante, des Républiques soviétiques sous surveillance, une Roumanie entravée. A l'heure où Gorbatchev envisage un nouveau traité d'union avec les Républiques, la fondation veut connaître l'état d'esprit des Républiques du sud de l'URSS. Dans chaque capitale ou ville « sensible », des rencontres avec les milieux nationalistes, les leaders

d'opinion et les autorités locales devraient donner des éléments de réponse. A Kiev (Ukraine), Kichinev (Moldavie), Erevan (République d'Arménie), Tbilissi (Géorgie), Bakou (Azerbaïdjan), Tachkent (Ouzbékistan), Frounze (Kirghizistan), Alma-Ata (Kazakhstan). Passage, aussi, à Yalta et journée à Samarcande. Du 27 avril au 12 mai, 15 700 F tout compris. La Pologne sera approchée à Varsovie (rencontres avec les différents groupes politiques du Parlement, le ministère des privatisations, les représentants de la France), Gdansk (ex-Dantzig) et Cracovie. Dans ces deux villes, entrevues avec les autorités locales et les milieux d'affaires. Du 6 au 14 juillet, 7 800 F. En Roumanie-Bulgarie, « les soubresauts du communisme » seront analysés à Timisoara, Brasov, et surtout Bucarest, lors d'entretiens avec les représentants du gouvernement, l'opposition et

les diplomates français et, en Bulgarie, à Sofia notamment. Du 15 au 25 août, 7 900 F. Ajouter 5 800 F pour observer: à Belgrade, Dubrovnik, Sarajevo, Zagreb, Lubljana et Belgrade - « la mosaïque lézardée » yougoslave.

Randonnons

Dans le domaine des voyages, il y a les habitudes du Concorde et les promeneurs aux pieds légers. Les adeptes de vitesse réduite ont un voyageur à leur mesure. Transhumance (B. P. 9, 84004 Avignon Cedex, tél.: 90-95-57-81) connaît les petites routes goudronnées et les chemins vicinaux. Dans le parc régional du Lubéron, par exemple, cinq jours à bicyclette permettent de découvrir de beaux sites et de pittoresques villages de Provence: Saignon, Bonnieux et le prieuré Saint-Symphorien, parfaitement restauré et habité, Rustrel, Roussillon, le petit village d'Oppède-le-Vieux et son château, le château de Buoux et ses curiosités géologiques, le village de Lacoste où perdurent les ruines du château du marquis de Sade, le vallon de l'Aiguebrun et le « Colorado » provençal - une carrière d'ocre avec des cheminées des fées. Hébergement en hôtels ou gîtes choisis et pique-niques soignés: omelette du berger, salade provençale, fromage à l'huile d'olive. Un véhicule d'intendance transporte les bagages. Pour douze personnes au maximum avec un accompagnateur ayant une formation botanique, 1980 F, de Cavillon à Cavillon. On peut venir avec sa bicyclette mais Transhumance peut fournir des vélos haut de gamme, très légers, à 21 vitesses (105 F le week-end). Premier départ le 6 mai, puis un par mois jusqu'en septembre. L'ensemble des randonnées s'effectue de mars à septembre.

Cavale

au Canada

L'essentiel de l'Est canadien en treize jours, c'est-à-dire les grandes métropoles et le pays de Maria Chapdelaine. On retiendra de ce programme dense proposé par Camino (dans les agences de voyages): Montréal (séjour à l'hôtel des Gouverneurs), deuxième ville de langue française au monde; le lac

Saint-Jean, patrie de Maria Chapdelaine, Chicoutimi (en langage indien, « jusqu'où l'eau est profonde ») et le pays des bleus, Percé et son musée Maria Chapdelaine, l'estuaire du Saguenay et les grandes paysages paysagers des fjords du même nom. Si le temps le permet, croisière à la rencontre des baleines bélugas et rorquals, ces dernières allant vers l'amont du fleuve en été. Autre hypothèse: la remontée des fjords du Saguenay, profonds parfois de 300 mètres. En bac, on rejoint Rivière-du-Loup, sur l'autre rive. En longeant le Saint-Laurent, traversée du Kamouraska, témoin de l'épopée des premières heures du Québec. Le sanctuaire de Sainte-Anne de Beaupré conduit à Québec, la plus française des villes canadiennes. Vient alors le Canada anglophone: à Ottawa, capitale fédérale, visite du Musée des Civilisations, reconstitution des différentes sociétés qui composent l'entité canadienne. Les Chutes Rideau annoncent les chutes du Niagara. A Toronto, la Tour C.N. est la plus haute structure autoportée du monde avec ses 553 mètres. Treize jours, de 15 160 F à 15 990 F, vols réguliers et demi-pension compris.

Espéranto sur Loire

Le 46^e congrès annuel de l'Espéranto, association des espérantistes francophones, aura lieu à Amboise du 30 mars au 2 avril prochains. Au menu, la protection des cours d'eau à travers des interventions d'écologistes et de scientifiques d'URSS, Tchecoslovaquie, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon et France; un programme culturel centré sur la découverte de la vallée du Cher avec, entre autres, la projection d'un documentaire sur le Val-de-Loire réalisé par Michel et Huguette de L'Honnelle. Les espérantistes de la région proposeront l'édition bilingue (espéranto-français) d'un livre sur Amboise. Renseignements: Tél.: 16-54-72-15-11 ou 16-47-28-67-18.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

TELEX

Promenades littéraires à Saint-Malo est l'un des quatre premiers titres de la collection « L'Esprit des lieux » publiée par les Editions Ouest-France. Chaque ouvrage est consacré à la découverte d'une ville à travers les écrivains qui y ont vécu, l'ont fréquentée ou s'en sont inspirés. Grenoble, Toulouse et Strasbourg font chacune l'objet d'une étude. Illustrations en noir et en couleur, cartes itinéraires et plan des environs, 120 F. A paraître: Rouen en mai, Rennes en octobre.

Réductions de 40 % sur l'ensemble du marché des voyages. Dix jours avant la date de départ, Degriftours reprend les invendus des voyagistes, compagnies aériennes et autres croisiéristes et les remet en vente. Réservez immédiatement par téléphone (30-30-84) ou par Minitel (36-15 code DT) et paiement par carte de crédit. Opérationnel le 5 avril.

Comment aller à New-York et courir le Marathon? LTC (tél.: 46-22-90-37), qui a réservé 150 dossards pour l'épreuve du 3 novembre, propose 6 jours à l'hôtel Marriott Marquis, un palace 5 étoiles, pour 8 830 F (cours) et 8 600 F (accompagnement) en chambre double avec petits déjeuners américains, vols aller-retour inclus.

Feria andalouse avec l'Andalou Express, un train Pullman de style Belle Epoque. Cinq jours au départ de Paris dont quatre à bord du train, avec Escapes à Séville (2 jours et 2 nuits), Cordoue et Madrid, 9 100 F, tout compris. Départs les 14 et 18 avril. Renseignements: VPS Voyages (10/16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél.: 40-30-10-10) et agences de voyages.

L'Essonne expose ses ressources culturelles et touristiques, du 18 au 23 mars, au Centre commercial régional les Ulys 2. Cette semaine du tourisme et des loisirs permettra de s'informer sur les possibilités de ce département aux portes de Paris. Propositions de circuits dans la brochure « A la découverte de l'Essonne » disponible au Comité départemental du tourisme (2, cours Monseigneur Romero, 91025 Evry Cedex, tél.: 64-97-35-13).

Paris-Rome: vols charters (réguliers) quotidiens à partir du 1^{er} avril, 1 250 F A/R (quatre fois par semaine actuellement) et Paris-Florence, vols charters le jeudi et le dimanche, 1 390 F A/R. Dès maintenant Paris-Venise, le jeudi et le dimanche, de 1 050 F à 1 200 F A/R. A compléter par un choix d'hôtels toutes catégories dans ces trois villes.

Manifestations celtiques au Pays de Gales. La plus importante étant, du 9 mai au 29 septembre, au musée national de Cardiff, une exposition sur les Celtes de 1 500 avant J.-C. à 1000 après J.-C. L'Office du tourisme de Grande-Bretagne (63, rue Pierre-Charon, 75008 Paris, tél.: 42-89-11-11) publie une brochure donnant calendrier et toutes informations utiles.

Désastre écologique évité. Cinqante-neuf pour cent des habitants de Punaauia, sur la côte ouest de Tahiti, ont refusé la construction d'un complexe touristique de 4 000 chambres sur une île artificielle, au cœur d'un lagon, tandis que 56 % des habitants extérieurs étaient favorables au projet présenté par deux Polynésiens - un photographe et un géomètre. Le maire s'est engagé à respecter le verdict du référendum.

Premières rencontres des arts culinaires, à Rennes, samedi 16 et dimanche 17 mars, sous le patronage du Conseil national des arts culinaires: conférences, tests sensoriels personnalisés, expositions, démonstrations culinaires, initiation à l'œnologie, etc. A l'Institut de formation de l'hôtellerie et de la restauration (rue Robert-d'Arbrissel, Beaugrenier), Renseignements: tél.: 99-41-48-16.

Les Logis de France viennent de publier leur guide 1991. Y sont répertoriés 4 320 hôtels-restaurants à gestion familiale, généralement proches de la nature. Identifiables à leur enseigne jaune et verte, ils privilégient la chaleur de l'accueil, la qualité du gîte et de la table, la fidélité aux traditions. Vendu en librairie et à la Fédération nationale des logis de France (83, avenue d'Italie, 75013 Paris, tél. 45-84-70-00), 61 F.

Ils débarquent le matin et repartent le soir, chargés de packs de bière et de bouteilles de vin rouge pétillant. On les appelle les « day-trippers », les voyageurs d'un jour. Calais en voit passer plus de dix millions par an. Ambiance.

Que faire, alors que, déjà, on s'est taillé dans le train en partance pour Calais, feuilletant un guide des Plages et des Baies de France, l'on tombe, à la section « mer du Nord », sur cette phrase sans appel: « Le meilleur lieu pour une enumeration de toutes les richesses touristiques de la côte d'Opale » le pire: la traversée de Calais? Redescendre immédiatement et prendre le premier train en direction du Sud? S'arrêter en chemin, par exemple à Boulogne-sur-Mer? Pourrait-on aller jusqu'à Londres? Ou bien, maintenant quand même son cap, en priant bien haut que le guide se soit trompé?

Choix délicat, d'autant que les autres manuels de voyage que l'on a pris soin d'emporter ne sont guère plus tendres à l'égard de la cité des Bourgeois. Le fameux Let's go pour la France, rédigé par les étudiants de Harvard, n'affirme-t-il pas aussi, dans son édition 1991, en une phrase particulièrement sadique, que « dîner à Calais est en général une expérience sans relief » (à moins un remarquable dévouement pour la lecture de la brochure décevante, l'Office du tourisme sur « Calais et son histoire » est « plus intéressante que la ville elle-même »).

Quant au Rough guide anglais, il donne de ce qui attend le voyageur à Calais une description déprimante, apte à faire rebrousser chemin au curieux le plus endurci: « Une fois que l'on a épuisé les possibilités de shopping de la place d'Armes et de la rue Royale adjacente, avec toutes les marchandises proposées, des habits au chocolat en passant par le cuir et les poupées-souvenirs, les charmes de Calais-Nord ne semblent plus tenir qu'à un fil » (« Calais-Nord's charms, with thin », écrit ainsi le rédacteur anonyme, parachevant, une fois plus loin, cet assassinat en règle par cette note lacconique: « Calais-Sud n'est guère plus intéressant ») (« Calais-Sud is scarcely more significant »).

Pour se donner courage, l'on se dit, après tout, que c'est souvent dans les destinations déconseillées qu'on est le mieux reçu; et l'on se prend à se remémorer les soirées



Vue de Gdansk.

PHOTO DANIEL ANZON

EN FRANCE



PHOTO JOHN VANDOU

Calais, port d'Albion

Ils débarquent le matin et repartent le soir, chargés de packs de bière et de bouteilles de vins rouges ou pétillants. On les appelle les « day-trippers », les voyageurs d'un jour. Calais en voit passer plus de dix millions par an. Ambiance.

QUE faire, alors que, déjà installé dans le train en partance pour Calais, feuilletant un guide des Plages et côtes de France, l'on tombe, à la section « mer du Nord », sur cette phrase sans appel : « Le meilleur : (suit une énumération de toutes les richesses touristiques de la côte d'Opale) le pire : la tristesse de Calais » ? Redescendre immédiatement et prendre le premier train en direction du Sud ? S'arrêter en chemin, par exemple à Boulogne-sur-Mer ? Poursuivre jusqu'à Londres ? Ou bien maintenir quand même son cap, tout en priant bien haut que ledit guide se soit trompé ?

Choix délicat, d'autant que les autres manuels de voyage que l'on a pris soin d'emporter ne sont guère plus tendres à l'égard de la Cité des Bourgeois. Le fameux *Let's go* pour la France, rédigé par les étudiants de Harvard, n'affirme-t-il pas ainsi, dans son édition 1991, en une phrase particulièrement sadique, que « d'aller à Calais est en général une expérience sans relief » (« an unremarkable experience ») et ne prétend-il même pas que la lecture de la brochure dérivée par l'Office du tourisme sur « Calais et son histoire » est « plus intéressante que la ville elle-même » ?

Quant au *Rough guide* anglais, il donne de ce qui attend le voyageur à Calais une description déprimante, apte à faire rebrousser chemin au curieux le plus endurci : « Une fois que l'on a épuisé les possibilités de shopping de la place d'Armes et de la rue Royale adjacente, avec toutes les marchandises proposées, des habits au chocolat en passant par le cuir et les poupées-souvenirs, les charmes de Calais-Nord ne semblent plus tenir qu'à un fil » (« Calais-Nord's charms wear thin »), écrit ainsi le rédacteur anonyme, parachevant, une page plus loin, cet assassinat en règle par cette note laconique : « Calais-Sud n'est guère plus intéressant » (« Calais-Sud is scarcely more significant »).

Pour se donner courage, l'on se dit, après tout, que c'est souvent dans les destinations désertées qu'on est le mieux reçu ; et l'on se prend à se remémorer les meil-

leurs moments passés dans des villes, elles aussi boudées par les guides, parce que trop industrielles ou moribondes, comme Liverpool ou encore Cleveland, sur les grands lacs, avec son extraordinaire forêt métallique formée par les portiques des canaux.

Le premier contact avec Calais, au sortir de la gare, n'est, il est vrai, pas des plus enchanteurs. En face, plantés sur un terrain vague surplombant deux voies ferrées, une série de petits cubes de béton flanqués par une statue de la Liberté en plâtre bleu : un motel à l'américaine, avec les prix affichés au néon. A droite, émergeant d'un parc, un beffroi de style flamand, manifestement reconstitué à la fin du dix-neuvième siècle ou au début du vingtième par un émule kitsch de Viollet-le-Duc. A gauche enfin, au-delà d'un pont, un labyrinthe de rues apparemment toutes semblables. Mais où est donc la ville ? Y en a-t-il même une ?

Si l'on ajoute à cela un ciel bas plombé et une pluie fine qui semble tout imprégner d'une buée vert-de-gris identique à celle qui envahit le monument de Rodin aux Bourgeois de Calais, on comprendra que l'appréhension ait du mal à se dissiper.

Comme, pendant les trois heures et demie que dure le voyage - autant qu'au siècle dernier, - on a eu tout loisir pour étudier les cartes, on sait que la vieille ville, Calais-Nord, se trouve à gauche. Voici donc, passé le pont George-V, cette fameuse rue Royale, que, pendant quatorze ans, de 1816 à 1830, le grand Brummel, prince des dandys, exilé pour dettes sur le continent, arpente journellement, se rendant au crépuscule au bout de l'immense jetée du port, afin d'apercevoir les côtes de cette ingrate Angleterre, qui, après l'avoir été à l'égal du royaume, ne lui avait plus laissé pour royaume que la modeste cité de Calais et son imagination. Catastrophe ! De cette époque où le port français du Channel était le havre de tous les grands déçus d'Albion, tels Oscar Wilde, qui y séjourna un moment après son procès, ou encore la légendaire Emma Lyon, Lady Hamilton, l'ex-maîtresse de Nelson, qui, après avoir régné sur les salons de Naples, vint s'éteindre ici en 1915 dans la misère et l'oubli les plus complets, il ne reste plus rien - pas même une plaque commémorative !

Intile, aussi, de rechercher le fameux « Dessin », chez M^{me} et M. Dessin, l'un des hôtels les plus réputés d'Europe au dix-neuvième siècle, avec son restaurant, son parc et son théâtre, où l'on s'enorgueillissait d'avoir reçu tous les grands de ce temps, le roi du Danemark, George IV d'Angleterre, Louis XVIII et, bien sûr, Brummel. Calais, ville stratégique

par excellence, qui fut même pendant deux siècles anglaise, a été entièrement détruite pendant la seconde guerre mondiale, noyée sous des bombardements alliés qui n'avaient apparemment aucune des vertus « chirurgicales » qu'on leur accorde aujourd'hui.

Seuls témoins de sa grandeur passée, ne restent plus de l'ancienne cité marchande, comme à Berlin, que quelques moignons de bâtiments, posés çà et là au milieu de constructions similaires à celles que l'on peut voir à Dieppe ou au Havre - du temporaire devenu définitif, en briques et sur pilotis, avec des portiques et de brusques décrochements par où s'engouffrent en permanence un vent violent. Bref, à part une église Notre-Dame en ruine, que

cial bargain », « Day offer », ni les effluves de crêpes et de pralines.

Ces envahisseurs assermentés, qui procèdent à une sorte de pillage silencieux et en règle de la ville, ce sont bien sûr les « day-trippers », les Anglais débarqués le matin même du ferry et qui repartiront le soir avec leurs achats. Premier port français de voyageurs, Calais en voit passer, dans les deux sens, plus de dix millions par an, soit plus de trente mille par jour ! Certes, parmi tous ces voyageurs, tous ne s'arrêtent pas. Pour la plupart, Calais n'est qu'un nom, une simple vanne de transit entre deux voies de communication. Mais certains s'arrêtent de haute saison, la ville voit néanmoins, entre le lever et le coucher du soleil, sa

marios, qui recherchent des coquillages entre les rochers, et ses couples du troisième âge marchant amoureuxment le long de la plage.

Fera-t-on, si l'on est passionné par la seconde guerre mondiale, le tour de ces seuls monuments - et pour cause - que les bombardements aient épargnés : les blockhaus construits par la fameuse Organisation Todt ; voir surtout, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Calais, celui d'Eperlecques, le plus grand jamais construit, d'où devaient être lancés les V2 sur Londres, et à l'édification duquel, comme un monument pharaonique, plus de trente-cinq mille prisonniers de guerre participèrent ?

Enfin, les curieux on les humo-ristes pourront se mettre sur la trace de tous ces cinglés qui tentent, d'ici, de traverser la Manche par les moyens les plus insensés. Car, depuis toujours, les 38 kilomètres qui séparent Calais de Douvres ont excité les imaginations les plus folles. Un petit musée, en haut du cap Blanc-Nez, en présente ainsi ironiquement le recensement : on a traversé la Manche à la nage, bien sûr, mais aussi en canoë, en kayak, dans un tonneau de whisky, sur un tronc d'arbre, en drakkar, sur un sommier, dans un lit à baldaquin, à cerf-volant, dans une baignoire, sur un tracteur (!) et même à cheval (!). Ne manquent, pour être complet, que la cabine téléphonique rouge anglaise et le bidet français !

Et, bien sûr, il y aura bientôt le fameux tunnel. D'un panorama situé sur l'autre versant des collines qui dominent le cap Blanc-Nez, on peut d'ailleurs surveiller l'avancement des travaux. Ce sera pour le 15 juin 1993, à 10 heures sonnant. Les Calaisiens, qui en ont vu tellement, à qui l'on a parlé successivement, depuis plus d'un siècle, de pont relié à des îles artificielles ou suspendu à des ballons, de pipe-line flottant sur la mer ou accroché aux fonds marins, et qui se souviennent encore de l'arrêt des travaux de celui de 1975, ont longtemps plaisanté, incrédules, sur le tunnel. C'était leur monstre du Loch Ness à eux, apparaissant toujours au moment où il n'y a aucun témoin.

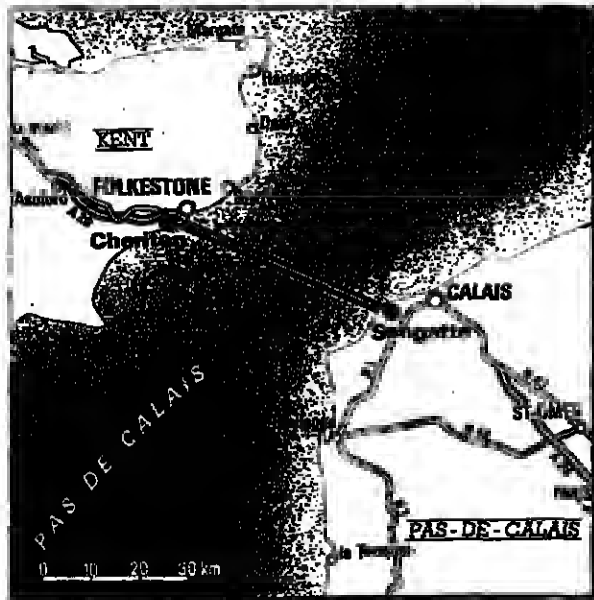
Mais, aujourd'hui, tous savent que, sauf extraordinaire - un attentat noyant les gaines déjà creusées, ou un bien improbable mouvement sismique désarticulant les boyaux déjà étayés, - le tunnel s'ouvrira bien le 15 juin 1993. On s'attendra-t-il alors de Calais ? Le port sera-t-il progressivement abandonné ? Et la ville, après avoir été la clé continentale pour l'Angleterre, disparaîtra-t-elle ? Les plus pessimistes rappellent, non sans masochisme, le seul apport du TGV à la région de Montcaumon-les-Mines : le parking de la gare de Montcaumon.

Les optimistes partent de montée du trafic et de mégapole technologique ; et certains rêvent même d'une « Silicon Valley » sous le ciel changeant du Nord. Bref, à un peu plus de deux ans de l'événement, tout le monde en parle, mais personne ne sait, en vérité, ce qui peut bien se passer...

Faute de pouvoir lire leur avenir, les Calaisiens semblent avoir sagement décidé de mettre la question entre parenthèses. Ils font comme si de rien n'était et, le soir, après que les derniers « day-trippers » ont repris leur dernier ferry, se retrouvent enfin entre eux. Plus de ces bordes en jeans et blousons de toile sacrifiant au dieu barbare de la consommation. Calais reprend possession d'elle-même. Avec la nuit, les néons donnent même à l'endroit de curieuses tonalités d'ailleurs : au bout de la ville haute, on pourrait presque se croire en quelque Etat du nord des Etats-Unis, à Providence, ou bien encore sur le boulevard du front de mer en l'une de ces plages improbables du nord de l'Angleterre, telle Blackpool. Et, surprise ! En dépit des dires des guides anglo-saxons, on y mange très bien. Il suffit, comme partout, de savoir choisir. Alors, Calais redevient ce qu'elle est au fond : une cité de ce Nord imprévu, chaleureuse et pleine de recoins et de bizarreries.

Pour un peu, on se réconcilierait même avec l'atmosphère de fièvre acheteuse de l'après-midi, se prenant à regarder, dans les magasins, les alcools et ces dentelles dont Calais fut longtemps la capitale. Bref, sur le coup de minuit, tout bascule, et l'on se prend à aimer cette ville pourtant un peu rêche et désordonnée. Calais est bien l'un des meilleurs endroits en France pour s'offrir à cet art de la transmutation du rien en tout par le rêve qu'on appelle le voyage.

De notre envoyé spécial
Patrice Bollon



seuls visitent encore ceux qui savent que le capitaine de Gaulle s'y maria en 1921 avec une M^{me} Yvonne Vendroux, de Calais, le voyage ne saurait ici être historique.

Des voyageurs, pourtant, on en rencontre beaucoup à Calais. Ce sont même eux que l'on remarque en premier. Inévitables, les bras chargés de sacs en plastique tout ballonnés ou bien traînant derrière eux de lourds Caddies remplis jusqu'à ras bord de packs de bière et de bouteilles de vins rouges ou pétillants, ils sont partout, agglutinés devant les vitrines du boulevard Jacquard ou bien arpentant les rayons « liquereux » des grandes surfaces, une calculatrice à la main afin de comparer les prix - faisant baigner la ville entière dans une ambiance presque surréaliste de braderie commerciale non-stop, à laquelle rien ne manque, ni les appels grossiers à l'achat (« Spe-

population augmenter du quart, voire du tiers de son volume !

Que faire, dans cette Trieste du pauvre, quand on n'a soi-même rien à acheter ? Et pourquoi ne pas prendre le premier bus longeant cette côte d'Opale tant vantée ? Passer le long de Blériot-Plage, autrefois appelée « les Baraques », en raison des petites maisons sur pilotis accrochées à même les dones le long de la mer ? Puis monter sur les hauteurs du cap Blanc-Nez, d'où Hubert Latham et Louis Blériot, répondant au pari d'un journal anglais, s'élançèrent pour tenter de conquérir la Manche ? Enfin, redescendre vers le joli village d'Escalles, avec sa faille dans la craie ouvrant sur l'immense plage de sable fin de la baie de Wisant ? Ici, face à un vent à tout coucher par terre, c'est le charme un peu mélancolique des plages froides du Nord que l'on savoure, avec ses vieux enfants habillés en

Islande

Partez à la rencontre de...

Erick le Rouge

Safaris découverte, randonnées équestres, trekking... montagnes, fjords et geyser... les splendeurs de l'Islande vous tendent les bras...

Voyages AGREPA
42 rue E. Marcol 75002 Paris
Tél : 45 08 81 50
Agent Général Smyth Line
Info initial : 3615 CODE
OTISLAND

HAUT DOUBS (90 m alt.) 3 b de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. *Vallée de l'Arlanc* accueillent
les amoureux de la nature. L'ancienne
ferme XVII^e, confort., rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saine et
équilibrée cabre 2 ou 3 avec veld., W.C.
Activités avec moniteur : pancacs,
tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation
à l'échecs, peinture d'arbres, herbiers,
botanique, du pain.
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F
semaine par enfant + option V.T.T.
Tél. (06) 81-38-12-51.
Le Crêt d'Agnieu - La Longeville
25650 MONTBENOÎT.

**De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles**

TABLE

Les bourrides

JEAN-BAPTISTE GERMAIN, poète provençal du dix-huitième siècle, célébrant « la Bourride des Dieux », expliquait que les dieux, lassés de l'Olympe, descendaient à Marseille se délecter de ce plat. Et J.-N. Escudier, dans sa *Cuisine provençale*, nous assure que, débarquant dans la cité il y a deux mille ans, les dieux Phocéens s'en délectaient déjà. Mais...

Sept villes se disputaient la naissance d'Homère. Six au moins revendiquent le cassoulet et il y a deux bourrides. Si celle de Marseille se prépare avec maigre, boudin, merlan brillant, loup bien sûr, et d'autres poissons blancs encore, celle de Sète se veut uniquement de boudin, plus communément appelée l'otie sur les marchés. Sans doute la lutte de mer n'a rien de comparable avec le turbot (avec lequel les maîtres préparent une bourride qu'ils croient plus élégante), mais je partage

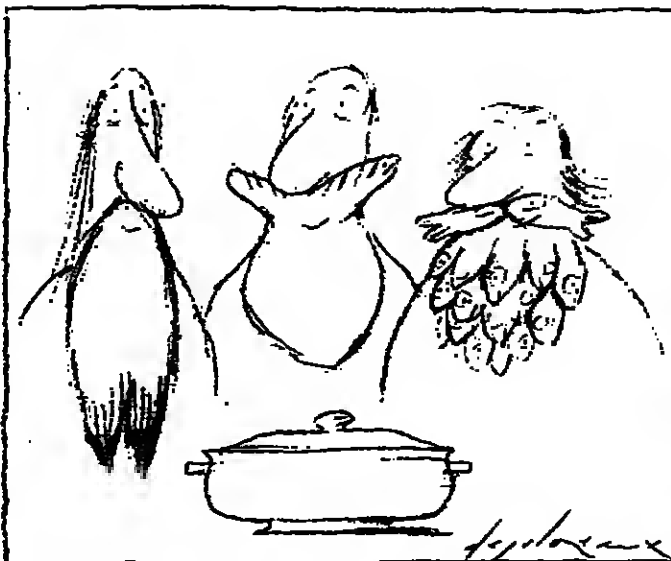
l'avis des Sétis gourmets et de Roby lorsqu'il déclare : « *Peu recherchée, elle mérite des éloges de la part des gastronomes* ».

Mais, quel(s) poisson(s) le (ou les) poisson(s), le principe reste le même. Il faut d'abord préparer un aïoli très épais (avec un jaune d'œuf par convive). Le poisson, on le cuira en marmite (ou en casserole) où seront rapidement revenus à l'huile (évidemment d'olive, et bien sûr de première pression à froid) un ou deux oignons émincés et... Là, les œufs sont partagés, certains vous parleront d'une pomme d'amour (tomate), d'autres d'un brin d'écorce d'orange... Puis ajouter un bouquet bien garni (persil, fenouil, thym, laurier) et quelques gousses d'ail, le poisson coupé en tranches assez épaisses, poivre, sel, piment, au goût. On couvre d'eau tiède et on porte à ébullition. Attention ! L'on fait toujours trop cuire le poisson ! A cuisson juste,

retirer ces tranches, les égoutter, les disposer sur un plat chaud et les imbiber très légèrement de la cuisson (quelques cuillères, et qu'il n'en reste point au fond du plat !).

Le reste du bouillon doit servir à délayer l'aïoli, de façon à obtenir une crème onctueuse (pour cela mélanger à la cuiller de bois à température moyenne, sur feu doux).

Vous avez disposé dans un légumier des tranches de pain de campagne épaisses de 1 centimètre. Verser la sauce par-dessus (M. René Jouveau précise que ce mélange doit avoir l'aspect d'une soupe au lait). Servir en même temps mais à part le poisson accompagné d'une saucière d'aïoli. C'est délicieux car, ainsi que disait Daudet : « *Le goût y est formé de deux fines, l'une poissonneuse, l'autre alliacée, qui se superposent puis se séparent, entre le palais et la langue, dans un complexe harmonieux* ».



Deux bonnes bourrides parisiennes. Chez Pierre Vedel. Je lis dans le Guide Lebay : « *A chaque fois que je sors de chez Pierre Vedel, je n'ai qu'une idée en tête : quand vais-je y retourner ?* » C'était bien l'avis de Brassens et de Pierre-Jean Vaillard, comme lui

Sétis au carré. C'est l'avis de ses nombreux amis-clients, sûrs de trouver ici une cuisine maitonnée dans la bourride à l'aïoli façon Sète est le fleuron. Dans sa gentille petite maison du 15^e, le cher Pierre « cultive » le classicisme régional avec cette bourride de boudin

incomparable (peut-être même n'en n'ont-ils pas une comme ça à Sète en dehors de celle de La Russe, quai du Général Durand, tél. : 67-74-38-46).

Mais, à Paris, vous trouverez une autre excellente bourride (marseillaise ?) au *Petit Navire*, spécialité de cette maison de poissons modeste, un peu provinciale, accueillante (le charme de la patronne est égal aux qualités du chef-patron Jean-Claude Cousty). Deux occasions de vous initier à cette nourriture des dieux, selon le flibrier Jean-Baptiste Germain !

La Reynière

► Pierre Vedel, 19, rue Duranton (15^e), tél. : 45-58-48-17. Fermé samedi et dimanche. Parking : 98, rue de la Convention. Carte bleue.

► Le Petit Navire, 14, rue des Fossés-Saint-Bernard (5^e), tél. : 43-54-22-52. Fermé dimanche et lundi. Carte bleue, Diner'n Club.

VIN

Rituel dégustatoire

MARIE-REINE DE JAHAM est une Martinguaise blanche établie en métropole, auteur d'un superbe roman sur son île (*La Grande Béka*, Laffont, 1989). Jacques Bordelais est communicateur dans la région d'otie il porte le oom. Leur commune religieuse pour le vin de qualité les a réunis. Tous deux, éclatants de santé, entendent démontrer pas seulement sur leur bonne mine - que le vin est un aliment salutaire et que, choisis judicieusement, il bénéficie aussi bien au corps qu'à l'esprit.

En somme, nos deux oomphiles reviennent au vieux principe de Pasteur célébrant « le vin, boisson hygiénique ». Mais ils ne se contentent pas d'être péremptores. Ils démontrent - détails concrets à l'appui - avec la bénédiction du professeur Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût (« Le Monde s'assoie » du 17 novembre 1990), et sans l'invocation de notre confrère Jean-Paul Kauffmann, béni ! moins cooou comme canotier distingué que comme ex-otage au Liban, qu'il faut se débarrasser de toute méfiance à l'égard de la boisson de Bacchos.

Et commencent un tour des vins de France et du reste du monde où on apprend partout comment acheter - y compris des crus cotés - aux moindres frais. On y découvre, outre mille autres indications précieuses, que le Portugal est actuellement le seul pays du

monde où un vin courant, sans indication d'origine, « peut donner le meilleur des crus » : que le jadis célèbre cotari de Roumanie, débarrassé de la médiocrité communautaire, va pouvoir réapparaître sur les tables raffinées ; quels sont les cépages français susceptibles d'être alliés avec tel ou tel fromage de l'Hexagone ; comment cuisiner un saumon ; Chénou, saucisson champagne. Il ne manque que la référence au rouge de Tlaojin (Chio-rouge), enfant ébrié de l'œnologie Paul Chapelle...

De la chimie à l'histoire, des bonnes adresses aux bonnes anecdotes, du « régime minceur au vin » jusqu'au rituel dégustatoire, on peut trouver réponse à bien des questions des deux petites somes vinicoles y compris le nombre d'alcooliques chevronnés en France (deux millions), ces pires ennemis du vin, selon les critères de Bordelais et Jahan.

Ainsi que le dit Jean-Paul Kauffmann : « *Le vin est l'expression d'une société hautement civilisée, il obéit à un code, à une hiérarchie. Mais cette confrérie est ouverte à tous* ».

Ladite confrérie a désormais à sa disposition une petite encyclopédie à la portée de toutes les bourses.

J.-P. P.-H.

► Marie-Reine de Jahan et Jacques Bordelais. *Vin mon ami*, Laffont, 200 p., 100 F., avant-propos de Jacques Puisais.

SEMAINE GOURMANDE

L'Oie blanche

Comment dit-on bistrot en basque ? Cela convient à la cuisine de cette auberge provinciale, aux murs de crépis, aux poutres apparentes, aux tables et chaises de bois (mais avec capotes rouges, comme les serviettes sous les « sets » verts, couleurs du pays). Ce qui explique le sous-titre « Au rendez-vous du rugby », les décorations de la salle (cravates de rugby, maillots et photos mêlées, avec, pendant au plafond, des jambons et des guirlandes d'ail).

Il n'y a point de carte, mais sur une planchette en fumé d'ardoise les « idées de la semaine ». Après la sangria apéritive, vous aurez le choix entre le foie gras maison et les profiteroles au foie gras (avec un verre de jurançon), la cassoulette de gambas, l'andouillette au jurançon, l'omelette basque, au confit et aux cepes, le cassoulet évidemment. Et aussi les assiettes Amatz (grand-mère) et Aitatz (grand-père), à moins que ce soit le contraire - j'avais un peu abusé de la sangria, mais, en tout cas, cette assiette bien pleine de chorizo haché débordait de lardons, tomates, toast ou fromage chaud et gratiné de maïs entourant un œuf frit mille. Madiran et iroquois se partagent la carte des vins. L'addition évolue entre 150 F et 250 F. L'addition débordante de la cuisine à la salle, des habitués à l'accueil du patron Poul Linars.

► L'Oie blanche, 87, rue Blomet, (15^e). Tél. : 48-28-50-15. Fermé dimanche. Parking : Mairie du 15^e. C.B. Chiens acceptés.

La Gourmandise

Nouveau décor plus « aisé » certes, mais toujours bien bon solide cuisine signée d'Alain Denoual, assisté de sa charmante épouse. Si le flan de foie gras est aux langoustines, le croustillant

de crabe à la sauce soja, l'agneau au miel et vinaigre de cidre, les filets de dorade à la vapeur s'escortent d'olives noires, le magret d'un gratin de pommes de terre, et sa timbale de lapin est aux épinards. C'est n'est pas lui qui écombrerait ses assiettes des ineffables petits légumes mal cuisinés ! Très belle tarte sablée aux pommes. Mériteraient vraiment plus que ses deux fourchettes Michelin ! Menu à 180 F. Menus à 250 F et 330 F et carte, compter 400 F/500 F. Carte en anglais, allemand et japonais.

► La Gourmandise, 271, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-94-41. Fermé samedi midi, dimanche et lundi soir. A.E. - C.B. Chiens acceptés. Parking gratuit, 21, rue de Toul.

Amphycylès

Deux étoiles du premier coup, cela valait la peine de remplacer par un « y » l'« i » plus modeste du cuisinier-philosophe de l'Antiquité, n'est-ce pas Philippe Groult ? En tout cas, ce jeune disciple de Rabouéno semble bien installé dans cette salle pastellisée, élégante et calme comme sa cuisine. Originalité d'une gelée de pied de veau au fumet de truffes de la soupe de crevettes au bouillon de champignons, du boudin noir escorté de macarons au foie gras, et simplicité gourmande de la jone de bœuf braisée aux carottes confites, des filets de ravigote aux herbes, d'un rognon de veau (cuit et servi entier, chose rare !) à l'étouffée. Avant de merveilleux fromages venus en vois de chez Allouche et un choix exceptionnel de desserts (la carte flue au citron vert, crème glacée au coco est inoubliable).

Des amuse-gueules ou mignardises, le service est de qualité (soutiré de la patronne aidant) et la carte des vins intéressante pour on début. Trois pains « maison »... L'ubiquité une cassette de

Challans à l'orange et à la coriandre, qui prend place parmi les meilleures de ma connaissance ! Naturellement, il faut compter 500 F/600 F par convive, mais on ontera un menu à 380 F et surtout, aux dîners, un menu à 220 F, exco de deux plats, fromage et desserts du chariot.

► Amphycylès, 78, avenue des Ternes, 75017 Paris. Tél. : 40-68-01-01. Fermé samedi midi et dimanche. Parking gratuit, 27, rue Brunel. C.B. Chiens acceptés.

Scarlet

Un ex-bar repris par un ami des vins (Patrick Ameloe, du *Verre-Bouteille* de l'avenue des Ternes) et vint aux poissons et plus encore au boudin. C'est dire (ces derniers d'arrivage quotidien et d'extrême fraîcheur) que ce ne pouvait être un petit-prix. Mais, tant au rez-de-chaussée (qui a gardé son bar et ses hauts tabourets) qu'au premier étage, en ce décor de bois clair, le déjeuner « autour d'un plat » propose quatre ou cinq variations sur ledit boudin (un demi par convive) pour 155 F cotée comprise, ce qui, avec le dessert et le vin (en carafe et bientôt au verre), conduit à des additions de 250 F.

Le saumon fumé « maison » est marié et proposé avec des pommes de terre tièdes, les rillettes sont de saumon et de had-dock, la dorade en sa érolite de ael. Le chef, Bruno Rebillard, a « appris » le poisson avec le célèbre Loulou de Cagnes-sur-Mer, c'est tout dire, et le directeur, Camille Lalos, est de qualité. Le service féminin souriant. Ce « Sea Food Club » (sous-titre un peu accrocheur) doit vite faire sa percée.

► Scarlet, 5, rue Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Tél. : 47-63-39-99. Fermé samedi et dimanche. Voiturier. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

MIETTES

Un dîner Mozart. - Il aura lieu le 19 avril prochain aux Chants du piano (10, rue Lambert, tél. 42-62-02-14), où Mielbe Derbanc, auteur d'un quatuor à cordes inspiré, proposera ce menu : coquilles de moules au paprika, filets de sole soufflés aux écrevisses, agneau à la mariole garniture Mozart, Linzertorte, Apfelstrudel, Salzburgermucklerl et glace vanille (380 francs).

L'escargot Montorgueil. - La vieille maison du 38, rue Montorgueil (tél. 42-36-83-51), annonce les « soursers de l'escargot ». Koukette Terrail inaugure ce effet, avec son chef Thierry Gay (sans le l'cloué) des soursers : six escargots, un plat, un dessert (210 francs), un entrée d'escargots et un plat de minuit (150 francs).

Cartographie vineuse. - Benoît France publie, en accord avec l'INAO, des cartes touristiques des régions viti-vinicoles : Champagne, Jura, Armagnac, etc., avec commentaires sur les cépages, les appellations, etc. Indispensables au touriste gourmand. (Benoît France, cartographie viticole, 115, rue Monge (5^e) - Tél. : 47-07-05-08.

Jacky From. - Bocuse d'or 1987 et disciple de Joël Robuchon, il perdait son temps au Lutétia. Le voici prenant en charge les cuisines du Grand Hôtel de la place de l'Opéra. Une bonne nouvelle !

Ridicule 1 - Le comble, ce mois-ci, n'est-il pas ce menu de la Saint-Valeutin que me communique une lectrice du *Cannet* ? On y relève : Mélange d'herbes d'amour. Quenelles en duo d'amour. Chartreuse de légumes aux yeux doux. Cœur croustillant de feuilleté et sa butinée de papillon.

HOTEL DU RHONE GENÈVE
La meilleure adresse pour vos affaires, au centre de Genève
Tél. 44-23 731 98 31
Fax 44-23 731 531

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions
Chaque samedi - date d'impression

Le Sylbante
Saint-Germain-des-Prés
Maison du XVI^e siècle
Cuisine traditionnelle
SOIRÉE JAZZ en fin de semaine
6, rue du Sabot (6^e)
42-22-21-56

LE SOUFFLÉ
Menu à 130 F
et son soufflé.
35, rue de Valenciennes
(près du Parc Montsouris)
Réservation : 42.98.27.18
Ouvert de 12h à 11h

ALLIGATORS
BAR AMÉRICAIN
Restaurant : cuisine italienne.
Dîner avec orchestre de jazz
de 21 h à 2 h du matin.
Réservation : 42.94.11.27
22, av. du Maine (13^e)

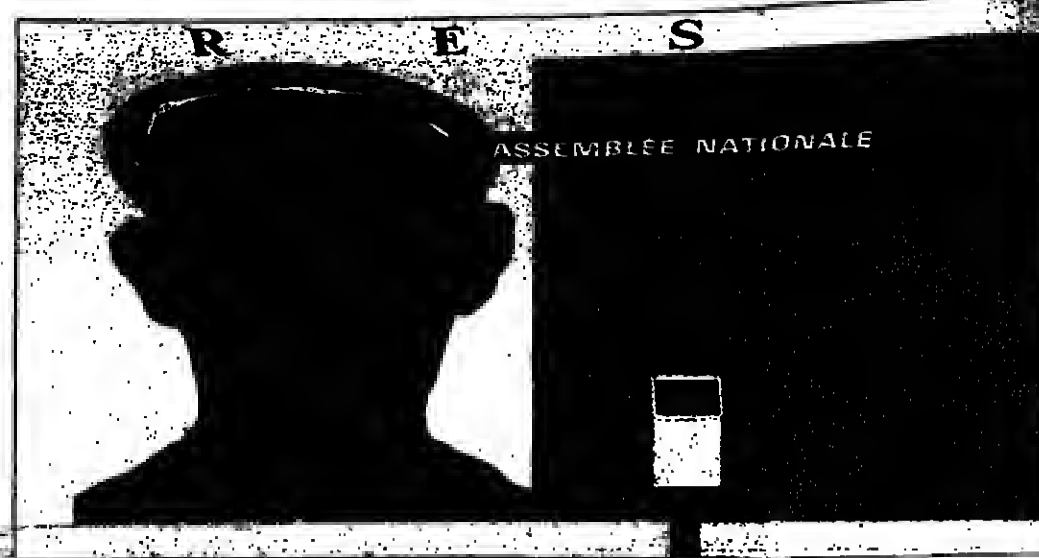
Randonnées EXPÉDITIONS
VOYAGES...
VERS LES GRANDS ESPACES
SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...
NOMADE
Doc. gratuite : 55 av. des Ternes 75017 Paris 42.42.45.45

LES CONTES POPULAIRES DE L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonnette & Larose

GASTRONOMIE

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.
Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vente de huîtres et de langoustes.
10, place du Châtelet Paris 4^e
Réservation : (01) 40 74 54 70 - Fax : (01) 42 80 62 10
CHEZ HANSI
L'Atelier de Hansi d'œuvres au dîner unique.
3, place du 10-Juin-1940 Paris 6^e
Angle Montparnasse Rue de Rennes
Réservation : (01) 45 40 96 42 - Fax : (01) 45 44 55 10

Le métro entre en politique



AUTANT le dire d'emblée, c'est une réussite, une belle réussite : la station de métro Assemblée-Nationale, livrée au peintre Jean-Charles Blais, ne ressemble à aucune autre, et surtout pas à une station de métro confiée à un artiste. Elle est unique, intrigante, convaincante. Elle soutient son titre et honore ses commanditaires. Elle le fait avec des moyens techniques simples, modestes, du papier, des affiches. Sur une séquence de couleurs vives, du rouge, du bleu, du jaune, du blanc ou du vert, se découpent en ombres chinoises de grandes figures noires, opaques, vivantes pourtant, à l'écoute : les têtes n'ont pas de visage, elles évoquent les représentants du peuple, la gauche, la droite et le centre, vous et moi, les sages et les simples.

L'image est claire, forte, le message aussi laconique que limpide : « Partout où ses membres sont rassemblés, là est l'Assemblée nationale ». La phrase court tout au long, en exergue. On peut ne pas la lire ; le libérateur du citoyen-voyageur est respecté, il peut feindre d'ignorer le décor. Mais quand la rame entre en gare, même un oeil fatigué devine qu'il se passe quelque chose, discerne un changement d'échelle, ressent comme un volume plus vaste, plus libre.

Mise en couleurs, mise en espace et radicalement transformée, Assemblée-Nationale, sur la ligne Porte-de-la-Chapelle-Mairie-d'Issy, demeure pourtant ce qu'elle n'a cessé d'être, une station de métro. Les éléments utilitaires du décor, panneaux d'affichage, carreaux à papier, sièges de série d'un jaune franc, prennent la pose avec beaucoup de naturel et jouent leur rôle en surimpression, comme un collage pop art. Nulle lassitude ne saisira l'habitude de la ligne : le décor change tous les mois. Pour dix ans.

L'idée du papier est venue très tôt, raconte Jean-Charles Blais. Très vite aussi, l'idée de la mobilité et du renouvellement. Et les couleurs, elles ressemblent aux grands à-plais rouges, bleus, que les affichistes callent quand l'emplacement n'est pas loué. Quand je prends le métro, la chose qui m'amuse le plus, personnellement, c'est de voir les affiches qui ont changé, entre deux voyages, entre deux séjours à Paris. Une façon comme une autre de mesurer le temps qui passe.

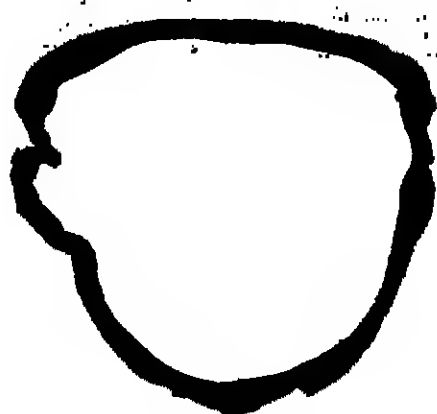
Affiches, enseignes, signes, écritures, le graphisme de la ville joue un grand rôle dans le travail de ce jeune homme pâle qui parle net. Né à Nantes en 1956 (il y a vécu une semaine seulement mais une de ses grand-mères habitait la Cité radieuse de Le Corbusier à Rezé), après des études à l'école d'art de Rennes qui ne lui ont « rien apporté, sinon l'occasion de rencontrer quelques-uns de ses semblables », il est devenu l'un des peintres cotés de sa génération. Premier artiste exposé en

1987 dans la galerie temporaire du Musée d'art moderne au Centre Pompidou, il s'est fait connaître, depuis dix ans, dans les galeries, en Allemagne, à New-York et à Paris chez Yvon Lambert, en peignant de grandes figures libres, fragments de silhouettes, hommes, arbres, ciels, sur le dos d'affiches arrachées aux murs de la ville, là où l'abandon la guette, immeubles à démolir, boutiques condamnées, là où l'information, la publicité, les annonces s'accroissent sans que nul y prenne vraiment garde. « Je travaillais sur des matériaux de récupération, des cartons d'emballage, des toiles d'ameublement vieilles, des panneaux de bois. J'étais devenu une exposition de groupe à moi tout seul. En privilégiant les affiches, qui avaient toutes les qualités des autres matériaux, tout le vocabulaire écarté s'est réuni, j'ai repris le fil perdu. »

« Ma peinture est sans intention », avait répondu l'artiste à une interview en 1984. Sans intention, peut-être, mais pas sans effet. De ces corps plongés, qui chutent et se perdent sous la surface, de ces pieds qui arpentent, nus, les routes de la vie, de ces hommes saisis près d'un ruisseau, timide printemps, tandis que fume au loin la cheminée d'usine qui rend leur pas plus lourd, émane une inquiétude lancinante, une sorte de désespoir tendre, sans phrases.

Hératiques et attentives, praches et lointaines, les têtes du métro Assemblée-Nationale, regardées à l'aune de l'œuvre spontanée, font figure de « héros positifs ». Elles étaient « dans l'actualité de mon travail du moment », explique Blais, qui raconte avoir été « très peu emballé, méfiant, pour tout dire », devant ce concours sur invitation, lui qui n'avait jamais auparavant pratiqué la commande publique, ni le grand décor monumental. « D'autant que la chose était formulée d'une

Il s'agissait de choisir « un projet visant à célébrer l'Assemblée nationale comme palais de la démocratie et à souligner la portée universelle ainsi que la modernité des grandes lois fondatrices de la tradition républicaine ». Rencontre avec le peintre Jean-Charles Blais, auteur de la mise en images de la station Assemblée-Nationale.



façon encore très académique », ajoute-t-il. Style Journal officiel en effet : « Un projet visant à célébrer l'Assemblée nationale comme palais de la démocratie et à souligner la portée universelle ainsi que la modernité des grandes lois fondatrices de la tradition républicaine. » Fin de citation.

« Le monde politique va à la rencontre du monde tout court, le métro est l'endroit pour cela », dit de manière plus directe et mais salennelle Moaique Veautte, qui, au cabinet de Laurent Fabius, coordonne la politique culturelle, que le président

de l'Assemblée nationale propose et fait approuver par le bureau (viage-deux membres représentant toutes les composantes parlementaires). Lancée il y a deux ans, elle est à l'origine de plusieurs initiatives : exposition itinérante sur l'histoire de l'institution et le travail des députés (actuellement à Paris) ; commande, sur concours, d'un maquette à l'Assemblée nationale de Walter de Maria, monument installé en décembre dernier dans la cour du Palais-Bourbon ; achat d'œuvres d'art contemporain qui amèneront les murs des salles des commissions. « On se

sauvient que les plafonds de la bibliothèque ont été peints par Delacroix, mais la dernière commande publique remonte à 1902 », rappelle Moaique Veautte. L'affaire du métro est dans cette ligne. Première étape, rebaptiser la station qui, entre Caacorde et Solferino, dessert l'institution, et mettre fin à un hiatus qui aura duré quarante-trois ans : en 1946 en effet, les députés avaient repris l'appellation révolutionnaire d'Assemblée-Nationale ; la RATP, elle, gardait Chambre-des-Députés. En juin 1989, à l'occasion du Bicentenaire, l'Histoire et le métropolitain réajustent leur vocabulaire. En octobre, on lance un concours, et les frais d'aménagement (3,5 millions de francs tout compris) seront partagés entre les deux maîtres d'ouvrage, les deux « mécènes ».

Sont conviés Gilles Aillaud et Bernard Michel, Hervé Di Rosa, Jean Le Gac, Mara Goldberg, Akt Kuroda, Thomas Locher, Nathalie d'Ornano. De l'abstrait au figuratif en passant par la BD. Au jury, outre les officiels directement concernés, siègent le peintre Henri Cucuo et l'architecte Jean Nouvel, qui dira aux fonctionnaires inquiets d'avoir à affronter, sur le papier du projet lauréat, l'arrivée du tagage : « Moins vous pourrez coller de rustines, ce qu'ils feront d'ailleurs, comme on le fait couramment sur les affiches, quand l'occasion se présentera plus rarement qu'on ne le redoutait, après quatre mois d'installation, constate, soulagée, la RATP.

« Pour eux, une œuvre d'art réparée, ce n'était plus une œuvre d'art », s'empare Blais, qui garde un souvenir amusé mais un regard critique sur le parcours du combattant qu'a eu à subir le projet lauréat. « Officiellement, la RATP n'a pas d'avis esthétique. En fait, ils avaient gardé un deuxième projet, au cas où, et ils ont manqué une machine de guerre technico-financière qui était, je pense, une réponse pure et simple à un désagrément esthétique. Le fait qu'un artiste arrive et dise : voilà, je vous fais un truc en papier et on va changer tous les mois, ça les a déconcertés. L'art, ça ne peut être qu'en bronze ou en marbre. Pas en bouts de papier. »

C'est justement l'originalité du projet, sa force, d'utiliser les techniques propres au métro, de les détourner très simplement. « Je voulais à tout prix éviter les fresques, les carrelages vernissés, calés une fois pour toutes comme statue équestre. Je voulais bien réfléchir à ce projet à condition de ne pas m'écarter de ma recherche, de ne pas renoncer à mes fontaines, mes monies. Ainsi l'idée du papier, du renouvellement, est-elle arrivée très tôt. Je ne voulais pas faire une station-musée, Louvre ou Varenne, mais conserver les éléments de vocabulaire qui existent dans toutes les stations.

« Finalement, ces deux lignes de conduite se sont très bien rejointes : mes réticences à

l'égard du concours m'ont donné, en fait, une grande liberté d'esprit et je me suis laissé entraîner dans le projet. Je n'avais plus l'impression de réaliser une commande, tout s'est opéré de façon beaucoup plus gracieuse. Une ample orchestre, Laurence Bourgeois, m'a aidé à aborder la question de l'espace, de l'éclairage, les problèmes d'échelle. »

Les affiches, sur 3 mètres de haut, couvrent toute la longueur de la station et la phrase d'accroche court sur 45 mètres. « Pour la lumière, nous avons conservé les luminaires qui sont utilisés pendant le chantier, en redessinant les capots métalliques. »

C'est une entreprise ordinaire qui assure le renouvellement, tous les 15 jours, du décor, selon un plan établi sur dix années par l'auteur. Programmé, dessiné, planifié par l'artiste, qui a fait ses « cartons » jusqu'à l'an 2000. On range pendant la session budgétaire, du noir et blanc, beaucoup de blanc, en janvier dernier, pendant l'inter-session. On entre aujourd'hui dans une harmonie en bleu et blanc, et on sait déjà que juillet 1991 sera tricolore.

Mais comment sera juillet 1997 ou mars 1999 ? Surprise.

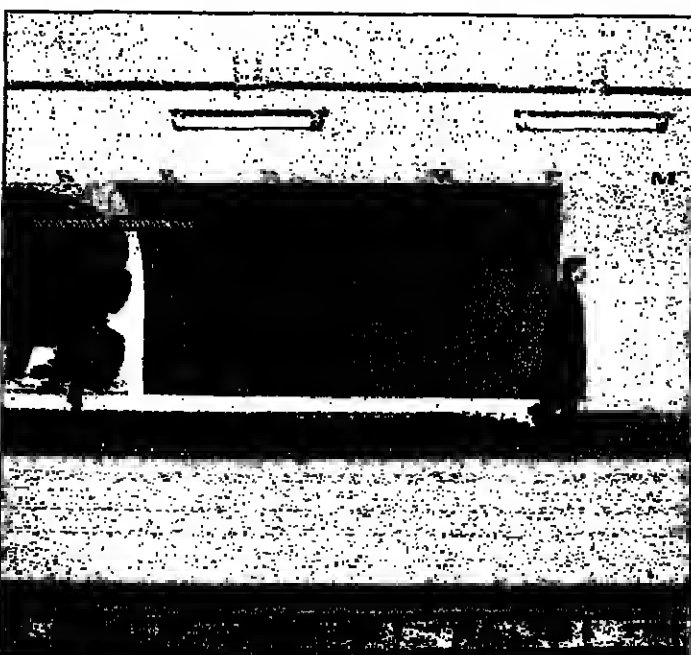
Six figures – « Je les voulais légèrement différentes, pour créer une hésitation » : – cinq couleurs – « J'ai pensé au modernisme, entre Calder et Le Corbusier, un esprit moderne qui regagnerait la rue et deviendrait praticable par tout un chacun » ; une combinaison des couleurs et des figures qui crée, sur dix années et sur douze mois par an, une mobilité de la perception, une attente du voyageur, un clin d'oeil qui intrigue mais ne dérange pas.

Par contraste, la station vaissée, Coacarde, elle aussi confiée à un artiste, semble surchargée de signes. Un grand texte, pratiquement indéchiffrable, sans ponctuation (elle est rassemblée en has de « page », sans séparation entre les mots, est imprimé sur les carreaux qui couvrent entièrement la paroi, laissant aux affiches publicitaires leur espace réglementaire. L'ensemble est confus, encombré, illisible en somme.

Tout le contraire de notre Assemblée nationale, où la plage de l'imagination est sauve, où le travail de l'artiste (parce, semblait-il, le respect de ses apprentis-confères, les taggers « Il y en a de bons, dit Blais, mais les mauvais bombent autant, sinon plus, que les bons »).

La page blanche peut aussi inciter le passant à s'exprimer. Slogans polémiques pendant la guerre du Golfe, gommés jour après jour, au lieu parfois, une phrase écrite à la main, d'une petite écriture. « Ce petit bonhomme dérivant sur l'immense page blanche une petite protestation, se souvient Jean-Charles Blais, ça faisait penser à un dessin de Sempé. »

Michèle Champenois



Sur 3 mètres de haut, les affiches de Jean-Charles Blais couvrent toute la station. Une phrase d'accroche court en long : « Partout où ses membres sont rassemblés, là est l'Assemblée nationale. » Figures et couleurs changeront chaque mois, durant dix ans : à partir du 15 mars, harmonie en bleu et blanc.

M. Mermaz à feu doux

Jusqu'ici épargné par les humeurs paysannes, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a eu droit jeudi 14 mars à son baptême du feu. L'hôtel de ville de Vienne (Isère), dont il est le maire, a été occupé par des agriculteurs en colère protestant contre la politique des quotas laitiers, avec la participation pacifique de quelques vaches. Au même moment, à Paris, le ministre, venu présenter son plan de cessation d'activité à la Fédération nationale des producteurs de lait, était accueilli par un concert de sifflets. Il est vrai que M. Mermaz avait provoqué son auditoire en déclarant d'emblée : « Je me garderai bien de vous faire quelque promesse que ce soit ».

Au moment où la Commission de Bruxelles, dans un souci d'économies budgétaires, propose une réduction de 2 % des quotas laitiers, la France poursuit un double objectif : permettre une sortie honorable aux 10 400 producteurs laitiers de tout soutien européen, poursuivre l'installation des jeunes tout en favorisant l'augmentation des quotas des autres producteurs, par une attribution souple et équitable des quantités « libérées ».

Le plan en sept points présenté aux professionnels prévoit ainsi que les producteurs renoncant à leur activité s'acquittent des primes du départ, dont le montant sera déduit sur tout le territoire et dont le financement pourrait notamment être assuré par une participation des producteurs bénéficiaires de la répartition des quotas, au plus des dotations des collectivités territoriales et d'une coaction interprofessionnelle. Elu de l'Isère, M. Mermaz a ajouté que son ministère suivait une attention particulière pour les producteurs de montagne, rappelle que la Commission se préoccupe, elle, du sort des producteurs de plaine.

Sept ans après l'instauration dans l'urgence de la politique des quotas laitiers, le marché a sans conteste été assaini, même si les prix sont de nouveau en baisse depuis six mois. A force de pénalités et de départs forcés, la production française de lait a été contenue. L'excédent touchant seulement la matière grasse. Il reste que le plan Mermaz risque le moyen terme d'accroître les disparités régionales, selon que les conseils auront ou non dérogé des fonds pour racheter les « quotas morts ». L'habileté du ministre a consisté dans cette affaire à proposer, pour l'essentiel, ce que la profession avait souhaité et formulé dès l'automne. L'annonce a eu pour effet de calmer le jeu. Mais le petit monde du lait continue de bouillonner à feu doux, en attendant la mise en œuvre du discours ministériel.

ERIC FOTTON

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	14 mars	Variation
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	28,23	- 0,22
Brent à Londres et Tonnemont	19,50	- 0,26

Les cours du pétrole brut se sont de nouveau inscrits en baisse dans la matinée du 15 mars : le marché enregistrant une correction technique après le raffermissement provoqué par l'accord de l'OPEP à Genève sur une faible réduction de l'offre au deuxième trimestre.

UPP) 00/220

BILLET

M. Mermaz
à feu doux

Jusqu'ici épargné par les humeurs paysannes, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a eu droit jeudi 14 mars à son baptême du feu. L'hôtel de ville de Vienne (Isère), dont il est le maire, a été occupé par des agriculteurs en colère protestant contre la politique des quotas laitiers, avec la participation pacifique de quelques vaches. Au même moment, à Paris, le ministre, venu présenter son plan de cessation d'activité à la Fédération nationale des producteurs de lait, était accueilli par un concert de sifflets. Il est vrai que M. Mermaz avait provoqué son auditoire en déclarant d'emblée : « Je me garderai bien de vous faire quelque promesse que ce soit ».

Au moment où la Commission de Bruxelles, dans un souci d'économies budgétaires, propose une réduction de 2 % des quotas laitiers, la France poursuit un double objectif : permettre une sortie honorable aux 10 400 producteurs exclus de tout soutien européen ; poursuivre l'installation des jeunes tout en favorisant l'augmentation des quotas des autres producteurs, par une attribution souple et équilibrée des quantités « libérées ».

Le plan en sept points présenté aux professionnels prévoit ainsi que les producteurs renonçant à leur activité recevront des primes de départ, dont le montant sera identique sur tout le territoire et dont le financement pourrait notamment être assuré par une participation des producteurs bénéficiaires de la redistribution des quotas (en plus des dotations des collectivités territoriales et d'une cotisation interprofessionnelle). Elu de l'Isère, M. Mermaz a ajouté que son ministère aurait une attention particulière pour les producteurs de montagne, rappelant que la Communauté se préoccupait, elle, du sort des producteurs de plaine...

Sept ans après l'instauration dans l'urgence de la politique des quotas laitiers, le marché a sans conteste été assaini, même si les prix sont de nouveau en baisse depuis six mois. A force de pénalités et de départs forcés, la production française de lait a été contenue, l'excédent touchant seulement la matière grasse. Il reste que le plan Mermaz risque à moyen terme d'accroître les disparités régionales, selon que les conseils auront ou non dérogé des fonds pour racheter les « quotas morts ». L'habileté du ministre a consisté dans cette affaire à proposer, pour l'essentiel, ce que la profession avait souhaité et formulé dès l'autonomie. L'annonce a eu pour effet de calmer le jeu. Mais le petit monde du lait continue de bouillonner à feu doux, en attendant la mise en œuvre du discours ministériel.

ERIC FOTTORINO

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	14 mars	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	20,23	-0,22
Brent à Londres	19,50	-0,20

Les cours du pétrole brut se sont de nouveau inscrits en baisse dans la matinée du 15 mars, le marché enregistrant une correction technique après le raffermissement provoqué par l'accord de l'OPEP à Genève sur une faible réduction de l'offre au deuxième trimestre.

Un entretien avec le ministre polonais
des privatisations

« Notre réussite est vitale pour l'avenir des réformes vers le marché »
nous déclare M. Janusz Lewandowski

Libéral convaincu, M. Janusz Lewandowski, jeune économiste de Gdansk, représente la nouvelle génération d'acteurs économiques qui organise le passage des pays d'Europe de l'Est à l'économie de marché. Depuis janvier dernier, il est « ministre de la transformation de la propriété », c'est-à-dire chargé du dossier des privatisations au gouvernement polonais, jusqu'ici le plus audacieux en matière de réformes économiques. De passage à Paris, il a répondu aux questions du Monde.

« Vous vous trouvez à Paris au moment où vos experts y négocient la réduction de la dette extérieure polonaise. On dit que vos créanciers occidentaux seraient prêts à vous consentir une réduction supérieure à 50 %. C'est-ce qu'est-ce que ça veut dire ? »

« C'est une question de la plus haute importance pour nous, et nous négocions réellement sur la base d'une réduction de 80 % du montant de la dette. C'est notre position. Elle tient compte de certains facteurs de l'environnement extérieur, comme les conséquences de la guerre du Golfe et l'effondrement du COMECON, qui font que la réduction de la dette nous est de plus en plus nécessaire. Nous savons aussi que nos créanciers occidentaux ne sont pas unanimes sur notre revendication ».

« À quel titre la Pologne aurait-elle droit à un traitement de faveur, par rapport aux autres pays qui, comme la Hongrie, ont fait de gros efforts pour rembourser une partie de leur dette ? »

« Cela pourrait constituer une sorte d'encouragement pour toute la région des pays post-communistes. Je sais que certains ont des sentiments mitigés à ce sujet, que les Hongrois ne se sentent pas très à l'aise à l'égard de la Pologne, mais cette réduction, nous la méritons ; nous aussi, nous avons payé, nous avons remboursé en intérêts davantage que le montant initial de la dette. Mais surtout, nous sommes engagés à poursuivre les réformes, nous sommes allés plus loin que nos voisins et nous sommes prêts à aller encore plus loin ».

Les pays du Club de Paris acceptent
de réduire de 50 % la dette de Varsovie

Les pays créanciers du Club de Paris sont prêts à réduire de 50 % la dette de la Pologne, selon un communiqué du ministère de l'Économie publié vendredi 15 mars, au lendemain d'une rencontre avec une délégation polonaise conduite par M. Janusz Sawicki, vice-ministre des finances. Ils se sont déclarés « prêts à conclure un accord de restructuration de dettes, immédiatement après l'approbation d'un accord de facilité élargie entre la Pologne et le Fonds monétaire international ». Conscients de la « situation exceptionnelle » de la Pologne, les pays créanciers, précise le communiqué, « se sont déclarés prêts à réduire de 50 % en

La réduction de la dette polonaise pourrait avoir valeur d'exemple, de même que le succès de la réforme polonaise pourrait encourager les autres : Klaus ne voudrait-il pas être meilleur que Balcerowicz ? Notre réussite est vitale pour l'avenir des réformes vers le marché ».

« J'ajouterais que nous sommes un grand pays, le plus grand de cette partie de l'Europe, et que nous ne considérons pas la dette comme notre fardeau, mais comme celui du pouvoir communiste ».

« Attendez-vous davantage de ressources de la réduction de la dette ou des privatisations ? »

« De la réduction de la dette. Plus on privatise rapidement, moins on gagne d'argent. Nous préparons des « debt equity swaps » (conversion de dettes en prise de participation dans l'économie). Nous étudions les exemples du Mexique, du Brésil et de l'Argentine ; nous envoyons des gens là-bas pour s'informer ».

L'argent
de la nomenklatura

« N'est-ce pas contradictoire d'offrir des entreprises à vendre au public à un moment où son niveau de vie est en baisse ? »

« Il y a, bien sûr, une contradiction évidente. Nous prévoyons d'ailleurs une création de monnaie artificielle, par l'intermédiaire de bons du Trésor, pour permettre l'accès du public à ces privatisations. Cela fait partie des promesses de la campagne électorale présidentielle... D'autre part, nous menons activement une grande offensive pour attirer le capital étranger, nous modifions notre législation et, prenons même des mesures audacieuses ».

« L'une au moins des cinq grandes entreprises nationales que vous venez de privatiser, Kocmo, est en train de faire faillite. Cela n'est-ce pas bon signe ? »

« C'est un avertissement important pour nous. Cela montre que nous devons contrôler les salaires dans le secteur public. Mais les quatre autres entreprises sont en assez bon état ».

« Avez-vous fait des erreurs, dans ces premières privatisations ? »

« Au début, nous avons peut-être

trop privilégié le système britannique, nous avons créé plus de cent mille actionnaires d'un coup. C'est un système trop sophistiqué. Il faut aussi envoyer un message très clair aux investisseurs institutionnels ; nous les avons invités trop tard. Notre opération était trop calquée sur le modèle occidental de publicité, pas assez adaptée aux Polonais. Enfin, nous ne disposions pas d'un système bancaire suffisamment développé. Nous devrions rechercher un actionnaire plus actif, un moyen dur, des investisseurs stratégiques. L'exemple français est intéressant. Il y a encore beaucoup à apprendre sur le système de privatisation ».

« La participation de l'ex-nomenklatura communiste dans le secteur privé vous gêne-t-elle ? »

« C'est un problème, et ce sera de plus en plus, car la chasse aux nomenklaturistes va être un slogan électoral (2). Mais il faut être pragmatique : la nomenklatura a beaucoup d'argent. Soit on repousse cet argent dans l'économie de l'ombre, soit on décide de profiter de cet argent et de l'utiliser dans des conditions transparentes. Mon attitude est pragmatique. Mais je dois aussi faire accepter cette attitude politiquement. Regardez les organisations du commerce extérieur : c'est une branche prometteuse de notre économie. Or ces organisations sont connues pour avoir des managers de l'ancienne nomenklatura. Ils ont de l'expérience, ils connaissent bien l'étranger, et c'est important ».

« Dites-vous cela aussi franchement à la presse polonaise ? »

« Je l'essaie ».

« Votre gouvernement et le président Walesa se heurtent actuellement à un certain tension sociale, vous allez entrer en période électorale. N'est-ce pas une nouvelle épreuve pour M. Balcerowicz ? »

« Sa popularité a baissé depuis l'autisme, nous en sommes conscients. Nous en sommes effectivement dans une période critique de plusieurs mois. Mais la philosophie de Leszek Balcerowicz est de ne pas faire de politique de partis au sein du gouvernement. Nous voulons poursuivre plus rapidement les changements institutionnels ».

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN et FRANÇOISE LAZARE

(1) M. Leszek Balcerowicz est le ministre des finances polonaise, M. Leszek Balcerowicz est le ministre polonaise.
(2) Des élections législatives sont prévues à l'automne.

Le marché automobile
aux enchères entre Fiat
et General Motors

General Motors va-t-il se substituer à Fiat pour produire des automobiles en Pologne ? Le constructeur local FSO y a assemblé des voitures sous licence Fiat depuis vingt ans. Une négociation a été ouverte pour la modernisation de cette usine, ainsi que celle de l'autre fabricant FSM. Fiat a emporté le contrat pour FSM, qui assemblera 200 000 petits véhicules à partir de 1991. Mais pour FSO la décision n'est pas prise. Fiat était en concurrence avec le japonais Daihatsu, qui a finalement été éliminé.

M. Andrzej Zawislak, ministre de l'Industrie à Varsovie, a décidé que FSO serait finalement privatisée, de sorte que le dossier est réexaminé. Il a indiqué au conseil des ouvriers de l'usine de Varsovie de FSO que les meilleures conditions étaient offertes par General Motors. GM a indiqué que les négociations n'en étaient qu'aux « préliminaires ». Le groupe américain, qui va installer une usine en Allemagne orientale et en Hongrie, reste prudent sur l'avenir des ventes de voitures en Europe de l'Est.

Les syndicats contestent la réforme de la convention collective

Une opération « banques mortes »
est prévue le 19 avril

Les syndicats CFDT, FO, CGT, SNB-CGC et CFTC du secteur bancaire ont lancé jeudi 14 mars un appel à une demi-journée de grève, vendredi 19 avril. Ils s'opposent à la politique salariale et à la réforme de la convention collective.

Après cinq mois de discussions tumultueuses, toutes les conditions d'une épreuve de force dans le secteur bancaire paraissent réunies. Comme prévu, la volonté de l'Association française des banques (AFB) qui regroupe 250 000 salariés à l'exclusion du personnel du Crédit agricole et des établissements coopératifs et mutualistes - de modifier en profondeur la convention collective, dont la dernière actualisation date de 1952, s'est heurtée à une franche hostilité des syndicats. Stigmatisant « un recul social sans précédent », les fédérations CFDT, FO, CGT, SNB-CGC et CFTC ont mis leurs divergences en sourdine. Elles organiseront le 19 avril une demi-journée de grève.

L'AFB étant déterminée à dénoncer la convention collective en cas d'échec des discussions, la négociation est soumise à des échéances précises (1), qui, à mesure qu'elles se rapprochent, font monter la tension. Au terme des neuf réunions préparatoires qui se sont enchaînées depuis octobre dernier, le patronat présentera mi-avril une synthèse globale de ses propositions, qui concernent pratiquement tous les domaines. Au plan salarial, les employeurs suggèrent que la profession ne fixe plus, comme c'est le cas aujourd'hui, les rémunérations réelles, mais se contente de fixer des minima qui, au passage, seraient réduits. Les établissements bancaires, dont les résultats paraissent s'être dégradés en 1990, disposeraient alors d'une plus grande marge de manœuvre.

Huit coefficients
hiérarchiques

La profession envisage aussi de revenir de quatorze et demi à treize mensualités par an sans préjudice sur le niveau de rémunération et de ramener de dix-huit à huit le nombre des coefficients hiérarchiques. De plus, une partie de la prime d'ancienneté (1 % par an dans la limite de trente-quatre années) serait affectée aux régimes de retraite des banques, dont l'équilibre à moyen terme est gravement compromis. Enfin, l'AFB réclame la possibilité d'ouvrir les guichets six jours sur sept, en créant des équipes travaillant en relais ou en

roulement, d'exclure plusieurs catégories (personnel de service, personnel médical, enseignants) de la convention collective, d'instaurer une clause de non-concurrence à l'issue du contrat de travail et d'assouplir les modalités de licenciement.

Unanimes, les syndicats dénoncent le « chantage » de l'AFB et exigent « une réelle négociation ». Survenant à un moment particulièrement mal choisi, le refus des banques, annoncé le 22 février, de réajuster dans les salaires la valeur du point en 1991 a encore renforcé leur mécontentement.

Cependant, toutes les chances de parvenir à un compromis ne sont pas encore perdues. Plusieurs éléments pourraient en effet inciter certains protagonistes à modérer leur position. Dans les milieux patronaux, on reconnaît que dénoncer la convention collective permettrait de « redonner du souffle à la négociation », mais, dans quelques établissements, on commence aussi à se demander si la meilleure stratégie passe obligatoirement par une confrontation directe avec les syndicats. D'autre part, les pouvoirs publics, qui exercent par l'intermédiaire des banques nationales une tutelle directe sur plus de la moitié du personnel, préféreraient que la convention collective ne soit dénoncée que lorsque les conditions d'un accord seront réunies.

Quant aux syndicats, leur unité d'action retrouvée ne masque pas la persistance des divergences. La CFDT et le SNB-CGC admettent, sous certaines conditions, la nécessité de réviser les textes conventionnels, alors que le CGT et FO sont extrêmement réticents. En outre, rien ne dit que le degré de mobilisation des salariés sera à la hauteur des espérances syndicales, même si la date retenue pour la demi-journée de grève est un vendredi après-midi...

Dans ces conditions, le projet en bonne et due forme, que l'AFB remettra mi-avril aux syndicats pour leur permettre de proposer, sans sacrifier l'essentiel, seraient adoptés par rapport aux positions initiales. De même, la prochaine réunion salariale - prévue mi-mai - peut permettre à l'AFB de faire un geste en décidant, par exemple, une mesure uniforme susceptible de calmer le jeu. En attendant, le climat social risque de rester quelque temps orageux dans les banques.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Si l'AFB dénonçait la convention collective, cette mesure ne pourrait être effective qu'au 1^{er} octobre. Les partenaires sociaux seraient alors quinze mois pour s'entendre. A défaut, le droit commun s'appliquerait.

EN VENTE CHEZ TOUS LES
MARCHANDS DE JOURNAUX

A LIRE D'URGENCE PAR TOUS
LES MEDECINS, ARTISANS,
COMMERCANTS, ARTISTES,
DIRECTEURS DE PME ET PMI
POUR TERRASSER LEUR
CONTRÔLEUR FISCAL

Je désire recevoir 1 exemplaire de "Contrôle fiscal, Défendez-vous", au prix de 100 F et vous envoie ci-joint un chèque de 100 F, (port compris) à l'ordre de SCG au 9 rue d'Aboukir - 75002 PARIS. Fax : 40 28 08 99
NOM :
ADRESSE :

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt

Dans hôtel XVII^e restauré
M^{re} PONT-NEUF
APPT EXCEPTIONNEL 120 m².
Living, 2 chbrs, bur., cuis.,
2 bns + 40 m² mezzanine.
Ht plafond. Ciel. Calme.
33, r. des Boudonnais
Sam., dim. 14 h à 17 h.

3^e arrdt

M^{re} ARTS-ET-MÉTIER
Calme, baigné de soleil,
en duplex, gd living, 2
chbrs + sal. de bain.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
Appt de caractère
de l'imm. XVII^e, env. 45 m².
Living avec mezzanine
+ chbrs, cuis., s.d.b.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

PLACE DES VOSGES

Imm. luxueuse, appt env.
100 m². Entrée, living
+ 2 chbrs, 2 s.d.b., 2
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

5^e arrdt

RARE
Près Maubert, neuf jamais
habité, Anc. imm. XVII^e.
Appt haut de gamme,
env. 115 m², living 50 m²,
2 chbrs, s.d.b., 2 s.d.b.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

9^e arrdt

9^e. Lamartine, collaborateur
du journal vd 78 m², dble
living + 2 chbrs, cuis.,
calme. 1 700 000 F. Tél.
sp. 18 hras : 48-04-79-81

12^e arrdt

22 000 F le m²

M^{re} PORTE DORÉE

Imm. récent, 11 chbrs, 2
dble, 2 chbrs, cuis., bns.
S/rue et jard. Solais.
54, rue de Plaines
Sam., dim. 14 h à 17 h.

14^e arrdt

PRUX INTÉRESSANT

M^{re} PLAISANCE

Imm. récent, env. 100 m².
Living, 2 chbrs, cuis., bns.
S/rue et jard. Solais.
54, rue de Plaines
Sam., dim. 14 h à 17 h.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL

16^e N proche Étoile, 6^e et
solais, imm. anc., magnif.
appt triple rénové + 4 chbrs
+ 2 s.d.b. + 1 s.d.b. eau.
1 gde cuisine, marbre, 4 spts
de service + parking.
Prix élevé justifié.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

16^e NORD

Imm. récent, env. 100 m².
Living + 2 chbrs, 2 s.d.b.,
bns. 100 000 F.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

17^e arrdt

BONNE AFFAIRE

PORTE MAILLOT (pche)
Ciel, dble, 6^e étage.
Très bel appartement
env. 133 m², dble living
45 m² environ, 2 chbrs,
cuis., s.d.b., chb. vsc. Asc.
Très bon plan.
45-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

17^e PROCHE NEUILLY

Appt en duplex, env. 160 m².
+ 50 m² de terrasse.

1^{er} niveau

Entrée, grande
réception en rotonde +
1 chbr avec s.d.b. bns et
2^e niveau : 1 gde pièce
bureau, entourée de ter-
rasses.
Prestations très luxueuses,
conviendrait idéalement à
couple ou jeune couple.

PROVINCE

A TOULON LA-VALETTE

La côte varoise
au meilleur prix !
Dans petite annexe calme,
proche centre, très beau 2 P.
40 m², 403 000 F.
Livraison immédiate.
Revenu locatif garanti
pour investisseurs.

SERVO : 84-81-13-34

appartements

achats

URGENT

QUART. HALLES-ET-GUSTAVE
ETIENNE-MARCEL
Recherche bel appt caractère
120 à 200 m². Très grande
pièce living + 2 ou 3 chbrs
clairs, env. 450 000 F.
CABINET KESSLER
48-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

CABINET KESSLER

75, Champs-Élysées, 9^e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS
DE STANDING
potées et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande
48-22-03-80
43-55-04-04, p. 22

locations

non meublées

demandes

Paris

Stagiaire Le Monde cherche à
louer d'urgence studio ou 2 P.
Paris, Max. 2 500 F/mois. Cauti-
on : 100 000 F. Tél. 48-22-03-80
ou 16 (1) 45-07-20-40

INFORMATIONS CÉLIBATAIRES

Recherche à Paris grand
studio, pour confort 30 m²
minimum. Loyer raisonnable.
T. H. 45-04-23-62 dem.
M. LONDON, ou après 20 h.
42-43-59-00

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Cauti-
on et services. 43-55-17-50

fonds

de commerce

Ventes

Cause sociale vend
Agence immobilière en SARL
proche bureau sud, bien
située et arrosée parking.
PRX : 500 000 F.
Écrire à SPEDIR
sous réf. 03 138
41, rue de Sèvres
92100 BOULOGNE

L'AGENDA

Artisans

Couvreur bricoleur spécialiste
travaux en plâtre, chaux,
chauffage par radiateurs, etc.
région Paris. CEE. Ht
technicien. Nbr réf. Prix très
raisonnables. Pour devis écrire
à M. Dreu Sylvain, Parc Olympe
29000 Quimper. 98-95-03-03

Boutique

SAINT-GERMAIN (75)
Boutique à l'ère, prêt commerce.
A saisir : 75 m², belle vue.
Cession de bail 800 000 F.
Tél. (1) 89-14-34-39

Cours

Étudiants à Sup. de Co.
Rennes. SAXOPHONISTE
OPÉRA, D'ÉTAT, donne
leçons à Lyon le week-end et
à Rennes le samedi.
Pour tout renseignement,
demandez l'adresse au :
1161 99-31-77-23

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Une conférence sur les investissements à Ho-Chi-Minh-Ville

Le Vietnam s'efforce d'attirer les capitaux étrangers

Un premier forum international consacré aux investissements au Vietnam s'est tenu, à Ho-Chi-Minh-Ville, en présence de quelque six cents hommes d'affaires étrangers. Les autorités vietnamiennes ont réitéré, à cette occasion, leur volonté de poursuivre la libéralisation de leur économie, amorcée en 1987.

BANGKOK

de notre correspondant

L'ancien palais présidentiel de Saigon a accueilli, du 11 au 13 mars, les représentants de quelque deux cents sociétés étrangères, pour la plupart européennes ou asiatiques. Ils ont étudié notamment 187 projets industriels, dans le cadre de sociétés mixtes, avancés par le Comité (vietnamien) pour la coopération et les investissements, organisateur de cette conférence avec l'aide de deux agences spécialisées de l'ONU. L'ensemble de ces projets représenterait, s'ils se réalisaient, un investissement global de près de 7 milliards de dollars.

L'ouverture de l'économie vietnamienne sur le monde communiste, notamment avec l'adoption d'un code libéral des investissements étrangers fin 1987, n'a pas provoqué un mouvement important de capitaux vers un pays qui offre l'avantage d'une main-d'œuvre abondante, à très bon marché et facile à former. Les principaux investissements ont eu lieu dans le domaine de la recherche et de l'exploitation pétrolières offshore. Plusieurs raisons expliquent ce manque d'engouement pour un marché pourtant riche en promesses.

La bureaucratie, les difficultés d'installation, un système bancaire inadéquat et, surtout, l'absence d'une infrastructure (communications, routes, ports, électricité) demeurent de sérieux obstacles, même si quelques progrès ont été enregistrés ces dernières années.

En outre, faute d'un règlement du conflit cambodgien, les États-Unis continuent d'imposer un embargo économique et d'user de leur droit de veto au sein d'institutions financières comme le FMI ou la Banque mondiale. Le Vietnam ne peut donc avoir accès aux crédits indispensables pour remettre en état son infrastructure.

Les Français y sont les premiers investisseurs officiels devant, dans l'ordre, la Grande-Bretagne, Hongkong, l'Australie, les Pays-Bas, le Canada et le Japon. Pendant les neuf premiers mois de 1990, les investissements étrangers ont représenté plus de 1,2 milliard de dollars. Mais il s'agit de projets approuvés et pas forcément d'argent déposé. En outre, en dehors du secteur pétrolier, les investissements sont à la fois peu nombreux et limités.

Une inflation annuelle de 200 %

Les Vietnamiens ont d'autant plus besoin de capitaux que leur économie traverse sa période la plus difficile depuis l'adoption du « doi moi » — « changer pour faire du mieux » — par le dernier congrès du Parti communiste, en décembre 1986, qui avait permis de stopper une dangereuse dérive. L'aide de leurs anciens alliés socialistes s'est évanouie alors que celle de nouveaux partenaires, comme l'Australie ou la France, leur est encore comptée.

Le pays fait également face à un chômage d'autant plus important que l'armée a démobilisé 600 000 hommes en trois ans et que les travailleurs sous contrat dans les pays d'Europe de l'Est — ou ex-URSS — reviennent à un rythme accéléré. Déjà, plus d'un million de jeunes se présentent sur le marché du travail chaque année. L'inflation, jugulée par des mesures draconiennes voilà deux ans, a repris ces derniers mois : déjà de 13 % pour le seul mois de janvier, 300 % l'ensemble de l'année.

Tout en gardant son étiquette

communiste — le VII^e congrès du PC, reporté à la mi-juin, devrait le confirmer. — Le régime cherche donc à convaincre que l'ouverture économique ne sera pas remise en cause et que les investisseurs étrangers, y compris américains, sont les bienvenus. Inaugurant le Forum d'Ho-Chi-Minh-Ville, M. Vo van Kiet, vice-premier ministre, a réaffirmé que « la seule voie du développement est le passage d'une économie centralisée à un système de marché ». « Nous avons un grand besoin de capital, de nouvelles technologies et de compétence étrangère », a-t-il ajouté en promettant une amélioration des institutions financières du pays.

Ce forum sera suivi par d'autres manifestations, notamment par une exposition franco-vietnamienne, prévue du 17 au 21 mai dans le grand gymnase de Saigon et consacrée aux « techniques et procédés pour l'agriculture, l'agro-industrie et les industries agroalimentaires ». En outre, des pays comme la Malaisie et Singapour s'efforcent d'attirer les investisseurs vietnamiens. Tout en ouvrant un consulat à Ho-Chi-Minh-Ville, Kuala Lumpur s'est engagé à encourager le développement du secteur privé au Vietnam. De son côté, en dépit des réserves exprimées par le gouvernement de Singapour à l'égard du régime vietnamien, une banque nationale de la ville-Etat estime, dans un rapport publié la semaine dernière, que les possibilités d'investissements au Vietnam ne sont pas négligeables.

Mais, pour que ces investissements bénéficient d'une véritable impulsion, encore faudrait-il que les États-Unis renouent à leur embargo économique ou, du moins, l'assouplissent. Ce qui n'est pas encore le cas, en dépit de pressions croissantes dans ce sens, y compris de la part de certains milieux d'affaires américains.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FIDÈLEMENT VÔTRE

Les produits d'épargne du Groupe CIC ont été conçus pour répondre exactement à vos besoins. En permanence, nos gestionnaires restent fidèles aux objectifs de gestion choisis par vous et vous conseillent les meilleures opportunités du moment. Votre fidélité en témoigne.

Les Sicav obligataires du Groupe CIC

Aujourd'hui, elles peuvent vous permettre :
— de profiter de la baisse probable des taux qui valorisera les obligations ;
— de choisir l'objectif d'épargne le plus approprié à vos besoins et le mode de rémunération le plus intéressant pour vous.

Montant	Rendement élevé	Distribution d'acomptes trimestriels
Montant	Régularité	Distribution d'acomptes mensuels
Montant	Performance	Distribution annuelle
Montant	Performance	Capitalisation
Montant	Diversification	Capitalisation

Avec les Sicav obligataires du Groupe CIC, vous choisissez les services et la sécurité d'un grand réseau bancaire français.

Pour tous renseignements, adressez-vous à la banque du Groupe CIC la plus proche ou à Christine Joffet BP 207 75452 Paris Cedex 06 - tél. 45 96 93 20

GROUPES CIC

TRANSPORTS

Quinze pays de sécurité sur l'

Réunis à Paris les 13 et 14 mars, les ministres, ou leurs représentants, chargés d'affaires maritimes de quinze pays européens ont décidé de renforcer les contrôles techniques et sociaux sur les navires de commerce qui font escale dans leurs ports. Il s'agit de quatorze États signataires de Paris (les onze États membres de la CEE plus la Suède, la Finlande et la Norvège) ainsi que du Royaume-Uni, de la Pologne et du Maroc étaient présents comme observateurs, laissant augurer une adhésion prochaine.

Outre les avaries ou les accidents courants, plusieurs graves événements de mer ont défrayé la chronique ces dernières années, comme les naufrages des cargo-freighters *Heraklion*, *Scandinavian Star*, provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes ou bien l'accident de l'*Exxon Valdez*, à l'origine d'une marée noire catastrophique.

C'est parce que les autorités des pays qui accordent leur pavillon trop facilement à toutes sortes de navires (Panama, Bermudes, etc.) que l'Union européenne ne peut pas se passer de ces navires.

Le voyageur b

International Leisure Group (ILG), deuxième tour-opérateur britannique, et sa compagnie aérienne, Air Europe, devraient être mis prochainement en liquidation. Victimes de la guerre du Golfe, de la récession et d'erreurs de gestion de leurs affaires, ILG et Air Europe ont placé sous administration judiciaire depuis le 8 mars.

LONDRES

correspondance

La course contre la montre engagée par le cabinet KPMG pour sauver l'ILG, décliné par la Haute Cour de Londres pour séparer les différents groupes de l'ILG, apparaît mal engagée. La décision du syndicat des opérateurs britanniques de favoriser le système d'indemnisation découragé les repreneurs potentiels, entraînant la faillite d'un réseau d'agences de voyage.

L'octroi par l'Autorité britannique de l'aviation civile (CAA)

FISCALITÉ

M. Besson annonce des mesures en faveur du logement locatif privé

M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a annoncé jeudi 14 mars, au bureau de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), deux mesures fiscales en faveur de la construction de logements sociaux privés.

Actuellement, les investisseurs privés qui achètent ou font construire un logement neuf de l'habitat de la loi bénéficient de réductions d'impôts, à condition que les immeubles soient achevés avant le 31 décembre 1992. Cette mesure serait étendue aux immeubles dont les travaux auront débuté avant le 1^{er} octobre 1992 et dont les fondations seront achevées avant le 31 décembre 1992. De plus, ce dispositif serait appliqué aux petits lots qui souscrivent des parts de sociétés immobilières d'investissement (SII) ou de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

Ces aménagements fiscaux figureraient dans le projet de loi d'orientation sur la ville, qui doit être discuté au Parlement à la session de printemps. Le ministre rappelle que « le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif privé contribue à la construction de trente mille à quarante mille logements locatifs sociaux par an ».

Le Monde Cadres

Vous recherchez un emploi dynamique dans des secteurs actifs aux techniques de pointe, avec des perspectives de promotions grâce à la Formation Professionnelle, VOUS ÊTES :

- Infirmière Diplômée d'Etat
- Infirmière Spécialisée en Anesthésie-Réanimation
- Infirmière de Salle d'Opération
- Puéricultrice Diplômée d'Etat
- Infirmière de secteur Psychiatrique

Des postes de nuit et des postes de jour vous sont proposés, dans des services de Haute Technologie (Réanimations, sites de greffe, chirurgie cardiaque, médecine de pointe).

LE C.H.R. de MARSEILLE vous offre immédiatement un emploi et une carrière

- en qualité de stagiaire ou titulaire (si vous l'êtes déjà)
- reprise de l'ancienneté acquise
- possibilités importantes de formation professionnelle
- titularisation après un an de stage
- possibilités de logement en studio pour les célibataires (686,00 F/mensuels)
- avantages sociaux (supplément familial de traitement, aide au mariage et à la naissance, retraite complémentaire, prestations vacances pour les enfants, Centre de Loisirs etc)

S'ADRESSER AU :
Centre Hospitalier Régional de Marseille
Direction des Personnels et des Relations Sociales
20, Bd Salvator
13006 MARSEILLE
91.38.25.1425.15/25.16

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Réunis à Paris

Quinze pays européens renforcent les contrôles de sécurité sur les navires faisant escale dans leurs ports

Réunis à Paris les 13 et 14 mars, les ministres, ou leurs représentants, chargés des affaires maritimes des quinze pays européens ont décidé de renforcer les contrôles techniques et sociaux sur les navires de commerce qui font escale dans leurs ports. Il s'agit des quatorze États signataires, depuis 1982, du mémorandum de Paris (les onze États maritimes de la CEE plus la Suède, la Finlande et la Norvège) auxquels vient de se joindre l'URSS; les ministres de Pologne et du Maroc étaient présents comme observateurs, laissant augurer une adhésion prochaine.

Outre les avaries ou les accidents courants, plusieurs graves événements de mer ont défrayé la chronique ces dernières années, comme les naufrages des cargos *Herald of Free Enterprise* ou *Scandinavian Star*, provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes ou bien l'accident de l'*Exxon Valdez*, à l'origine d'une marée noire catastrophique.

C'est parce que les autorités des pays qui accordent leur pavillon trop facilement à toutes sortes de navires (Panama, Bermudes, Chypre, Honduras) ne procèdent pas

toujours aux vérifications minimales que les États européens, dont les ports sont très fréquentés, ont décidé il y a huit ans d'engager des contrôles systématiques. En 1989, selon les statistiques rassemblées au centre administratif de Saint-Malo, les inspecteurs de quatorze pays ont réalisé 12 430 contrôles sur 9 160 navires appartenant à 113 pays.

Le quart des déficiences constatées concernent les engins de sauvetage et 18 % les dispositifs de lutte contre l'incendie. Les commandants de 345 navires ont été contraints de rester à quai, le temps d'effectuer les réparations indispensables.

Éliminer les « navires poubelles »

Les ministres ont pris des engagements pour renforcer les contrôles techniques de sécurité, multiplier les visites pour prévenir les risques de pollution par hydrocarbures ou autres substances toxiques et pour vérifier les niveaux de qualification professionnelle des équipages, ainsi que les normes sociales. « Il faut résolument éliminer de la navigation au large des rivages européens les navires poubelles, inférieurs aux normes, armés par des équipages insuffisamment qualifiés, au service d'armateurs peu scrupuleux », a déclaré

M. Jacques Mellick, ministre de la mer, qui compte sur l'Organisation maritime internationale - l'ONU de la mer - et sur l'Organisation internationale du travail pour faciliter une approche multilatérale des problèmes.

« Aiguilleurs de la mer »

« Nous voulons que les armateurs qui déshonorent notre profession se voient appliquer par les États des sanctions exemplaires », a indiqué pour sa part M. Francis Vallat, président d'une société de transport de produits pétroliers, au nom des armateurs français.

La France a enfin relancé l'idée de créer, depuis l'Espagne jusqu'à la mer Baltique, un réseau d'« aiguilleurs de la mer », à l'image du contrôle aérien, auprès desquels les commandants de navire seraient obligés de signaler leur présence, leurs cargaisons et leur destination lorsqu'ils arrivent dans des zones dangereuses ou très fréquentées. Mais, jusqu'à maintenant, le principe de la liberté sur mer, que défendent avec acharnement les pays anglo-saxons, et notamment le Royaume-Uni, n'a pas permis d'aboutir officiellement à un accord international.

FRANÇOIS GROSCHARD

Fragilisés par la chute du groupe suisse Omni

Le voyageur britannique ILG et sa filiale Air Europe sont menacés de liquidation

International Leisure Group (ILG), deuxième tour-opérateur britannique, et sa compagnie aérienne, Air Europa, devraient être mis prochainement en liquidation. Victimes de la guerre du Golfe, de la récession et d'erreurs de gestion de leurs actionnaires, ILG et Air Europe sont placés sous administration judiciaire depuis le 8 mars.

LONDRES
correspondance

La course contre la montre engagée par le cabinet KPMG Peat Marwick McLintock, désigné par la Haute Cour de Londres pour vendre les différentes sociétés du groupe ILG, apparaît mal engagée. La décision du syndicat des tour-opérateurs britanniques de faire jouer le système d'indemnisation a découragé les repreneurs potentiels, entraînant la faillite du réseau d'agences de voyage.

L'octroi par l'Autorité britannique de l'aviation civile (CAA) de

l'exploitation temporaire d'une dizaine de destinations européennes d'Air Europa à son grand rival Dan Air réduit fortement les chances de trouver un acquéreur pour la deuxième compagnie aérienne britannique après British Airways. Le CAA a décidé de reporter au 19 mars la date limite avant la suspension de la licence d'Air Europa, une mesure qui réduirait substantiellement la valeur du transporteur. Enfin, les actionnaires majoritaires des compagnies continentales (Italie, Allemagne, Espagne et Scandinavie...) dans lesquelles le groupe possédait des participations minoritaires ont engagé la procédure de rachat de leurs titres détenus par l'ILG.

Un formidable endettement

La liquidation probable de l'ILG est d'abord le résultat d'un formidable endettement : plus de 300 millions de livres (3 milliards de francs), à en croire la compagnie, entre 500 millions et 1 milliard de livres, selon les analyses du sec-

teur. La tête tournée par le succès des voyages organisés, le fondateur de l'ILG, Harry Goodman, s'est laissé griser par la course effrénée au gigantisme. En 1987, il lance Air Europa, alors compagnie charter très lucrative, dans les vols réguliers un peu partout en Europe.

A cet effet, ce self-made-man, originaire de l'East End londonien et surnommé « Harry le flamboyant », avait (re)privatisé sa société, cotée en bourse depuis 1981. A cette occasion, il avait été contraint de rechercher de puissants actionnaires extérieurs, comme Verner Rey, ce financier suisse dont la compagnie Omni Holdings possède 49 % des parts d'ILG. Omni Holdings est aujourd'hui placée sous la protection des tribunaux contre ses créanciers, et son patron est l'objet d'une instruction pénale à Zurich.

Montages risqués

« Goodman s'est pris pour un brillant homme d'affaires, capable de vendre du pétrole à l'OPEP. Il a oublié qu'un succès commercial à long terme se bâtit sur une solide organisation, notamment financière, et pas sur le charisme ou la personnalité d'un seul », explique M. John Kay, professeur d'économie à la London Business School.

Depuis 1988, en Grande-Bretagne, une vingtaine de petites compagnies charters indépendantes ont été contraintes de mettre la clé sous le paillasson. Comme Air Europa, ces transporteurs ont succombé davantage au surendettement et aux montages financiers risqués qu'à la chute du voyage touristique au départ des îles Britanniques.

Tirant les leçons du séisme qui secoue, depuis le 8 mars, le monde des voyageurs, le ministre des transports, M. Malcolm Rifkind, a demandé à la CAA de mettre au point une formule de remboursement des passagers des vols réguliers annulés à la suite de la faillite du transporteur. Actuellement, aucune indemnisation n'est prévue en cas d'arrêt des vols.

MARC ROCHE

FISCALITÉ

M. Besson annonce des mesures en faveur du logement locatif privé

M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a annoncé jeudi 14 mars, au bureau de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), deux mesures fiscales en faveur de la construction de logements locatifs privés.

Actuellement, les investisseurs privés qui achètent ou font construire un logement neuf dans l'intention de le louer bénéficient de réductions d'impôts, à condition que les immeubles soient achevés avant le 31 décembre 1992. Cette mesure serait étendue aux immeubles dont les travaux auront débuté avant le 1^{er} octobre 1992 et dont les fondations seront achevées avant le 31 décembre 1992. De plus, ce dispositif serait appliqué aux particuliers qui souscrivent des parts de sociétés immobilières d'investissement (SII) ou de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

Ces aménagements fiscaux figurent dans le projet de loi d'orientation sur la ville, qui doit être discuté en Parlement à la session de printemps. Le ministre rappelle que « le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif privé contribue à la construction de trente mille à quarante mille logements locatifs neufs par an ».

AFFAIRES

Olivetti s'allie à l'Américain DEC pour lancer ses ordinateurs portables

Après avoir abandonné cet été les pourparlers engagés avec le néerlandais Philips, en raison des difficultés financières de ce dernier, le constructeur informatique italien Olivetti vient de conclure un accord avec l'Américain Digital Equipment Corp. (DEC), numéro trois mondial du secteur, dans le domaine des ordinateurs portables.

DEC devrait ainsi prendre en charge la commercialisation des portables Olivetti à travers le monde. Olivetti a misé gros sur ce segment de marché en présentant, en février, une toute nouvelle gamme, dont la fabrication est réalisée en Allemagne.

Olivetti, qui cherche depuis près de dix ans un partenaire capable d'épanouir son développement international, a jusqu'ici été plutôt malheureux dans sa politique d'alliances. Intégré dans le giron de Saint-Gobain, la firme d'Ivrea a été victime du recentrage du groupe versier sur ses métiers de base en 1982. L'accord commercial conclu un an plus tard avec le géant américain des télécommunications ATT a dû être rapidement abandonné, faute d'avoir réellement fonctionné.

Jameson Irish Whiskey.



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
A consommer avec modération.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

BOURSE DU 15 MARS

Cours relevés à 14 h 29

Région	VALEURS	Compensation					Réglement mensuel					Compensation					VALEURS	Compensation													
		Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+		Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+									
3884	CHRYSLER	3600	555	360		Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+					
3885	BAP.T.P.	3600	555	360		Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+					
3886	CLAYTON T.P.	330	300	330	-2.28		VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémium	Déclasse	%	+					
1420	Steno-Hyatt T.P.	1200	1200	1200		+0.07	205	Comp. Int.	225	221	220	-2.10	370	Lafayette	411	412	408	-0.70	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
1430	Steno-Hyatt T.P.	1200	1200	1200		+0.07	205	Comp. Int.	225	221	220	-2.10	370	Lafayette	411	412	408	-0.70	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
1101	Steno-Hyatt T.P.	1200	1200	1200		+0.03	182	Comp. Int.	184	185	181	-2.10	157	Comp. Int.	200	200	200	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
780	Steno-Hyatt T.P.	775	571	775		+0.03	182	Comp. Int.	184	185	181	-2.10	157	Comp. Int.	200	200	200	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
670	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	212	+0.07	
675	Ala. Light	775	775	775		-0.76	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1020	Comp. Int.	1020	1020	1020	0.00	1430	Chrysler (M.)	1550	1550	1555	-0.25	173	Electric	211	212	2		

COMPTANT (selection)

(selection)

[illegible]**SICAV**

(sélection)

14/3

VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s Incl.	Rachet net
Adm	1029 27	1004 17	Frax-CP	38 27	37 78	Placement Nord...	871 92	852 96
Agro	216 21	210 52	Frax-CP	127 26	127 26	Phar	706 77	700 76
Assurances	7741 18	7441 18	Frax-CP	234 34	233 34	Pharmat	126 43	123 06
Banques	7441 18	7441 18	Frax-CP	31 31	30 25	Poste Can	58702 22	58702 22
Batiments	116 61	116 16	Frax-CP	836 71	816 30	Primatex Ind	11273 08	11261 82
Chemicals & Plastics	1036 41	1037 62	Frax-CP	28 32	29 19	Pharmat	116 13	111 02
Chemicals & Plastics	1036 41	1037 62	Frax-CP	1115 64	1115 64	Pharmat	26379 74	26379 74
Chemicals & Plastics	1036 41	1037 62	Frax-CP	4884 11	4871 93	Pharmat	104 96	103 98
Chemicals & Plastics	117 68	114 83	Frax-CP	1290 28	1288 32	Pharmat	127 84	124 72
Chemicals & Plastics	114 63	114 83	Centris	1328 48	1326 38	Nakelov	918 78	892 97
Chemicals & Plastics	425 61	419 18	Frax-CP	1188 19	1187 65	Pharmat	156 16	156 06
Chemicals & Plastics	1126 26	1119 18	Frax-CP	1188 19	1187 65	Pharmat	5332 32	5329 52
Chemicals & Plastics	1126 26	1119 18	Frax-CP	12442 36	12442 35	Pharmat	1152 38	1126 36
Chemicals & Plastics	856 69	849 27	Interpax	10629 27	10718 88	Pharmat	913 86	872 42
Chemicals & Plastics	8634 68	8687 98	Interpax	12632 8	12430 34	St Honoré Ind	240 36	230 03
Chemicals & Plastics	8634 68	8687 98	Interpax	181 87	181 87	St Honoré Ind	713 15	713 15
Chemicals & Plastics	8634 68	8687 98	Interpax	181 87	181 87	St Honoré Ind	186 83	187 50
Chemicals & Plastics	8634 68	8687 98	Interpax	261 86	257 90	St Honoré Ind	684 81	658 29
Chemicals & Plastics	360 20	357 27	Latina America	211 50	203 28	St Honoré Ind	912 62	893 12
Chemicals & Plastics	1216 33	1179 93	Latina Europe	256 66	243 22	St Honoré Ind	1347 37	1337 17
Chemicals & Plastics	187 14	181 94	Latina Europe	247 27	247 27	St Honoré Ind	50 00	48 32
Chemicals & Plastics	107 18	104 07	Latina France	319 93	306 88	Skandin	1572 88	1672 88
Chemicals & Plastics	164 28	147 62	Latina Japon	232 74	223 25	St-Ger	1281 14	12286 41
Chemicals & Plastics	128 61	123 07	Latina Japon	417 65	405 40	Skandin	1252	1252
Chemicals & Plastics	120 68	118 48	Latina Japon	134 24	135 56	Skandin	138 34	138 34
Chemicals & Plastics	388 18	387 18	Latina Japon	180 17	180 17	Skandin	1684 03	1684 03
Chemicals & Plastics	125 17	119 76	Latina Japon	352 32	339 16	S.F.L. & Co.	865 87	860 87
Chemicals & Plastics	5873 13	5867 46	Latina Japon	2025 43	2002 40	Sun E.D.O.	420 46	409 21
Chemicals & Plastics	1867 81	877 04	Latina C	13037 81	13037 81	S.L. En	431 12	338 69
Chemicals & Plastics	1165 33	1165 33	Latina C	918 15	918 15	S.L. En	628 08	628 08
Chemicals & Plastics	360 17	361 17	Latina C	11007 54	11007 54	Skem	426 45	415 04
Chemicals & Plastics	31 22	30 99	Latina C	26803 52	26437 43	Skem	219 54	214 66
Chemicals & Plastics	1180 77	1107 58	Latina C	678 09	860 87	Skem	440 08	429 18
Chemicals & Plastics	3143 04	3138 13	Latina C	2255 72	2215 88	S.N.I.	1176 11	1141 05
Chemicals & Plastics	370 30	370 30	Latina C	2584 89	2584 89	S.N.I.	507 08	507 08
Chemicals & Plastics	436 10	437 97	Latina C	541 88	528 89	Synpax	55798 06	54172 89
Chemicals & Plastics	1168 44	1146 53	Latina C	701 76	691 34	Synpax	1084 06	1034 82
Chemicals & Plastics	1220 03	1190 27	Latina C	132 44	161 15	Synpax	556 37	524 67
Chemicals & Plastics	825 28	789 74	Latina C	10438 35	10041 15	Synpax	556 37	524 67
Chemicals & Plastics	842 48	842 48	Latina C	418 98	418 98	Synpax	2118 93	2118 93
Chemicals & Plastics	230 90	240 30	Latina C	9632 36	9632 36	Synpax	837 51	805 20
Chemicals & Plastics	143 25	143 25	Latina C	60807 06	60807 06	Synpax	1284 77	1244 33
Chemicals & Plastics	1062 42	1028 67	Latina C	86322 17	86322 17	Synpax	1075 86	1046 66
Chemicals & Plastics	130 72	125 08	Latina C	12445 66	12445 66	Synpax	674 48	674 48
Chemicals & Plastics	224 80	224 80	Latina C	1245 87	1212 63	Synpax	562 23	566 37
Chemicals & Plastics	402 67	332 06	Latina C	147 28	140 94	Synpax	140 02	137 02
Chemicals & Plastics	5863 99	5863 99	Latina C	25334 09	25334 09	Synpax	1197 61	1105 47
Chemicals & Plastics	3528 29	3528 29	Latina C	150 88	150 88	Synpax	1286 67	1286 67
Chemicals & Plastics	2186 10	2186 10	Latina C	12 11	12 11	Synpax	552 71	552 71
Chemicals & Plastics	2002 68	198 29	Latina C	709 17	707 42	Synpax	5228 86	5176 67
Chemicals & Plastics	46242 86	46242 86	Latina C	1218 74	1188 12	Synpax	452 71	436 36
Chemicals & Plastics	282 08	282 29	Latina C	1287 94	1233 91	Synpax	578 86	558 03
Chemicals & Plastics	371 08	371 08	Latina C	2662 86	2662 86	Synpax	634 78	634 78
Chemicals & Plastics	4470 43	4470 43	Latina C	924 76	924 76	Synpax	518 78	518 78
Chemicals & Plastics	2611 92	2607 51	Latina C	498 42	498 42	Synpax	2118 94	204 01
Chemicals & Plastics	984 14	954 68	Latina C	60808 92	60808 92	Synpax	173 18	185 93
Chemicals & Plastics	826 33	806 33	Latina C	1027 22	1017 05	Synpax	125 07	120 55
Chemicals & Plastics	1650 61	1644 78	Latina C	1174 68	1174 68	Synpax	125 07	120 55
Chemicals & Plastics	6212 88	6212 88	Latina C	95 18	82 01	Synpax	120 55	120 55
Chemicals & Plastics	130 86	125 87	Latina C	8058 51	8058 51	Synpax	1373 87	1340 48
Chemicals & Plastics	1305 28	127 78	Latina C	1372 44	1369 70	Synpax	573 72	581 78
Chemicals & Plastics	232 08	232 08	Latina C	137 41	137 41	Synpax	138 78	138 78
Chemicals & Plastics	1235 38	1235 38	Latina C	2621 68	2621 68	Synpax	101 86	101 86
Chemicals & Plastics	1315 58	1315 58	Latina C	1005 19	1005 19	Synpax	2584 05	2621 81
Chemicals & Plastics	114 88	108 05	Latina C	162 40	162 40	Synpax	214 24	214 24
Chemicals & Plastics	1307 04	1275 16	Latina C	1302 41	1198 50	Synpax	1259 61	1228 89
Chemicals & Plastics	414 24	414 24	Latina C	152 62	152 62	Synpax	1228 89	1228 89

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/3
			achat	vente			
Euro-Livre (1 unit).....	5 389	5 408	5 100	5 600			
Ecu.....	9 898	7 002			Or fin (kilos en barre).....	63250	63300
Banque des Indes (100 dm)	340 880	340 880	335	340	Or fin (en lingots).....	63250	63300
Banque de Chine (100 \$)	340 880	340 880	15 060	17 060	Papier d'Inde (100 \$).....	416	416
Pays-Bas (100 florins)	340 880	340 880	280	310	Papier Suisse (20 fr.).....	408	408
Danemark (100 kroner)	88 720	88 720	84	92	Papier Japonais (20 ¥).....	371	371
Norvège (100 kr.)	9 572	9 582	4 050	4 050	Papier Mexicain (20 \$).....	484	484
Suède (100 couronnes)	3 164	3 164	380	400	Papier Thaïlandais (20 ฿).....	2260	2260
Géorgie (100 l.)	32 450	32 450	83	91	Papier Indonésien (100 Rp).....	1200	1200
Australie (100 \$AUS)	67 200	67 200	46 700	46 700	Papier Singapourien (100 S\$).....	2340	2340
Nouvelle Zélande (100 N\$)	5 476	5 498	3 650	3 650	Papier Malaisien (100 M\$).....	379	379
Autriche (100 sch.)	3 522	3 522	4 480	4 480			
Portugal (100 esc.)	3 958	3 962	3 680	3 680			
Canada (15 cent)	3 958	3 962					

Haribo Flages Zan.....	210
Hoogovens.....	297
pub	222	

MEZ	350	
Anglo	180	136 20
Lacoste du Monde	314	349 90
Nicoles	040	
Pennsylv RD	1650	
Particip. Pwler	305	
Chambers	240	
Rovento N.V.	188 30	190 20
St-Gobain-Emballage	2030	2002 d
Soma Motor	211 67	
S.E.P.R.	1540	
S.P.R. act. B.	378	
Unifon	380	
Waggon	1500	1300 a

PUBLICITÉ

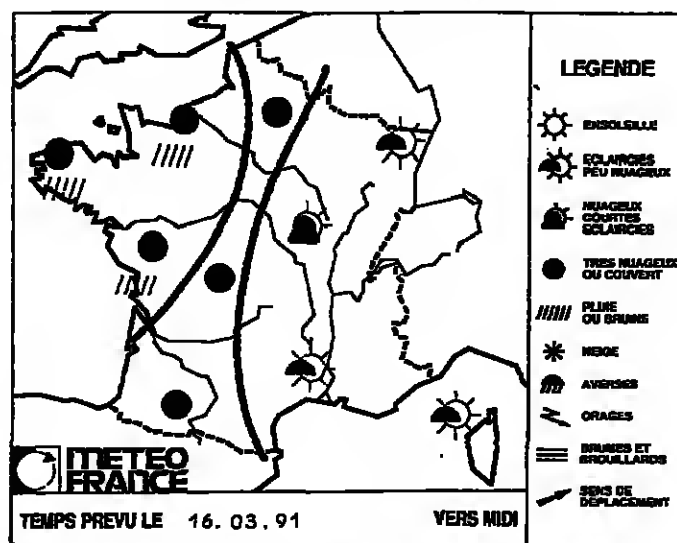
Renseignements :
45-55-91-82 poste 433

45-55-91-82, poste 433

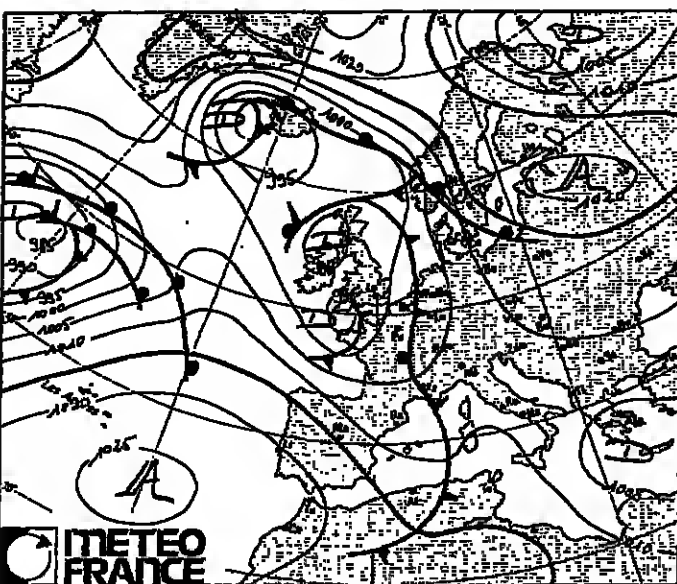
c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 16 mars
Aggravation par l'Ouest

SITUATION LE 15 MARS 1991 A 0 HEURE TU



Dimanche sera une journée agitée. Les nuages et les averse seront fréquentes. Par contre, le début de la semaine prochaine s'annonce plus calme. Bien ensoleillé au sud, le temps sera plus nuageux au nord, mais sans précipitation.

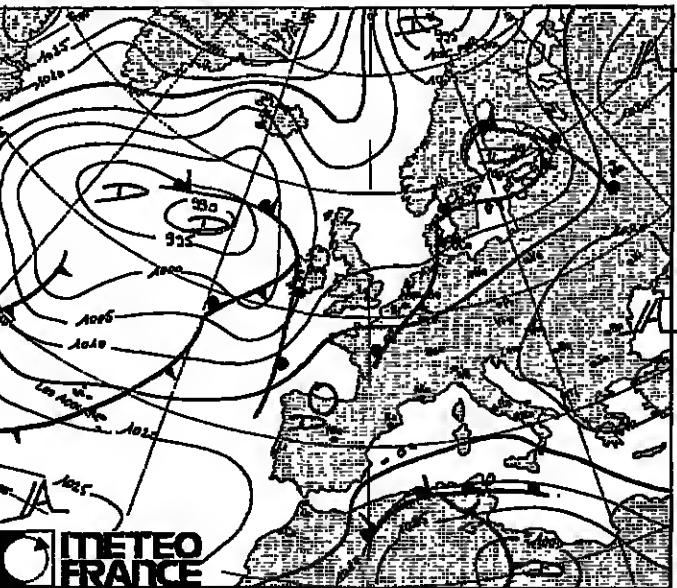
Dimanche : giboulées de mars. - De la Lorraine et de l'Alsace aux Alpes du Nord, la journée commencera avec des éclaircies. Mais, dans l'après-midi, des passages nuageux de plus en plus fréquents cacheront le soleil par moments.

Du Nord à la Champagne-Ardenne et à l'est du Massif central, le ciel sera gris et des pluies éparse tomberont. Progressivement, des éclaircies

réapparaîtront, mais elles seront souvent entrecoupées d'averses. Partout ailleurs, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Des averse commencent en matinée les régions situées de la Bretagne et du Cotentin à l'Aquitaine. Elles s'étendront en cours de journée à la Normandie, à la région Midi-Pyrénées, au Massif central et à tout le Sud-Est. Près de la Méditerranée, les averse pourront prendre un caractère d'ondées orageuses.

Les températures minimales seront comprises entre 5 à 8 degrés sur tout le pays, mais localement elles atteindront 10 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales varieront de 13 à 16 degrés, globalement du nord au sud du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maximale - minima et temps observé
le 14-03-1991 à 18 heures TU et le 15-03-91 à 8 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
ALGER	12 6 D	15 10 N
AMSTERDAM	17 10 D	15 12 C
BARCELONE	13 10 D	13 11 D
BELGRADE	17 9 D	13 12 D
BERLIN	17 9 D	14 14 C
BOMBAY	17 9 D	14 14 C
BRAZILIA	17 9 D	14 14 C
BUDAPESTE	17 9 D	14 14 C
CAIRO	17 9 D	14 14 C
CHENNAI	17 9 D	14 14 C
CHONGQING	17 9 D	14 14 C
COLOMBO	17 9 D	14 14 C
DARJILING	17 9 D	14 14 C
DELHI	17 9 D	14 14 C
GUANGZHOU	17 9 D	14 14 C
HONGKONG	17 9 D	14 14 C
KOLKATA	17 9 D	14 14 C
LAOBAO	17 9 D	14 14 C
MANILA	17 9 D	14 14 C
MUMBAI	17 9 D	14 14 C
NEW DELHI	17 9 D	14 14 C
OSLO	17 9 D	14 14 C
PARIS	17 9 D	14 14 C
PRAGUE	17 9 D	14 14 C
REIMS	17 9 D	14 14 C
ROTHTERDAM	17 9 D	14 14 C
SINGAPOUR	17 9 D	14 14 C
STOCKHOLM	17 9 D	14 14 C
SYDNEY	17 9 D	14 14 C
TOKYO	17 9 D	14 14 C
TUNIS	17 9 D	14 14 C
VIENNE	17 9 D	14 14 C
YOKOHAMA	17 9 D	14 14 C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

CARNET DU Monde

Décès

Martine et Roger Fajnzylberg, ses enfants, Jérôme et Samuel-Tom, ses petits-fils. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve **ALTER-FAJNZYLBURG**, née Régine Besserman,

survenue le 13 mars 1991, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 15 mars, à 16 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

37, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, 10, rue Champfleury, 92310 Sèvres.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Edgar AUBERT de la RUE, ingénieur géologue, docteur en sciences de l'Université de Paris,

survenu à Lausanne, le 24 février 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année,

et de rappeler le souvenir de son épouse, née

Andrée SACRÉ,

décédée à Lausanne, le 24 janvier 1990.

Martignes, Marseille, Paris.

Les docteurs Jean-Marie et Marcelle Benich, M. et M^{me} Jean-Michel Benich et leur fille, Clémence, M. et M^{me} Christophe Benich, M^{me} Odile Benich, Myriam Dovyak, M^{me} André Robert, Les familles de Claudemir, Fabre, Kiriyacharian, Benich, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Denis BENECH,

survenu à Marseille à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Martignes.

8, boulevard Gérard-Philipe, 13500 Martignes.

M^{me} Marie-France Guillon-Chateaufort, son épouse, M. et M^{me} Pierre Guillon et leurs enfants, M. et M^{me} Bruno Guillon et leurs enfants, M. et M^{me} Xavier Beau et leurs enfants, Les familles Figeat, Guillon, Lebeau, de Bucamps, de Guirao, Chréten, Ricunier, Berger, Chateaufort, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GUILLON,

survenu à Ouzouer-des-Champs, le lundi 11 mars 1991, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 mars, à 16 heures, en l'église de Varennes-Changy (Loiret).

L'inhumation aura lieu le mardi 19 mars, à 16 heures, au cimetière de Grimaud (Var), dans le caveau de famille.

Chemin du Bois-des-Haies, 45290 Varennes-Changy.

C'est avec une profonde émotion que les Médécis sans frontières annoncent la mort de leur très cher ami

Philippe HANROT, leur trésorier,

le 12 mars 1991.

Tous les membres de l'association qui l'ont connu, apprécié et aimé pour sa droiture partagent toute la douleur de sa famille.

Il s'était engagé à donner son temps et sa compétence pour nous faire progresser.

Sa disparition brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

M^{me} Marcel Kipper, son épouse, Elisabeth et Denis Taride et leurs enfants, Le docteur Jeanne-Marie Brochet et ses enfants, Thérèse Kipper, Jean-Marcel et Sophie Kipper et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Marcel KIPPER, neurologue, ancien assistant des hôpitaux de Paris,

survenu à son domicile, le 9 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées, le mardi 12 mars, dans l'intimité, à Vulaines-sur-Seine.

8, rue des Murgers, 77870 Vulaines-sur-Seine.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Edgar AUBERT de la RUE, ingénieur géologue, docteur en sciences de l'Université de Paris,

survenu à Lausanne, le 24 février 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année,

et de rappeler le souvenir de son épouse, née

Andrée SACRÉ,

décédée à Lausanne, le 24 janvier 1990.

Martignes, Marseille, Paris.

Les docteurs Jean-Marie et Marcelle Benich, M. et M^{me} Jean-Michel Benich et leur fille, Clémence, M. et M^{me} Christophe Benich, M^{me} Odile Benich, Myriam Dovyak, M^{me} André Robert, Les familles de Claudemir, Fabre, Kiriyacharian, Benich, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Denis BENECH,

survenu à Marseille à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Martignes.

8, boulevard Gérard-Philipe, 13500 Martignes.

M^{me} Marie-France Guillon-Chateaufort, son épouse, M. et M^{me} Pierre Guillon et leurs enfants, M. et M^{me} Bruno Guillon et leurs enfants, M. et M^{me} Xavier Beau et leurs enfants, Les familles Figeat, Guillon, Lebeau, de Bucamps, de Guirao, Chréten, Ricunier, Berger, Chateaufort, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GUILLON,

survenu à Ouzouer-des-Champs, le lundi 11 mars 1991, à l'âge de cinquante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 mars, à 16 heures, en l'église de Varennes-Changy (Loiret).

L'inhumation aura lieu le mardi 19 mars, à 16 heures, au cimetière de Grimaud (Var), dans le caveau de famille.

Chemin du Bois-des-Haies, 45290 Varennes-Changy.

C'est avec une profonde émotion que les Médécis sans frontières annoncent la mort de leur très cher ami

Philippe HANROT, leur trésorier,

le 12 mars 1991.

Tous les membres de l'association qui l'ont connu, apprécié et aimé pour sa droiture partagent toute la douleur de sa famille.

Il s'était engagé à donner son temps et sa compétence pour nous faire progresser.

Sa disparition brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Priez pour lui.

Se dispersion brutale est une grande perte. Et parce qu'il faisait l'humanité pour sa chaleur et sa sincérité, nous conserverons toujours son souvenir vivant.

Le directeur du patrimoine, Tous ses amis du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux, ont la tristesse de faire part de la mort de

Catherine BRISAC, chevalier des Arts et Lettres,

survenue le 12 mars 1991, à Paris.

Tous ceux qui l'ont connue tiennent à rendre hommage à la passion qu'elle a mise tout au long de sa vie au service de l'histoire de l'art, de vitrail et du patrimoine.

Remerciements

M^{me} Michel Lebetre, Et sa famille,

remercient infiniment tous ceux qui leur ont manifesté leur sympathie dans leur douloureuse épreuve.

Messes anniversaires

A l'intention de

France GRARE,

décédée le 28 mars 1990,

et de tous ceux qui l'ont aimée,

une messe sera célébrée le jeudi 21 mars 1991, à 18 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, chapelle Saint-Symphorien.

Pour le huitième anniversaire du retour à Dieu de

Jean-Marie MALNOY,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, Paris-12^e, le dimanche 17 mars 1991, à 18 h 30.

Philatélie

Philexjeunes à Cholet

La Poste mettra en vente générale, mardi 2 avril, un timbre-poste d'une valeur de 2,50 F à l'occasion de Philexjeunes 91, qui se déroulera à Cholet (Maine-et-Loire) les 30, 31 mars et 1^{er} avril.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Melvia Magliocco, mis en page par Louis Arguer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîte aux lettres spéciales).

Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-82-29-44).

Cholet accueille également le finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage en Gérald. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants naturalisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Melvia Magliocco, mis en page par Louis Arguer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîte aux lettres spéciales).

Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-82-29-44).

Cholet accueille également le finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage en Gérald. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants naturalisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Melvia Magliocco, mis en page par Louis Arguer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîte aux lettres spéciales).

Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-82-29-44).

Cholet accueille également le finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage en Gérald. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants naturalisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Melvia Magliocco, mis en page par Louis Arguer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîte aux lettres spéciales).

Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-82-29-44).

Cholet accueille également le finale du concours de philatélie scolaire sur le thème « Suivons les oiseaux migrants », avec, en jeu, un voyage en Gérald. Sont prévues enfin de nombreuses animations grand public : présentation de couvre-chefs de facteurs du monde entier, espace poste, bourse aux timbres, oiseaux migrants naturalisés, rallye philatélique doté de nombreux lots, etc.

Le timbre, au format horizontal 36x22 mm, dessiné par Melvia Magliocco, mis en page par Louis Arguer, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

Vente anticipée à Cholet, les 30, 31 mars et 1^{er} avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Parc de la Mollerie, le 30 mars, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cholet-Travot (boîte aux lettres spéciales).

Renseignements, souvenirs philatéliques : secrétariat de Philexjeunes 91, 4, allée des Mélanges, 49300 Cholet (tél. : 41-82-29-44).

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Michel Ibrahim WARDE,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5^e, le mercredi 20 mars 1991, à 11 h 30.

De la part de Son épouse Lidia, Et de ses enfants, Robert, Nayla, Rita, Danièle et Paola. Ainsi que de toute la famille.

Ceux qui l'ont aimé sont conviés à se joindre à eux.

Famille Warde, 17, rue de Monceau, 75008 Paris.

Anniversaires

Le 16 mars 1986, ma fille bien-aimée,

Florence GUIGUI,

nous quittait volontairement à vingt-cinq ans. Pensez à elle.

« Ils étaient si proches que lorsqu'ils se séparaient, son ombre refusait de se détacher d'elle et les accompagnait tout le reste de leur vie »

Communications diverses

Dans le cadre du Salon parisien du livre

Valentine de PENFENTENYO signera son ouvrage « Une très ancienne famille de Bretagne : Les Penfentenyo », le samedi 23 mars de 15 heures à 18 heures (Grand-Palais, Diffusion Breizh).

TF 1

20.50 Variétés : Yann à la Mère Emmanuelle

22.50 Magazine : Si on se déteste

23.50 Sport : Patinage artistique

0.45 Au top

0.50 Journal, météo, trafic météo et boum

A 2

20.50 Divertissement : Avant que le ciel

15.25 Série : Columbo

16.45 La Une est à vous

17.25 Divertissement : Monde dingue

17.55 Magazine : Trente millions d'années

18.25 Jeu : Une famille en or

18.55 Série : Marc et Sophie

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à visionner ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 15 mars

TF 1

Vous avez raison de lire investir MAGAZINE

Dès samedi en kiosque

- 20.50 Variétés : Tous à la Une. Émission présentée par Patrick Sabatier.
- 22.50 Magazine : Si on se disait tout. Présenté par Patrick Sabatier.
- 23.50 Sport : Patinage artistique. Championnats du monde (troisième manche, à Munich).
- 0.45 Au trot.
- 0.50 Journal, Météo, Trafic Infos et Bourses.

A 2

- 20.50 Divertissement : Avant que la nuit ne tombe sur la tête. Émission présentée par Patrice Laffont. Avec Victor Lanoux, Marie-Anne Chazel, Christian Clavier, Daniel Prévost, Béatrice Dine, Thierry

A 2

- 15.15 Magazine : Sport passion. Rugby : Tournoi des cinq nations (Angleterre-France). Patinage artistique : championnats du monde (troisième manche).
- 17.55 Flash d'informations.
- 18.00 Jeu : Le chevalier du labyrinthe.
- 18.25 Série : L'appart.
- 18.55 Feuilleton : La valise en carton (2^e épisode, rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Les amants du Pacifique. De Ray Alchin (1^{re} partie).
- 22.15 Magazine : Bouillon de culture. Thème : Ils ont vingt ans et ils ont du talent.
- 23.50 Journal et Météo.

FR 3

- 14.00 Magazine : Sports 3 images. Cyclisme : Paris-Nice (7^e étape). Toutou-Mandieu-La Napoulet, en direct.
- De 15.00 à 19.00 La Sept.
- 15.00 Magazine : Dynamo.
- 15.30 Documentaire : Enfance. 11. Naître à la parole.
- 16.00 Documentaire : Les Kawelka.
- 17.00 Magazine : Anicroches.
- 18.00 Magazine : Mégamix.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept.

- 22.10 Héros, Marc Jolivet... Magazine : Caracalès. Présenté par Bernard Rapp. L'engagement. Invité : Bernard-Henri Lévy des Aventures de la liberté, Jean-Louis Kader (Printemps arabe), Varons (A été vrai, entre-temps avec Gilles Plazy), Marie Guethron d'Honnour.
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.55 Cinéma : Le Tambour. ■■■ Film franco-allemand de Volker Schlöndorff (1979) (v.o.).

FR 3

- 20.35 Magazine : Thelassa. Le client des amères. L'un des plus vieux métiers parisiens.
- 21.35 Feuilleton : les Survivants du Goliath. De Kevin Connor (dernier épisode).
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.55 ► Traverses. Kosovo : poudrière de la Yougoslavie, ou l'héritage de Tito.
- 23.50 Magazine : Musicales (rediff.).

CANAL PLUS

- 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Nancy-Metz, en direct de Nancy.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Magazine : Exploits 2.
- 23.00 Cinéma : Octopussy. ■ Film britannique de John Glen (1983).
- 1.05 Cinéma : Miraculé sur la 8^e Rue. ■ Film américain de Matthew Robbins (1987) (v.o.).

LA 5

- 20.45 Feuilleton : La saga du parrain. De Francis Ford Coppola (2^e épisode).
- 22.35 Série : L'inspecteur Derrick.
- 23.35 Série :

- Hitchcock présente. Assez de corde pour deux.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Les châtiments. Série : La météorologie du loup garou.
- 22.15 Magazine : Vénus.
- 22.40 Six minutes d'informations.
- 23.15 Magazine : La 6^e dimension.
- 23.45 Capital.
- 23.55 Musique : Live. Pluma Gachet et l'Olympie (1^{re} partie).
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Les Kawelka. De Charles Naim.
- 21.00 Cinéma : La croisée des enfants. De Serge Morin (1^{re} partie).
- 22.30 Documentaire : Enfance (11).
- 23.00 Danse : Mornix.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Roumiers à Paris.
- 21.30 Musique : Black and blue.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Alain Fort, fort, fort... Du jour au lendemain.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 23 février 1991 au Châtelet) : Jour d'été à la montagne, de d'Indy ; Concerto pour piano et orchestre n° 4 en ut mineur op. 44, de Saint-Saëns ; Symphonie n° 41 en sol mineur op. 20, de Chausson par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Janowski.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 16 mars

TF 1

- 15.25 Série : Colombo.
- 16.45 La Une est à vous (suite).
- 17.25 Divertissement : Mondo jingo.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.20 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.55 Variétés : Succès fous.
- 22.40 Magazine : Ushualia. Présenté par Nicolas Hulot. Spécial Vietnam.
- 23.40 Magazine : Formule sport.
- 0.35 Journal et Météo.

A 2

- 15.15 Magazine : Sport passion. Rugby : Tournoi des cinq nations (Angleterre-France). Patinage artistique : championnats du monde (troisième manche).
- 17.55 Flash d'informations.
- 18.00 Jeu : Le chevalier du labyrinthe.
- 18.25 Série : L'appart.
- 18.55 Feuilleton : La valise en carton (2^e épisode, rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Les amants du Pacifique. De Ray Alchin (1^{re} partie).
- 22.15 Magazine : Bouillon de culture. Thème : Ils ont vingt ans et ils ont du talent.
- 23.50 Journal et Météo.

FR 3

- 14.00 Magazine : Sports 3 images. Cyclisme : Paris-Nice (7^e étape). Toutou-Mandieu-La Napoulet, en direct.
- De 15.00 à 19.00 La Sept.
- 15.00 Magazine : Dynamo.
- 15.30 Documentaire : Enfance. 11. Naître à la parole.
- 16.00 Documentaire : Les Kawelka.
- 17.00 Magazine : Anicroches.
- 18.00 Magazine : Mégamix.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept.

- 20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
- 20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 ► Cinéma : Timpis run. ■■ Film franco-papou de Pengou Nengo (1990).
- 22.30 Journal.
- 22.45 Documentaire : Sijainen, l'enfant qui ne souriait jamais. D'André Pégo.
- 23.10 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet.

CANAL PLUS

- 15.00 Documentaire : D'après le vigneron. De Jean-Louis Burget, Jean-Pierre Coffe et Frédéric Cabron.
- 15.45 Documentaire : Les affrédés... Championnat du monde des cracheurs de carottes.
- 16.05 Série : Les inventions de la vie. 11. Le prédateur des prédateurs.
- 16.35 Jeu : V.O.
- 17.05 Les superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décoda pas Bunny. Tiny toons.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Le mur du silence. Les Nuls... l'émission. Invité : Michel Blanc.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La lampe. ■ Film américain de Tom Daley (1988).

LA 5

- 14.35 Série : Simon et Simon.
- 15.30 Les courses en direct d'Evry.
- 15.45 Série : Galactic.
- 16.30 Série : Superlode.
- 17.15 Série : Ripside.
- 18.00 Magazine : Intégral. Présenté par Philippe Druet (et à 0.15).
- 18.30 Série : Happy days.
- 19.00 Série : L'enfer du devoir.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.45 Téléfilm : Un visage qui vaut de l'or.
- 22.25 Téléfilm : Enfer dans la ville.

- 0.05 Journal de minuit.

M 6

- 15.35 Série : Les espions.
- 15.30 Hit hit hit journa 1.
- 16.40 Série : Le Saint.
- 17.35 Série : L'homme de fer.
- 18.30 Série : Les têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Mode 8.
- Spécial prêt-à-porter automne-hiver 1991.
- 20.35 Téléfilm : L'ennemi en suris.
- 22.40 Téléfilm : L'assassin du métro. De Herschel Daugherty.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Musique : Replines.

LA SEPT

- 15.00 Dynamo.
- 15.30 Documentaire : Enfance (11).
- 16.00 Documentaire : Les Kawelka.
- 17.00 Anicroches.
- 18.00 Mégamix.
- 19.00 Musique : Sing Loud, Play Strong.
- 20.00 La dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle (v.o.).
- 21.00 Cinéma : Timpis run. ■■ Film franco-papou de Pengou Nengo (1990).
- 22.30 Soir 3.
- 22.45 Documentaire : Sijainen, l'enfant qui ne souriait jamais.
- 23.10 Magazine : Lire et écrire.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Alain Kramsky, pianiste. Dramatique. Corridor paradisiaque : concert briard.
- 22.35 Musique : Opus. Paul Tortelier, l'ultime entretien. Don Quichotte (extraits). De Strauss, par le Royal Philharmonic Orchestra ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, par l'English Chamber Orchestra.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Opéra (en direct du Metropolitan Opera de New-York) : Katia Kabanova, opéra en trois actes de Janáček.
- 23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 17 mars

- TF 1**
- 11.25 Magazine : Auto-moto.
- 12.00 Jeu : Toumaz... manège.
- 12.30 Jeu : Le juste prix.
- 12.53 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
- 15.10 Série : Agence tous risques.
- 16.05 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.30 Disney parade.
- 17.55 Magazine : Téléfoot.
- 18.50 Loto sportif.
- 18.05 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.50 Cinéma : A double trancheant. ■ Film américain de Richard Marquand (1986).
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Cinéma : Le président. ■■ Film français d'Henri Verneuil (1981). Avec Jean Gabin, Renda Faura, Alfred Adam.
- 0.35 Au trot.
- 0.40 Journal et Météo.
- 1.05 Musique : Soirée Beethoven.

A 2

- 11.00 Messe. Célébrée à la prison de femmes de Versailles.
- 12.05 Dimanche Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.30 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous, avec Annie Cordy.
- 15.05 Série : Moe Gyver.
- 15.55 Dimanche Martin (suite). L'école des fans, avec Marc Layrol.
- 16.45 Série : Eurofiles. Une enquête de jeunesse, de Jorg Grunler.
- 17.40 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La balise qui chante.
- 18.30 Flash d'informations.
- 18.35 Magazine : Stade 2.
- 18.55 Série : Championnat de France : Rugby : Tournoi des cinq nations : Les résultats de la semaine ; Patinage artistique : championnats du monde ; Natation : Meeting de Bonn ; Handball : championnat de France ; Équitation : Coupe du monde de saute d'obstacles.

FR 3

- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Documentaire : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Magazine : Musicales. Shomo Mintz, prince du violon (2^e partie) ; Sibellus. Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Paris-Nice (dernière étape, Nice-Col d'Eze) ; Équitation : Coupe du monde de saute d'obstacles, à Bercy.
- 17.30 Magazine : Montagne. Retour aux sources en terre olympique de Jacques Moulet. Christian Baume, Denis Gautier et Hervé Denis.
- 18.00 Amuse 3.
- 18.00 Le 19-20 de l'information. De 19.20 à 19.30, Mag-ché.

LA SEPT

- 13.30 Flash d'informations.
- 13.35 Magazine : Stade 2.
- 13.55 Série : Championnat de France : Rugby : Tournoi des cinq nations : Les résultats de la semaine ; Patinage artistique : championnats du monde ; Natation : Meeting de Bonn ; Handball : championnat de France ; Équitation : Coupe du monde de saute d'obstacles.

FR 3

- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Documentaire : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Magazine : Musicales. Shomo Mintz, prince du violon (2^e partie) ; Sibellus. Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Paris-Nice (dernière étape, Nice-Col d'Eze) ; Équitation : Coupe du monde de saute d'obstacles, à Bercy.
- 17.30 Magazine : Montagne. Retour aux sources en terre olympique de Jacques Moulet. Christian Baume, Denis Gautier et Hervé Denis.
- 18.00 Amuse 3.
- 18.00 Le 19-20 de l'information. De 19.20 à 19.30, Mag-ché.

- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.35 Magazine : Musique maestro. Présenté par Frédéric Lodion. A Yaour, près de Mouline avec l'Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kammorow.
- 22.00 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Lio.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : House by the River. ■■ Film américain de Fritz Lang (1949) (v.o.).
- 0.10 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Mon zénith à moi.
- 13.30 Magazine : Rapido.
- 14.00 Téléfilm : Jusqu'à ce que l'amour nous sépare. De Paul Lynch.
- 15.35 Documentaire : Les femmes, sourire d'Éthiopie. De Joanne Head. Chez les Hommes. En compétition au Festival du cinéma du réel.
- 18.40 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Prof d'enfer pour un été. ■■ Film américain de Carl Reiner (1987).

En clair jusqu'à 20.40

- 18.30 Flash d'informations.
- 18.35 Dessins animés : Ca cartoon.
- 20.30 Die Mörder... ?
- 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
- 20.40 Cinéma : La fille des collines. ■■ Film français de Robin Davis (1989).
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.20 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : L'événement (boxe) ; Basket-ball américain.
- 1.00 Cinéma : L'horizon. ■■ Film français de Jacques Rouffio (1986).

LA 5

- 11.00 Série : Bonanza.
- 11.55 Série : Buck Rogers.
- 12.45 Journal.
- 13.20 Série : Wonder woman.
- 15.00 Série : Arnold et Willy.
- 15.30 Les courses en direct d'Auteuil.
- 15.50 Dessin animé : Denis la malice (et à 18.50).
- 18.00 Cinéma : Lou Grant.
- 17.05 Série : Soko, brigade des stup.
- 18.10 Série : La loi de Los Angeles.
- 19.00 Série : L'enfer du devoir.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.45 Cinéma : Le jouet. ■■ Film français de Francis Veber (1976).
- 22.20 Cinéma : A la recherche de Mr Goodbar. ■■ Film américain de Richard Brooks (1977).
- 0.45 Journal de minuit.

M 6

- 11.00 Série : Hongkong connection.
- 11.50 Magazine : Sport 8 premiers.
- 11.55 Info-conso.
- 12.00 Informations.
- 12.05 Magazine : Mode 8.
- 12.10 Série : Murphy Brown.
- 12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.

- 13.00 Série : Affine et Cathy.
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.55 Série : La famille Ramdam.
- 14.20 Téléfilm : La dame aux camélias. De Diamond Davis.
- 18.00 Série : L'ami des bêtes.
- 18.45 Série : Roseanne.
- 17.10 Série : L'aventurier.
- 17.40 Série : L'homme de fer.
- 18.30 Série : Les routes du paradis.
- 18.25 Magazine : Culture pub.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 8.
- 20.35 Cinéma : Kaoma. ■■ Film italo-américain d'Enzo Castelletti (1976).
- 22.20 M8 Express.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Cinéma : Black Emmanuelle en Afrique. ■■ Film italien d'Albert Thomas (1975).
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Magazine : Sport 8.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 13.00 Documentaire : Turbulances. De Jean-Pierre Gras.
- 13.30 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
- 14.30 Téléfilm : La maison dans la dune. De Michel Mesc.
- 18.00 Danse : Mornix. Chorégraphies de Moses Pendleton.
- 17.00 Documentaire : Lodi Shamsan. De Christopher Gierke.
- 18.00 Documentaire : Mémoires de danses. De Marie-Claire Schaeffer.
- 19.20 Moyen métrage : Dresseur. De Maurice Kagel.
- 20.00 Documentaire : Ici bat la vie (le salamandre géant).
- 20.30 Cinéma : L'homme de cendres. ■■ Film turc de Nouri Bouzid (1986).
- 22.15 Cinéma : L'argent. ■■ Film français de Marcel L'Herbier (1928, muet).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. La dame et le lionne.
- 22.35 Musique : Le concert. Mohammad Musavi, grand maître du ray longue robe en roseau classique (iran), accompagné par Chemirani Zarb (percussion iranienne).
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné les 11 et 12 février 1990 à la Radio de Hambourg) : Symphonie n° 9 en fa majeur op. 90, Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Hambourg, dir. Guntar Wiand.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Die Kunst alner Fugue, de Zacher ; Petite anthologie du Festival de Donaueschingen (due expositions, de Nono : Poesia pour pouvoir, de Boulez ; In memoriam Dylan Thomas, de Stravinsky) ; Traditionnel : Anthologie de la musique classique du sud de l'Inde, par L. Subramanian.

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPINGE » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration du Monde.

Audience TV du 14 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	84,8	Santa Barbara	McGyver	Journ. rég.	Nulle part	Pub	Petite maison
		18,7	11,8	18,4	1,9	1,6	2,4
19 h 45	60,2	Roue fortune	McGyver	19-20	Nulle part	Ripside	Petite maison
		23,9	14,9	13,1	3,0	1,6	3,3
20 h 18	69,1	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	M-est servie
		27,1	16,1	10,4	3,9	4,4	8,4
20 h 55	70,2	Navarro	Pub	Un homme...	Jakarta	Les hordes	Landru
		26,4	18,0	11,7	3,3	5,1	7,8
22 h 8	55,1	Navarro	Avanti	Un homme...	Cry Freedom	Les hordes	Landru
		29,3	5,1	8,4	1,3	5,3	6,2
22 h 44	29,8	Point sur table	Avanti	Soir 3	Cry Freedom	Reporters	Glamour
		10,2	6,1	6,2	0,3	2,7	2,6

[illegible]